
3 1761 07972412 6

CAHIERS 11 et 12

AVRIL 1918

Les Études de la Guerre

PUBLIÉES SOUS LA DIRECTION DE

René PUAUX

Le Mémoire du Prince Lichnowsky

Texte complet et Commentaires

PAYOT & Cie, PARIS
106, BOULEVARD ST-GERMAIN, 106

1918

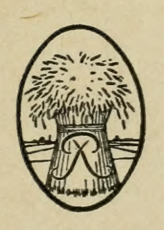
Prix 3 francs

CAHIERS 11 et 12 AVRIL 1918

Les
Etudes de la Guerre

PUBLIÉES SOUS LA DIRECTION DE

René PUAUX



PAYOT & Cie, PARIS
106, BOULEVARD ST-GERMAIN, 106

LE MÉMOIRE DU PRINCE LICHNOWSKY

Dans la seconde semaine de mars 1918, le journal suédois *Politiken*, organe socialiste, commençait la publication d'un mémoire confidentiel, dû à la plume du prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres au moment de la déclaration de guerre. Ce mémoire était un réquisitoire implacable contre la politique impérialiste du cabinet de Berlin, responsable de la guerre européenne.

La publication du *Politiken* embrassait cette période de l'histoire contemporaine dont le prince avait été témoin pendant son ambassade à Londres, de 1912 à 1914. L'organe socialiste suédois s'arrêtait au moment où la mort de l'archiduc François-Ferdinand à Serajevo devenait le prétexte du conflit austro-serbe.

On aurait pu croire que le prince Lichnowsky n'allait pas plus loin dans l'examen critique des prodromes du drame si le vice-chancelier de l'Empire, M. von Payer, amené à s'expliquer, devant le Reichstag, sur ce scandale inattendu, n'avait parlé de chapitres encore inconnus, du moins en France et en Angleterre, des mémoires de l'ancien ambassadeur. En défendant la politique de M. de Bethmann-Hollweg et en cherchant à dégager la responsabilité de l'empereur, il révélait que le prince Lichnowsky avait parlé du Conseil de Potsdam du 5 juillet 1914 et de toute cette période qui précéda immédiatement la guerre, sans avoir arrêté son exposé au 28 juin, date de l'assassinat de l'archiduc, comme on le supposait à l'étranger.

On apprenait du même coup que, si le vice-chancelier

s'était engagé sur ce terrain particulièrement dangereux, ce n'était point de gaîté de cœur, mais parce que le mémoire du prince Lichnowsky était un document extrêmement connu en Allemagne, connu au point que les Allemands eux-mêmes, de l'aveu de la *Gazette de Voss*, s'étonnaient qu'une copie de ce réquisitoire n'eut pas depuis longtemps franchi la frontière pour être utilisé par les adversaires de l'Allemagne. Le prince avait en effet rédigé ce mémoire au mois d'août 1916, dans le calme de la retraite, à Kuchelna, sa propriété seigneuriale de Silésie. Tout d'abord destiné à justifier, vis-à-vis des siens, la politique qu'il avait suivie et dont la guerre avait été la négation, le mémoire, dont plusieurs exemplaires dactylographiés existaient, avait été communiqué à des personnalités qui, suivant la *Gazette de Voss*, en avaient fait le plus pernicieux usage pour attaquer les Hohenzollern et leur politique (1).

Le document était tombé entre les mains d'un officier, le capitaine Beerfeld, ayant appartenu à la section politique du Grand Etat-Major, homme de conscience droite,

(1) Le *Journal de Genève* du 28 mars 1918 précise que le prince avait fait faire de son mémoire six exemplaires à la machine à écrire. Il en avait gardé deux pour ses archives de famille, il en envoya un à M. Ballin, directeur de la *Hamburg-Amerika*, un à M. de Gwinner, directeur de la Deutsche Bank et un à M. Theodor Wolff, directeur du *Berliner Tageblatt*. Le quatrième exemplaire dont on n'a pas nommé le destinataire primitif passa entre les mains du capitaine Beerfeld, officier de haute distiction, ayant appartenu à l'Etat-Major du général de Moltke. C'est lui, comme nous l'avons dit plus haut, qui le fit reproduire sans consulter personne et le répandit. Le *Journal de Genève* déclare que cet officier fut puni disciplinairement.

Le *Berliner Tageblatt* déclare que le conseiller intime du gouvernement Witting, directeur de la Banque nationale, aurait également participé à la propagation du mémoire du prince Lichnowsky. Le conseiller Witting (Witkovski) est le frère de Maximilian Harden.

Suivant d'autres journaux le prince Lichnowsky serait devenu l'un des principaux collaborateurs ou inspirateurs du *Berliner Tageblatt*.

qui fit reproduire l'exemplaire qui lui avait été prêté en communication.

Une des copies fut transmise par les minoritaires allemands au groupe socialiste suédois, d'où l'indiscrétion.

Du caractère confidentiel de copies dactylographiées ou manuscrites le mémoire du prince Lichnowsky était passé, entre temps, en Allemagne même, au caractère quasi-public. L'association (*Bund*) *Neues Vaterland*, groupement libéral hostile à l'impérialisme, l'avait fait imprimer et le faisait distribuer parmi ses membres. Le vendredi 22 mars 1918, la police de Munich en faisait saisir 2.000 exemplaires. Mlle Elsa Bruck, secrétaire de l'association et le libraire Hencke furent traduits en cour martiale pour avoir répandu et mis en vente cet ouvrage, mais furent acquittés pour avoir agi de bonne foi mais sans discernement. Ce document était donc connu de tant de gens en Allemagne qu'il était impossible au vice-chancelier von Payer de ne discuter que les fragments reproduits par le *Politiken* de Stockholm.

Peu à peu d'ailleurs le mémoire complet, par nouveaux fragments successifs, finit par être connu. Nous en publions ci-après le texte *in extenso*. On y verra que les extraits reproduits par les journaux contenaient d'extraordinaires contre-sens dus, sans doute, à des transmissions télégraphiques fautives ou à des traductions trop hâtives. Nous avons collationné avec le plus grand soin tous les textes et établi une version qui doit être à quelques détails près conforme au manuscrit original.

MA MISSION A LONDRES

1912-1914.

Kuchelna, août 1916.

Le baron Marshall mourut au mois de septembre 1912, n'ayant occupé son poste que quelques mois seulement. Sa nomination, due surtout à son âge et aux intrigues d'un candidat plus jeune qui voulait se réserver ultérieurement le poste de Londres, fut une des nombreuses fautes de notre ministère des Affaires étrangères. Malgré sa forte personnalité et sa grande réputation, il était trop âgé et fatigué pour pouvoir s'adapter à un *milieu* (1) purement étranger et anglo-saxon. Il était plutôt un bureaucrate et un avocat qu'un diplomate ou un homme d'Etat. Il se mit à l'œuvre pour convaincre les Anglais du caractère inoffensif de notre flotte, et naturellement il ne réussit qu'à fortifier une impression diamètralement contraire.

A ma grande surprise on m'offrit le poste en octobre. Après plusieurs années de travail, je m'étais retiré à la campagne, aucun poste susceptible de me convenir n'ayant été trouvé et je passais mon temps dans ma ferme et dans mon jardin, à cheval et dans les champs, mais je lisais d'une façon assidue et publiais de temps à autre des articles de politique. Huit années passèrent ainsi, et il y en avait treize que j'avais quitté Vienne comme ambassa-

(1) En français dans le texte.

deur. Ce furent là en vérité mes dernières fonctions politiques.

Je ne sais à qui je dus d'être nommé à Londres — en tout cas pas à Sa Majesté, car je n'appartenais pas à son cercle immédiat, bien qu'il fût toujours aimable envers moi. Je sais par expérience que ses candidats étaient souvent combattus avec succès. De fait, M. de Kinderlen-Waechter voulait envoyer le baron von Stumm à Londres. Il me reçut avec une mauvaise grâce évidente, et essaya de m'effrayer par son rude accueil. M. de Bethmann-Hollweg se montra aimable envers moi et était venu me voir, peu avant, à Graetz. Je suis donc porté à croire qu'ils se décidèrent pour moi, parce qu'aucun autre candidat n'était disponible. Si le baron von Marshall n'était pas mort il est peu probable qu'on m'eût déterré, pas plus qu'on ne l'avait fait auparavant. Le moment était visiblement favorable pour tenter d'en venir à une meilleure entente avec l'Angleterre. Notre politique ténébreuse au Maroc avait plusieurs fois éveillé la méfiance sur nos intentions pacifiques, ou du moins avait fait naître des doutes sur ce que nous pouvions vouloir, et on nous soupçonnait de vouloir tenir l'Europe en suspens et de chercher les occasions d'humilier les Français. Un collègue autrichien, qui séjourna longtemps à Paris, me dit : « Les Français avaient commencé à oublier la revanche. Vous les en avez fait régulièrement souvenir, en leur marchant sur les pieds ».

Après avoir refusé la proposition de Delcassé de conclure une entente relative au Maroc, et avoir déclaré solennellement n'y avoir aucun intérêt politique, — attitude qui concordait avec les vues politiques bismarckiennes — nous découvrîmes soudain, en Abdul Aziz, un Kruger numéro 2. Nous lui promîmes, comme aux Boers,

la protection du puissant Empire Germanique, et avec le même résultat. Ces deux manifestations devaient finir fatalement par une rétractation si nous n'étions pas prêts à commencer une guerre mondiale. La pitoyable conférence d'Algésiras ne pouvait rien y changer, et encore moins amener la chute de Delcassé. Notre attitude servit au *rapprochement* (1) russo-japonais et russo-britannique. En face du « péril allemand » toutes les autres considérations passèrent au second plan. La possibilité d'une autre guerre franco-allemande était prouvée, et, contrairement à ce qui se passa en 1870, une telle guerre ne pouvait laisser la Russie ou l'Angleterre hors du conflit. L'impuissance de la Triple-Alliance avait été déjà démontrée à Algésiras ; il en fut de même, quand le sultanat s'effondra, des accords qui y furent conclus, ce qui était naturellement inévitable. Pendant ce temps, la croyance se répandait chez les Russes que notre politique étrangère était faible et cédait à « l'encerclement » et que de lâches capitulations suivaient les gestes hautains.

Il faut reconnaître que c'est à Kinderlen-Waechter, — bien que par ailleurs sa réputation d'homme d'Etat soit surfaite — que l'on doit d'avoir éclairci la situation marocaine et de s'être adapté aux circonstances que l'on ne pouvait pas changer. Je n'aborde pas la question de savoir si le monde devait être bouleversé par le *coup* (2) d'Agadir. Cet événement fut salué avec joie en Allemagne mais il causa en Angleterre d'autant plus de malaise que le gouvernement anglais avait attendu en vain trois semaines une déclaration de nos intentions. Le discours

(1) En français dans le texte.

(2) En français dans le texte.

de M. Lloyd George, qui avait pour but de nous avertir, en fut une conséquence. Avant la chute de Delcassé et avant la conférence d'Algésiras nous aurions pu obtenir des ports et des bases sur la côte occidentale, mais cela n'était désormais plus possible.

Quand j'arrivais à Londres en novembre 1912, on était plus tranquille sur la question du Maroc, surtout depuis qu'on était parvenu à une entente avec la France et Berlin. La mission de Lord Haldane avait échoué il est vrai, car nous demandions des promesses de neutralité au lieu de nous contenter d'un traité qui nous eut garantis d'une attaque britannique ou de n'importe quelle attaque soutenue par les Anglais.

Cependant Sir Edward Grey n'avait pas abandonné l'idée d'arriver à une entente avec nous et fit une première tentative dans ce sens sur des bases économiques et coloniales. Par l'intermédiaire de ce conseiller d'ambassade expert et autorisé qu'est M. von Kuehlmann, un échange de vues avait eu lieu au sujet du renouvellement du traité colonial portugais et du chemin de fer de Bagdad qui eut pour résultat inespéré de diviser en zones d'intérêt les colonies ci-dessus mentionnées ainsi que l'Asie-Mineure.

Les anciens sujets de désaccord avec la France et la Russie ayant été réglés, l'homme d'Etat anglais désirait arriver à une entente semblable avec nous. Son intention n'était pas de nous isoler, mais de travailler avec nous autant que possible en associés. De même qu'il avait réussi à surmonter les difficultés franco-britanniques et russo-britanniques, il souhaitait faire disparaître les difficultés germano-britanniques, et par un réseau de traités — qui contiendrait finalement un accord sur la malheureuse question de la flotte — assurer la paix du

monde, notre politique antérieure s'étant prêtée à une coopération avec l'Entente, qui donnait une assurance mutuelle contre le danger de guerre.

Tel était le programme de Sir Edward Grey, selon ses propres termes, « sans porter atteinte aux relations amicales existant avec la France et la Russie, qui ne contenaient pas en elles-mêmes d'éléments agressifs ni d'obligations liant l'Angleterre, chercher à réaliser un rapprochement plus amical avec l'Allemagne — afin de rapprocher les deux groupes ».

En Angleterre, comme chez nous, il y avait deux opinions — celle des optimistes, qui croyaient à une entente et celle des pessimistes qui considéraient la guerre comme inévitable tôt ou tard. Parmi les premiers étaient M. Asquith, Sir Edward Grey, Lord Haldane et la plupart des ministres du cabinet radical ainsi que les principaux organes libéraux tels que la *Westminster Gazette*, le *Manchester Guardian* et le *Daily Chronicle*. Au groupe pessimiste appartenaient surtout des politiciens conservateurs tels que M. Balfour, qui constamment me laissait voir sa façon de penser, des chefs du parti militaire comme Lord Roberts, qui insistaient sur la nécessité de la conscription et sur le « Mane, Thecel, Pharès » et en outre la presse de Northcliffe et ce journaliste anglais important, M. Garvin, de l'*Observer*. Pendant la durée de mon mandat, ils s'abstinrent de toute attaque et prirent, personnellement et politiquement, une attitude amicale. Notre politique maritime et notre attitude en 1905, 1908 et 1911 les avait néanmoins amenés à penser qu'on pourrait en venir un jour à la guerre. Tout comme chez nous, les premiers sont maintenant traités de peu clairvoyants et d'esprits simples, tandis que les derniers sont considérés comme les vrais prophètes.

Le problème oriental.

La première guerre balkanique amena l'effondrement de la Turquie et avec lui la défaite de notre politique, qui s'était identifiée avec celle de la Turquie depuis nombre d'années. Sauver la Turquie en Europe n'étant plus réalisable, il ne restait que deux solutions possibles de la question — soit que nous déclarions que nous n'avions plus d'intérêt à la délimitation des frontières dans la péninsule balkanique et que nous laissions les populations des Balkans résoudre elles-mêmes cette question, soit que nous aidions nos alliés et appliquions une politique de Triple-Alliance en Orient, renonçant de ce fait au rôle de médiateur.

Je conseillai le premier de ces programmes dès le début, mais le ministère des Affaires Etrangères allemand préférait de beaucoup le dernier. La question principale était celle de l'Albanie. Nos alliés désiraient l'établissement d'un Etat indépendant d'Albanie, étant donné que l'Autriche ne voulait pas permettre à la Serbie d'atteindre l'Adriatique et que l'Italie ne désirait pas voir les Grecs atteindre Valona ni même le territoire au nord de Corfou. D'autre part la Russie, comme on le sait, favorisait les desseins de la Serbie et la France ceux des Grecs. Mon avis était de considérer maintenant la question en dehors de l'alliance et de n'aider les desseins ni de l'Autriche ni de l'Italie. Mais, sans notre aide, l'établissement de l'Albanie, dont on aurait pu prévoir l'existence impossible, était irréalisable. On aurait dû permettre à la Serbie d'atteindre la côte et la guerre mondiale actuelle eût alors été évitée. La France et l'Italie seraient restées en désaccord au sujet de la Grèce. Les Italiens, s'ils n'avaient pas voulu combattre seuls la France, auraient été obligés de consentir

à l'expansion de la Grèce dans le district situé au nord de Durazzo (1). La plus grande partie de l'Albanie civilisée est grecque et, au moment de la Conférence des ambassadeurs, des députations des plus grandes agglomérations vinrent à Londres pour obtenir l'annexion à la Grèce.

En Grèce actuellement des districts entiers sont albanais et le soi-disant costume national grec est d'origine albanaise. Donc la fusion de la majorité des Albanais orthodoxes et musulmans avec l'Etat grec était la solution la meilleure et la plus naturelle, si on ne tient pas compte de Scutari et de la partie septentrionale de la Serbie et du Monténégro. Sa Majesté était aussi en faveur de cette solution pour des raisons dynastiques. Quand j'encourageais, par lettre, le monarque dans cette voie, je reçus de violents reproches du chancelier pour avoir plaidé la cause des adversaires de l'Autriche et il m'interdit de nouvelles interventions et même la correspondance directe. Nous dûmes cependant abandonner la tradition d'appliquer la politique de la Triple-Alliance en Orient et reconnaître notre faute qui consistait à faire cause commune avec les Turcs dans le sud et les Austro-Magyars dans le nord ; car la continuation de cette politique, que nous avions inaugurée au Congrès de Berlin et appliquée avec zèle depuis, devait fatalement, si l'habileté nécessaire pour la diriger venait à manquer, conduire à un conflit avec la Russie et à une guerre mondiale. Au lieu de chercher une entente avec la Russie, sur les bases de l'indépendance du sultan — que les Russes ne désiraient pas non plus voir chasser de Constantinople, — et de nous en tenir à la défense de nos intérêts économiques en Orient

(1) Il doit y avoir là une erreur de nom, c'est « Janina » qu'il faut lire.

tout en nous abstenant d'aucune intervention politique et militaire et en nous contentant d'une division de l'Asie-Mineure en zones d'intérêt, le but de notre ambition politique était de dominer le Bosphore. En Russie l'opinion s'accrédita dès lors que le chemin de Constantinople et de la Méditerranée passait par Berlin.

Au lieu d'encourager un développement puissant des Etats balkaniques qui furent autrefois libres et diffèrent beaucoup de la Russie — ce dont nous avons déjà fait l'expérience — nous nous rangeâmes du côté des oppresseurs Turcs et Magyars.

La cruelle erreur de notre Triple-Alliance et de notre politique en Orient qui jeta la Russie — notre amie naturelle et notre meilleure voisine — dans les bras de la France et de l'Angleterre et l'écarta de sa politique d'expansion en Asie était d'autant plus évidente que l'hypothèse d'une attaque franco-russe, la seule justifiant la politique de la Triple-Alliance, devait être écartée de nos calculs.

L'alliance italienne et l'alliance autrichienne.

Un mot seulement sur la valeur de notre alliance avec l'Italie. L'Italie a besoin de notre argent et de nos touristes après la guerre, avec ou sans notre alliance. On aurait dû prévoir que notre alliance sombrerait en cas de guerre. L'alliance était donc sans valeur. L'Autriche par contre avait besoin de notre protection, en guerre comme en paix, et n'avait pas d'autre *point d'appui* (1). Cette dépendance — basée sur des raisons politiques, nationales et économiques — augmentait en proportion de l'intimité de nos relations avec la Russie. La crise bos-

(1) En français dans le texte.

niaque en est la preuve. Depuis le comte Beust, aucun ministre viennois n'en avait eu aussi nettement conscience que le comte Aerenthal pendant les dernières années de sa vie. Par une politique allemande bien conduite, en restant en contact étroit avec la Russie, l'Autriche-Hongrie est notre vassale et elle est liée à nous, même sans alliance et sans réciprocité d'obligations ; par une politique mal conduite par contre nous sommes liés à l'Autriche-Hongrie. Une alliance serait en conséquence inutile.

Je connais beaucoup trop bien l'Autriche pour ne pas savoir qu'il ne fallait pas songer à un retour à la politique du comte Félix Schwarzenberg ou à celle du comte Maurice Esterhazy. Si peu d'affection que les Slaves de ces régions nous portent, ils ne souhaitent pas davantage un retour à l'empire allemand même avec un Habsbourg-Lorraine à sa tête. Ils aspirent à une Fédération autrichienne intérieure sur des bases de nationalité, une condition dont la réalisation est encore moins probable au sein de l'empire allemand que sous la domination de l'aigle autrichienne. Les Austro-Allemands regardent Berlin comme le centre de la puissance et de la « Kultur » allemande et ils savent que l'Autriche ne sera jamais une puissance dirigeante. Ils désirent un rapprochement aussi étroit que possible avec l'empire, mais n'allant pas jusqu'à une politique anti-germanique.

Depuis 1870 les conditions sont foncièrement changées en Autriche et aussi peut-être en Bavière. De même qu'ici un retour au particularisme pan-germanique et à la politique bavaroise ancienne n'est pas à craindre, de même là une renaissance de la politique du prince Kaunitz et du prince Schwartzenberg ne peut être envisagée. Mais nos intérêts souffriraient d'une union constitutionnelle avec l'Autriche qui, même sans la Galicie et la

Dalmatie, est habitée par des Allemands dans une proportion d'au moins la moitié, tandis que, d'autre part, en subordonnant notre politique aux points de vues de Vienne et de Buda-Pesth, nous serions obligés d'*épouser les querelles de l'Autriche* (1).

Nous n'avions donc pas à considérer les désirs de nos alliés. Ils étaient non seulement inutiles mais dangereux, en ce qu'ils devaient conduire à un conflit avec la Russie, si nous envisagions les questions d'Orient du point de vue autrichien.

La transformation de notre alliance, qui n'avait à l'origine qu'un but, en alliance complète qui comporte la communauté d'intérêts, était de nature à créer l'état de choses que les négociations constitutionnelles avaient pour but d'empêcher, à savoir l'état de guerre. Une telle politique d'alliances devait en outre entraîner la perte de la sympathie des Etats balkaniques, jeunes, forts et grandissants, qui étaient tout prêts à se tourner vers nous et à nous ouvrir leurs marchés.

La différence entre un pouvoir de Cour et un Etat national, entre les idées dynastiques et démocratiques devait être clairement exprimée, et, comme d'habitude, nous avons fait fausse route.

Le roi Carol a dit un jour à un de nos représentants qu'il avait fait alliance avec nous à condition que nous gardions la direction des affaires, mais que, si celles-ci passait à l'Autriche, cela changerait entièrement les choses et que, dans ces conditions, il n'adhérerait plus à l'alliance.

La situation était la même en Serbie où à l'encontre de nos intérêts économiques nous soutenions la politique autrichienne d'étranglement.

(1) En français dans le texte.

Nous avions toujours misé sur des chevaux qui devaient évidemment tomber, tels que Kruger, Abdul-Aziz, Abdul-Hamid, Guillaume de Wied, et finalement — et c'est là la plus pitoyable erreur de toutes — le comte Berchtold.

La conférence balkanique.

Peu après mon arrivée à Londres en 1912, Sir Edward Grey proposa un échange de vues non-officiel afin d'empêcher qu'une guerre européenne ne se greffât sur la guerre balkanique, puisque lorsque cette guerre éclata, nous avions malheureusement décliné la proposition du gouvernement français de nous joindre à une déclaration de désintéressement et d'impartialité des grandes puissances. L'homme d'Etat anglais soutint, dès le début, que l'Angleterre n'avait pas d'intérêt en Albanie et n'irait donc pas faire la guerre à ce sujet. Dans son rôle d' « honnête courtier » il limiterait ses efforts à la médiation et à la tentative d'aplanir les difficultés entre les deux groupes de puissances. Donc il ne se plaçait en aucune façon du côté des puissances de l'Entente puisque, pendant les négociations qui durèrent environ huit mois, il prêta toute sa bonne volonté et usa de sa puissante influence à l'établissement d'une entente Au lieu d'adopter le point de vue anglais nous avons accepté celui que Vienne nous a dicté. Le comte Mensdorff dirigea la Triple-Alliance à Londres et je fus son second.

Mon devoir était de soutenir ses propositions. Le comte Szogyenyi, homme adroit et expérimenté, tenait le gouvernail à Berlin. Son refrain était : *casus foederis*, et quand il m'arriva un jour d'émettre des doutes sur la justesse de cette phrase, on me mit en garde sérieusement contre mon austrophobie. Parlant de mon père, il fut même dit que j'en avais hérité de lui.

Sur tous les points, y compris l'Albanie, les ports serbes dans l'Adriatique, Scutari et la délimitation des frontières d'Albanie, nous étions du côté de l'Autriche et de l'Italie, alors que Sir Edward Grey n'adoptait presque jamais le point de vue français ou russe. Au contraire, il prenait presque toujours notre parti afin de ne donner aucun prétexte à la guerre : ce prétexte fut plus tard fourni par un archiduc assassiné.

C'est grâce à lui (1) que le roi Nicolas (2) fut amené à quitter Scutari. Autrement la guerre aurait éclaté à ce sujet car nous n'aurions jamais osé demander des concessions à « nos alliés ».

Sir Edward Grey conduisit les négociations avec un soin attentif, avec calme et tact. Lorsqu'une question menaçait de se compliquer, il proposait une formule qui arrangeait les choses et qui obtenait toujours l'approbation. Il acquit la confiance entière de tous les représentants.

Une fois de plus nous avions écarté une des nombreuses menaces contre la force caractérisant notre politique. La Russie avait été obligée de nous céder sur toute la ligne et elle n'eut jamais l'occasion de servir les intérêts de la Serbie. L'Albanie fut constituée en état vassal de l'Autriche et la Serbie fut éloignée de la mer. La conférence fut ainsi une nouvelle humiliation pour l'amour-propre de la Russie.

Comme en 1878 et en 1908, nous nous étions opposés au programme russe sans pour cela servir les intérêts allemands. Bismarck dut atténuer la faute du Congrès (3) par un traité secret et son attitude dans la question de

(1) Sir Edward Grey.

(2) de Monténégro.

(3) Il s'agit du Congrès de Berlin de 1878.

Battenberg — la pente suivie dans la question bosniaque — fut imitée vis-à-vis Londres et ne fut pas abandonnée, le résultat en devant être de mener à l'abîme.

Le mécontentement prédominant alors en Russie se manifesta pendant le Congrès (1) par une attaque dans la presse russe contre mon collègue russe et contre la diplomatie russe.

Son origine, sa qualité de catholique, sa réputation d'ami de l'Allemagne et la coïncidence malheureuse de sa parenté avec le comte Mensdorff et avec moi-même furent exploitées par les partis mécontents. Quoique n'étant pas une personnalité particulièrement importante, le comte Benckendorff possédait beaucoup des qualités nécessaires à un bon diplomate — le tact, la connaissance du monde, l'expérience, une personnalité agréable et une vision naturellement juste des hommes et des choses. Il cherchait toujours à éviter de prendre une position déterminée et était soutenu par l'attitude de l'Angleterre et de la France.

Il m'arriva de lui dire une fois que le sentiment russe était très anti-allemand. Il me répondit : « Il y a aussi beaucoup de puissants milieux influents pro-allemands. Mais les gens sont en général anti-autrichiens ».

Il ne reste plus qu'à ajouter que notre austrophilie exagérée n'a pas beaucoup de chance de rompre l'Entente et de tourner l'attention de la Russie vers ses intérêts en Asie.

A la même époque (1913) la conférence des pays balkaniques se réunit à Londres et j'eus l'occasion de rencontrer leurs principaux hommes d'Etat. Le plus important personnage parmi eux était M. Venizelos. Il était rien moins qu'anti-allemand et appréciait particulièrement l'ordre

(1) Il s'agit du Congrès de Londres de 1913, sur les questions balkaniques.

de l'Aigle rouge dont il porta les insignes, même à l'ambassade de France.

Avec sa prenante amabilité et son savoir-faire il lui était toujours facile de gagner la sympathie.

Après lui un grand rôle était joué par Daneff, alors premier ministre deBulgarie et confident du comte Berchtold. Il donnait l'impression d'un homme capablè et énergique et l'influence de ses amis sur Vienne et à Budapest, dont il lui arrivait de rire, était attribuée au fait qu'il s'était laissé entraîner dans la seconde guerre balkanique et avait refusé l'intervention russe.

M. Take Jonesco était également souvent à Londres et me rendait visite régulièrement. Je le connaissais depuis l'époque où j'étais secrétaire de légation à Bucarest. Il était également l'un des amis de M. de Kinderlen-Waechter. Son but à Londres était d'obtenir des concessions pour la Roumanie, en négociant avec M. Daneff. Il était secondé dans cette tâche par le très distingué ministre de Roumanie, M. Misu. On sait que ces négociations échouèrent en raison de l'opposition bulgare. Le comte Berchtold — et naturellement nous avec lui — était entièrement du côté de la Bulgarie, sans quoi nous aurions réussi à faire pression sur M. Daneff pour obtenir la satisfaction demandée par les Roumains ; nous nous serions attachés les Roumains comme ils l'avaient été par l'attitude de l'Autriche dans la seconde guerre balkanique, tandis qu'ensuite ils se sont trouvés éloignés des puissances centrales.

La défaite de la Bulgarie et la victoire de la Serbie dans la seconde guerre balkanique ainsi que l'avance roumaine constituèrent naturellement un coup sensible pour l'Autriche. L'idée de redresser cette situation par une intervention militaire en Serbie semble avoir gagné rapidement du terrain à Vienne. Cela est prouvé par les révélations

italiennes et l'on peut dire que le marquis di San Giuliano qui décrivit le plan : une *pericolossissima aventura* (une aventure extrêmement périlleuse) nous sauva d'une guerre européenne déjà à l'été 1913.

Au point d'intimité où en étaient la Russie et l'Italie, le projet de Vienne a dû être connu à Saint-Pétersbourg. En tous les cas, M. Take Jonesco me dit que M. Sazonof lui avait dit, à Constanza, qu'une attaque de la Serbie par l'Autriche signifierait la guerre avec la Russie.

Au printemps de 1914, l'un de mes secrétaires revenant de Vienne, où il avait été en congé, me dit que M. de Tschirsky lui avait déclaré que la guerre était imminente. Mais comme on ne me tenait toujours pas au courant des choses importantes, je considérai ce pessimisme comme sans fondement.

Dès la paix de Bucarest l'opinion semble avoir été à Vienne que la revision de ce traité devait être entreprise et l'on n'attendait qu'une occasion opportune. Les hommes d'Etat de Vienne et Budapest pouvaient naturellement compter sur notre concours. Ils le savaient d'autant mieux qu'on leur avait à maintes reprises reproché leur « mollesse ». Berlin même insistait sur la « réhabilitation » de l'Autriche. Quand je revins à Londres, en décembre 1913 ,après une longue absence de vacances, la question Liman von Sanders avait tendu à l'extrême nos relations avec la Russie. Sir Edward Grey attira mon attention avec un certain trouble sur l'agitation qui en résultait à Saint-Pétersbourg « Je ne les ai jamais vus si excités ».

Berlin me donna pour instructions de prier le ministre (Sir Edward Grey) de conseiller le calme à Saint-Pétersbourg et de venir en aide pour résoudre la difficulté. Sir Edward était parfaitement disposé à le faire et son inter-

vention ne contribua pas médiocrement à adoucir les choses. Mes bonnes relations avec Sir Edward et sa grande influence à Saint-Pétersbourg servirent admirablement dans différentes occasions lorsqu'il fut question de faire aboutir quelque chose, dont notre représentant à Saint-Pétersbourg était complètement incapable.

Durant les jours critiques de juillet 1914, Sir Edward me dit : « Chaque fois que vous avez besoin que quelque chose soit fait à Saint-Pétersbourg, vous venez régulièrement me trouver, mais si jamais je fais appel à votre influence à Vienne, vous me refusez votre appui ».

Les bonnes relations-que j'avais réussi à me créer non seulement dans le monde et avec des personnalités influentes comme Sir Edward Grey et M. Asquith, mais avec bien d'autres, dans des banquets, avaient créé une amélioration notable dans nos rapports avec l'Angleterre. Sir Edward faisait pour sa part de son mieux pour amplifier ce rapprochement et ses intentions se marquèrent de façon notable dans deux questions : le traité colonial et le traité concernant le chemin de fer de Bagdad.

L'accord portugais et l'accord de Bagdad.

En 1898, le comte Hatzfeldt et M. Balfour avaient signé un accord secret divisant les colonies portugaises d'Afrique en sphères économiques d'influence entre l'Angleterre et nous. Le gouvernement portugais, n'ayant ni le pouvoir ni les moyens de développer ses colonies et d'exercer son contrôle sur ces vastes territoires, s'était déjà précédemment préoccupé de les vendre pour soulager ses finances. Un accord était intervenu à ce sujet entre l'Angleterre et nous, accord qui définissait nos intérêts respectifs et qui avait d'autant plus de valeur que le Por-

tugal, comme l'on sait, est sous la complète dépendance de l'Angleterre. Cet accord assurait l'inviolabilité et l'indépendance du royaume de Portugal et déclarait seulement l'intention d'aider les Portugais financièrement et économiquement. Il ne contredisait donc pas le vieux traité anglo-portugais datant du XVIe siècle qui avait été pour la dernière fois renouvelé sous Charles II et qui garantissait les possessions des deux pays.

Sur l'instigation du marquis de Soveral qui ne devait probablement pas ignorer l'accord secret anglo-allemand, un nouveau traité fut cependant signé entre l'Angleterre et le Portugal en 1899.

C'est le traité dit de Windsor qui renforçait le vieux traité, d'ailleurs toujours en vigueur.

L'objet des négociations nouvelles entre l'Angleterre et nous, négociations qui avaient commencé avant mon arrivée, était de modifier et d'améliorer notre traité de 1898, qui contenait des clauses irréalisables par exemple en ce qui concernait les délimitations géographiques. Grâce à l'attitude conciliante du gouvernement anglais, je réussis à donner au nouveau traité une forme qui concordait absolument avec nos vœux et nos intérêts. Tout l'Angola jusqu'au 20e degré longitude nous était accordé de telle sorte que nous atteignions le Congo par le Sud. De plus les importantes îles de San Thomé et Principe qui sont au nord de l'Equateur et qui, de ce fait, appartiennent plutôt à la sphère d'influence française, nous furent également concédées, ce qui provoqua de la part de mon collègue français de vives quoique vaines protestations. De plus nous obtenions la partie nord du Mozambique. La rivière Likungo devait délimiter la zone. Le gouvernement britannique montra le plus grand empressement à répondre à nos intérêts et à nos vœux. Sir Edward Grey avait le

but de prouver sa bonne volonté à notre égard, mais il désirait aussi provoquer notre développement colonial, car l'Angleterre désirait détourner de la mer du Nord et de l'Europe occidentale le développement de la force allemande et l'aiguiller vers le monde de l'océan et l'Afrique. « Nous ne désirons pas supprimer à l'Allemagne son développement colonial » me disait un membre du cabinet. Primitivement, à la suggestion de l'Angleterre, l'Etat du Congo devait être compris dans le traité, ce qui nous eut donné droit de préemption, une possibilité de pénétration économique de l'Etat du Congo. Mais nous refusâmes cette offre, en raison d'un soi-disant respect des susceptibilités belges !

L'idée était peut-être d'économiser nos succès ? En ce qui concerne également la réalisation pratique du véritable mais inexprimé objet du traité — le partage éventuel, à une date ultérieure, des colonies portugaises — la forme du nouveau traité offrait des avantages considérables et un réel progrès, comparé à l'ancien. C'est ainsi que le traité envisageait les circonstances qui nous permettaient de débarquer dans les territoires qui nous étaient concédés, pour la protection de nos intérêts ; les clauses conditionnelles étaient si larges qu'en fait elles nous laissait libres de décider nous mêmes si des intérêts « vitaux » étaient en jeu, de telle sorte, qu'en raison de la complète dépendance du Portugal à l'égard de l'Angleterre, nous n'avions qu'à continuer à cultiver nos relations avec l'Angleterre pour pouvoir plus tard, avec l'assentiment de l'Angleterre, réaliser nos intentions mutuelles.

La sincérité du gouvernement anglais dans son effort pour respecter nos droits était prouvée par le fait que Sir Edward Grey, avant même que le traité fût terminé ou signé, appela notre attention sur des hommes d'affaires

anglais qui cherchaient l'occasion de mettre des capitaux dans les territoires qui nous avaient été concédés par le nouveau traité et qui demandaient l'appui du gouvernement anglais. Ce faisant, il faisait la remarque que les affaires en question appartenaient à notre sphère d'intérêts.

Ce traité était pratiquement terminé au moment de la visite du roi d'Angleterre à Berlin, en mai 1913. Une conférence eut alors lieu à Berlin sous la présidence du chancelier impérial, M. de Bethmann-Hollweg, à laquelle je pris part et où certains vœux furent exprimés. A mon retour à Londres je réussis avec le concours de mon conseiller d'ambassade, von Kuhlmann, qui s'occupait des détails avec M. Parker, à faire adopter également nos dernières propositions. Il fut possible à Sir Edward Grey et à moi de mettre notre paraphe à l'ensemble du traité en août 1913, avant mon départ en congé. C'est alors, cependant, que de nouvelles difficultés se présentèrent qui empêchèrent la signature. Ce ne fut qu'une année plus tard, peu de temps avant la déclanchement de la guerre, que je réussis à obtenir l'autorisation de l'accord final. La signature, cependant, n'eut jamais lieu.

Sir Edward Grey ne voulait signer qu'à la condition que le traité fut publié, en même temps que les deux traités de 1898 et 1899. L'Angleterre n'avait pas d'autres traités secrets et il est contraire à ses principes de cacher des engagements. Il me dit pourtant qu'il était prêt à tenir compte de nos vœux concernant le moment et le moyen de la publication, à la condition que cette publication eut lieu dans le délai maximum d'un an après la signature. A la Wilhelmstrasse cependant, où mes succès à Londres provoquaient un croissant mécontentement et où une

personnalité influente (1) qui jouait le rôle de M. de Holstein, réclamait pour lui-même l'ambassade de Londres, il fut déclaré que la publication du traité mettrait en péril nos intérêts dans les colonies, car les Portugais, comme remerciement, nous refuseraient d'autres concessions. Le bien fondé de cette excuse est éclairci par le fait que le vieux traité était probablement connu depuis longtemps par les Portugais, qui ne devaient pas davantage ignorer le nouveau, en raison de l'intimité des relations entre le Portugal et l'Angleterre, il est également éclairci par le fait qu'en raison de l'influence que l'Angleterre a à Lisbonne, le gouvernement portugais est complètement impuissant vis-à-vis d'un accord anglo-allemand.

Il fut nécessaire de trouver une autre excuse pour naufrager le traité. Il fut dit que la publication du traité de Windsor qui avait été conclu du temps du prince de Hohenlohe et qui n'était qu'un renouvellement du traité de Charles II qui n'avait jamais cessé d'être en vigueur, pourrait mettre en péril la situation de M. de Bethmann-Hollweg comme étant une preuve de l'hypocrisie et de la perfidie anglaise ! Sur ce sujet je fis remarquer que le préambule de nos accords disait exactement la même chose que le traité de Windsor et d'autres traités similaires — à savoir que nous entendions protéger les droits du Portugal et l'intégrité de ses possessions ! Malgré des conversations répétées avec Sir Edward Grey, au cours desquelles le ministre fit même de nouvelles propositions concernant la publication, la Wilhelmstrasse demeura obstinée et finalement tomba d'accord avec Sir Edward Goschen que tout devait demeurer dans le *statu quo*. C'est ainsi que le traité, qui nous donnait des avantages extra-

(1) Probablement M. von Stumm.

ordinaires, le résultat de plus d'une année d'efforts, sombra parce que c'eût été un succès public pour moi. Quand au printemps 1914, il m'arriva, à un dîner à l'ambassade auquel M. Harcourt, le ministre des colonies, assistait, de faire allusion à la chose, le ministre des colonies me dit qu'il était fort embarrassé et ne savait pas quelle attitude prendre. Il me dit que l'état actuel des affaires était intolérable, car il désirait lui, Harcourt, respecter nos droits, mais que, d'autre part, il était dans le doute pour savoir s'il devait le faire sur la base de l'ancien ou du nouveau traité. Il me dit qu'il était en conséquence extrêmement désirable d'éclaircir la chose et de mettre un terme à une affaire qui était en suspens depuis si longtemps. Quand je transmis la chose à Berlin je reçus une réponse à peine polie et des instructions encore plus irritées d'avoir à m'abstenir de toute intervention dans cette affaire.

Je regrette maintenant de n'être pas allé sur le champ à Berlin en offrant ma démission à l'empereur. Je n'avais pas abandonné l'espoir d'un accord entre les dirigeants (allemands) et moi, déplorable erreur qui devait quelques mois plus tard être tragiquement vengée.

Je ne jouissais qu'à un faible degré de la bienveillance du chancelier impérial — car il craignait que je ne briguasse sa place — je dois cependant lui rendre cette justice de dire qu'à la fin de juin 1914, dans notre dernière conversation avant le déclanchement de la guerre, il donna son consentement à la signature et à la publication du traité. Cependant il fallut des démarches nouvelles et répétées de ma part, avec l'appui du ministre des colonies allemandes, le docteur Solf, pour obtenir, enfin à la fin de juillet, le consentement officiel. La crise serbe menaçait déjà à ce moment-là la paix de l'Europe et c'est

ainsi que la ratification du traité fut ajournée. Le traité est maintenant une des victimes de la guerre.

A la même époque, je négociais, avec la coopération effective de M. de Kuhlmann, le traité dit du chemin de fer de Bagdad. Il avait pour objet la division de l'Asie-Mineure en sphères d'intérêt, bien que ces mots fussent soigneusement évités en considération des droits du sultan. Sir Edward Grey déclara à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas d'accord entre l'Angleterre et la France ayant pour objet la division de l'Asie-Mineure.

En présence du représentant turc, Hakki pacha, toutes les questions économiques en connexion avec le traité allemand furent traitées en accord, la plupart du temps, avec les vœux de la banque ottomane. La plus grande concession que Sir Edward Grey me fit personnellement fut la continuation de la ligne jusqu'à Bassorah. Nous n'avions pas insisté sur ce terminus pour établir la jonction avec Alexandrette. Jusque-là Bagdad était le terminus de la ligne. La navigation du Shat el Arab devait être entre les mains d'une commission internationale. Nous obtenions également une part dans les travaux du port de Bassorah et même des droits fluviaux sur le Tigre, jusque-là le monopole de la maison Lynch.

Par ce traité toute la Mésopotamie jusqu'à Bassorah devenait notre zone d'intérêts (tandis que tous les droits anglais, la question de la navigation sur le Tigre, les entreprises Wilcox demeuraient intacts) ainsi que tout le district de Bagdad et les chemins de fer d'Anatolie.

Les territoires économiques anglais comprenaient la côte du golfe persique et le chemin de fer Smyrne-Aïdin ; la Syrie était zone française, et l'Arménie zone russe.

Si les deux traités avaient été conclus et publiés, un accord eut été atteint avec l'Angleterre, accord qui eut

finalement levé tous les doutes sur la possibilité d'une coopération anglo-allemande.

La question de la flotte.

Plus difficile de toutes, restait la question de la flotte. Elle n'a jamais été correctement jugée. La construction d'une puissante flotte sur l'autre rive de la mer du Nord et le développement simultané de la plus importante puissance militaire du continent en sa plus importante puissance navale ne pouvait que causer un certain malaise en Angleterre. Il paraît difficile d'en douter. Pour rester en tête comme il lui est nécessaire, pour demeurer indépendante, pour sauvegarder la suprématie sur mer que l'Angleterre doit avoir, si elle ne veut pas mourir, elle avait fait des préparatifs et des dépenses qui pesaient lourdement sur les contribuables.

Notre politique menaça la position mondiale de l'Angleterre lorsqu'elle agit de telle sorte qu'une possibilité de guerre parut à l'horizon. Or cette possibilité est apparue comme proche pendant la crise du Maroc et lors de l'affaire bosniaque. On s'était, en Angleterre, réconcilié avec notre flotte dans sa force limitée. Son développement ne fut pas naturellement le bienvenu chez les Anglais et ce fut un des motifs, mais non le seul et le plus important motif, de rapprochement de l'Angleterre avec la Russie et la France. Sur la question de la flotte seule d'ailleurs l'Angleterre aurait aussi peu tiré l'épée que sur la question de notre commerce qui, prétend-on, excita sa jalousie et provoqua finalement la guerre.

Dès le début, j'adoptais le point de vue que, en dépit de la flotte, il était possible d'arriver à un accord amical et à un rapprochement si nous ne faisions pas voter de

nouveaux crédits pour la marine et si, par dessus tout, nous suivions une politique indiscutablement pacifiste. En conséquence je m'abstins de parler de la flotte et ce sujet ne fut jamais mentionné entre Sir Edward Grey et moi. Sir Edward Grey déclara certain jour au conseil des ministres : « L'actuel ambassadeur d'Allemagne ne m'a jamais parlé de la flotte ».

Pendant mon séjour à Londres, le premier lord de l'Amirauté, M. Winston Churchill, souleva la question de ce qu'on a appelé les «vacances navales» et proposa, autant pour des raisons budgétaires que pour satisfaire aux tendances pacifistes de son parti, de suspendre les constructions navales de part et d'autre pendant un an. Officiellement ce projet n'était pas soutenu par Sir Edward Grey. Il ne m'en parla jamais, mais M. W. Churchill m'en entretint en diverses occasions. Je suis convaincu que son initiative était honnête, la duplicité n'étant en général pas dans le caractère anglais. C'eut été un gros succès pour M. Churchill de réaliser des économies pour son pays et d'alléger le fardeau des armements qui pesait lourdement sur le peuple.

Je répondis que, pour des raisons techniques, il serait difficile de réaliser son plan. Que ferait-on des ouvriers et du personnel technique dans les chantiers de construction ? Notre programme naval était fixé et ne pouvait pas facilement être modifié, mais nous ne dépasserions pas ce programme.

M. Churchill exprima l'opinion que l'argent dépensé en armements inutiles pourrait être avantageusement consacré à des fins plus utiles.

Je répondis que de telles dépenses étaient au bénéfice des industries nationales.

Par une conversation avec sir William Tyrrel, le secré-

taire privé de Sir Edward Grey, je réussis à faire ajourner la question sans causer d'animosité bien qu'elle fût portée devant le parlement et à empêcher la présentation d'une proposition par le gouvernement. Néanmoins, c'était l'idée favorite de M. Churchill et du gouvernement que si nous avions répondu à cette tentative par la formule de 16 contre 10 pour les gros vaisseaux de guerre, nous aurions pu donner une preuve de bonne volonté et fortifier et augmenter la tendance du gouvernement britannique à des relations plus cordiales avec nous.

On aurait pu, cependant, comme je l'ai dit, arriver à un accord, malgré la question de la flotte, sans conclure de « vacances navales ».

C'est suivant cette inspiration que j'ai agi dès le début et j'avais presque réussi à réaliser mon programme lorsque la guerre est venue détruire tout ce que j'avais entrepris.

La rivalité commerciale.

La question de la rivalité commerciale, dont on parle tant chez nous, repose sur un jugement erroné des circonstances.

C'est un fait que les progrès de l'Allemagne en tant que nation commerciale, après la guerre de 1870 et pendant les décades qui suivirent, menacèrent les intérêts des milieux commerciaux britanniques qui avaient une sorte de monopole d'industrie et d'exportation. Mais l'échange croissant des marchandises avec l'Allemagne, qui figurait la première sur la liste de toutes les nations européennes à l'exportation, — un fait que je mentionnais toujours dans mes discours publics, — avait fait mûrir en Angleterre le désir de maintenir de bonnes relations avec son meilleur

client et ami d'affaires et avait graduellement effacé toutes les autres pensées et considérations.

En fait, l'Anglais s'adapte aux circonstances et n'attaque pas les les moulins à vent. Dans les milieux commerciaux je rencontrai la meilleure bonne volonté et le désir de développer nos intérêts commerciaux communs.

Dans ces milieux commerciaux personne ne s'intéressait aux représentants diplomatiques russe, italien, autrichien et même français en dépit de la personnalité marquante de ce dernier et de son succès politique. Seuls les ambassadeurs allemand et américain attiraient l'attention.

Afin d'entrer en contact avec les milieux commerciaux les plus importants, j'acceptais les invitations de l'union des chambres de commerce, celle des chambres de commerce de Londres et de Bradford, celle d'autres grands centres comme Newcastle et Liverpool. Je fus partout l'objet de réceptions cordiales. Manchester, Glasgow et Edimburg m'avaient invité et j'avais promis de m'y rendre.

Ceux qui, en Allemagne, ne comprenaient pas ou ne connaissaient pas les conditions sociales de l'Angleterre n'appréciaient point ma présence à ces banquets; d'autres, qui ne pouvaient accepter mes succès, me reprochèrent d'avoir nui par les discours que je prononçais.

Or, bien au contraire, ma présence à ces manifestations publiques et la façon dont j'y discutais ouvertement les intérêts économiques communs contribuèrent grandement à améliorer les relations anglo-allemandes. D'ailleurs refuser les invitations eut été non seulement discourtois mais impolitique.

La fureur de certains personnages au sujet de mes succès de Londres et au sujet de la place que j'avais pu m'y faire en peu de temps, était indescriptible. On imagina toutes

sortes de chicanes pour me rendre la tâche difficile ; on me cacha les choses les plus importantes et on ne me fit connaître que des rapports ennuyeux et sans intérêts comme seules informations. On intercepta les rapports de nos agents secrets sur les choses que je ne pouvais connaître que par l'espionnage et l'emploi des fonds spéciaux et ce ne fut que dans les derniers jours de juillet 1914 que j'appris par hasard, par l'attaché naval, les négociations secrètes anglo-françaises sur la collaboration des deux flottes en cas de guerre.

Peu après mon arrivée je me convainquis que nous n'avions à craindre, en aucun cas, une attaque anglaise où l'appui de l'Angleterre à une attaque d'une puissance étrangère contre nous, mais que, par contre, l'Angleterre défendrait, en tout état de cause, les Français contre une attaque dont ils seraient l'objet de notre part. J'exprimai cette manière de voir dans des rapports réitérés, avec une grande insistance et en m'appuyant sur des preuves. On n'ajouta aucune créance à mes affirmations bien que le rejet de la formule de neutralité par Lord Haldane et l'attitude de l'Angleterre pendant la crise marocaine fussent des indices assez clairs. Vinrent ensuite les négociations secrètes déjà citées et que la chancellerie connut.

La cour et la société anglaise.

Dans d'autres cercles également j'avais le meilleur accueil et je jouissais de la cordiale bienveillance de la cour, de la société et du gouvernement.

Le roi, très aimable et bien disposé, ayant la compréhension saine des choses et du bon sens était invariablement bien disposé à mon égard et désirait honnêtement faciliter ma mission. Malgré la faible dose de pouvoir que

la constitution anglaise donne à la couronne, le roi peut, par la vertu de sa fonction, influencer puissamment le ton de la société et du gouvernement. La couronne est le diapason de la société qui donne le ton. La société qui est unioniste, à une écrasante majorité, est aux mains des dames qui s'occupent de politique. Elle est représentée aux Lords et aux Communes et conséquemment dans le gouvernement.

L'Anglais ou appartient à la société ou doit y appartenir. Son vœu est et sera toujours d'être un homme distingué et un gentleman, et même des hommes, d'origine modeste comme M. Asquith, ont un goût marqué pour la société et ses femmes élégantes.

Les gentilhommes anglais des deux partis politiques reçoivent la même éducation, vont aux mêmes collèges et aux mêmes universités, font les mêmes sports : golf, cricket, lawn-tennis et polo. Tous ont joué au football et au cricket dans leur jeunesse, tous ont les mêmes habitudes et tous passent la fin de la semaine, le week end, à la campagne. Aucune barrière sociale ne sépare les deux partis, mais uniquement une barrière politique.

Jusqu'à un certain point, dans les dernières années, les politiciens des deux camps se sont évités au sein de la société. Les deux camps ne sauraient être amalgamés même sur un terrain neutre car, depuis les lois du Home Rule et du Veto de la Chambre des Lords, les unionistes ont renié les radicaux. Quelques mois après mon arrivée à Londres le roi et la reine dînaient avec moi ; Lord Londonderry quitta la maison après le dîner pour ne pas rencontrer Sir Edward Grey. Mais il n'y a pas des oppositions de classe et d'éducation comme en France. Il n'y a pas deux mondes mais un seul monde et son opinion sur un étranger est la même. Elle n'est pas sans influence sur son

« standing » politique, que ce soit un Lansdowne ou un Asquith qui soit aux affaires. La différence de castes n'existe plus en Angleterre depuis l'époque des Stuarts et depuis que l'oligarchie whig, en opposition aux familles rurales tories permit à la bourgeoisie des villes d'avoir accès à la société. Il y a de plus grandes différences dans les opinions sur les questions constitutionnelles et ecclésiastiques que sur les questions financières ou politiques. Des aristocrates qui ont passé au parti démocratique, des radicaux comme Grey, Churchill, Harcourt et Crewe sont détestés par l'aristocratie unioniste. Je n'ai jamais rencontré aucun de ces gentilshommes dans des grandes demeures aristocratiques, mais seulement dans la maison de leurs amis politiques. Nous fûmes reçus à Londres à bras ouverts et les deux partis rivalisèrent d'amabilité. Ce serait une erreur de sous-estimer les relations mondaines en raison des rapports étroits qui existent en Angleterre entre la société et la politique, même si la majorité de ceux qui ont plus de 10.000 livres de rentes sont en opposition au gouvernement. Entre un Asquith et un Devonshire il n'y a pas un abîme profond comme entre un Briand et un duc de Doudeauville par exemple. A un moment de tension politique ils ne se tournent pas le dos. Ils appartiennent à deux groupes séparés de la société mais font partie de la même société, à des étages différents, société dont la cour est le centre. Ils ont des amis et des habitudes communs, ils sont souvent alliés ou parents. Un phénomène comme Lloyd George, un homme du peuple, un petit solicitor et un homme qui s'est fait lui-même, est une exception. Même John Burns, chef du parti socialiste ouvrier, un homme qui a fait sa propre éducation, recherche des relations mondaines.

Du fait de la tendance générale qui pousse à être con-

sidéré comme des gentlemen ayant une influence et une position mondaines, de tels hommes ne doivent pas être mésestimés.

En conséquence, en aucun poste plus qu'en Angleterre, le cercle mondain d'un ambassadeur n'a plus d'importance. Une maison qui sait s'ouvrir devant des hôtes amis vaut davantage que la plus grande connaissance scientifique. Un homme profondément instruit, mais sans extérieur et sans fortune, ne pourrait, en dépit de toute sa science, acquérir aucune influence. L'Anglais hait le raseur et le pédant (1). Il aime le bon garçon.

Sir Edward Grey.

L'influence de Sir Edward Grey était, dans toutes les questions de politique extérieure, presque illimitée. Il est vrai qu'il disait dans les circonstances importantes : *I must first bring it before the Cabinet* « Je dois d'abord soumettre la question au Cabinet ». Mais il est également vrai que ces questions importantes s'arrangaient toujours régulièrement d'après son point de vue. Son autorité était incontestée.

Bien qu'il ne connût pas les pays étrangers, et, qu'à l'exception d'une courte visite à Paris, il n'eût jamais quitté l'Angleterre, il était extrêmement informé de toutes les questions importantes en raison d'une longue expérience parlementaire et de dons naturels. Il comprenait le français sans le parler. Elu de bonne heure au Parlement il commença immédiatement à s'occuper de questions extérieures. Sous-secrétaire d'Etat parlementaire au Foreign Office sous Lord Rosebery, il devient en 1906, secrétaire

(1) *a bore, a schemer, a prig.*

d'Etat sous Sir Henry Campbell Bannesmann, et occupa le poste pendant dix ans.

Issu d'une vieille famille, propriétaire de terres importantes dans le nord de l'Angleterre, famille qui avait déjà donné le jour à l'éminent homme d'Etat le comte Grey, il se rallia à l'élément de gauche de son parti et sympathisa avec les socialistes et les pacifistes. On peut l'appeler un *socialiste au sens idéal du mot*, car il appliquait ses théories dans sa vie privée, qui se distinguait par sa simplicité et sa modestie, quoiqu'il disposât de revenus importants. Il n'avait aucun souci d'apparat. Il n'avait à Londres qu'une petite résidence, ne donnait jamais de dîners, sauf le dîner officiel au Ministère des Affaires étrangères, le jour de l'anniversaire du roi. Quand, exceptionnellement, il avait quelques invités c'était pour un dîner simple où un petit déjeuner intime servi par un personnel féminin.

Il passait régulièrement la fin de la semaine à la campagne, comme ses collègues, mais non dans une nombreuse et brillante société. Il vivait principalement dans son cottage de la Nouvelle Forêt, faisant de longues promenades à pied, étant très amoureux de la nature et passionné d'ornythologie. Ou bien il se rendait dans sa propriété du nord et apprivoisait des écureuils. Dans sa jeunesse il avait été un joueur réputé de cricket et de tennis. Son sport principal est maintenant la pêche au saumon et à la truite dans les lacs d'Ecosse, avec Lord Glenconner, le beau-frère de M. Asquith. Un jour, passant la fin de la semaine avec Lord Glenconner, il fit 30 milles à bicyclette et revint de même. Ses manières simples et ouvertes lui assuraient l'estime même de ses adversaires, qui se rencontraient plus facilement dans des milieux anglais que dans les cercles politiques étrangers.

Le mensonge et l'intrigue étaient contraire à sa nature.

Sa femme qu'il adorait et dont il n'avait jamais été séparé, mourut à la suite d'un accident de voiture que Sir Edward Grey conduisait lui-même. Autant que je sais, un de ses frères a été tué par un lion.

Wordsworth était son poète favori et il pouvait le citer sur le champ. Son calme britannique n'excluait pas le sens de l'humour. Prenant un jour le petit déjeuner avec nous et les enfants, et entendant leur conversation il s'exclama : « Comment font-ils pour parler aussi bien allemand ? » et il se mit à rire. Tel est l'homme qu'on a appelé « Grey le menteur » et « l'instigateur de la guerre mondiale ».

Asquith est un homme d'un modèle tout différent. C'est un homme jovial et sociable, ami des dames, surtout lorsqu'elles sont jeunes et jolies, affectionnant une compagnie agréable et une bonne cuisine. Sa jeune femme, extrêmement gracieuse lui prête son soncours. Il fut un avocat réputé, ayant de gros revenus et de nombreuses années d'expérience parlementaire. Il se fit plus tard connaître comme ministre sous Gladstone. Il était pacifiste comme son ami Grey et bien disposé à l'égard d'une entente avec l'Allemagne. Il traitait toutes les questions avec le calme et la rectitude d'un homme d'affaires expérimenté. Il avait une bonne santé et d'excellents nerfs que le golf, pratiqué avec assiduité, renforçait.

Ses filles avaient été dans une pension allemande et parlaient couramment l'allemand. Nous devînmes rapidement de bons amis avec lui et sa famille et nous fûmes reçus dans sa petite maison sur les bords de la Tamise.

Il s'occupait rarement personnellement des affaires extérieures. Quand d'importantes questions surgissaient on lui laissait la décision finale. Durant les jours critiques de juillet, Asquith vint souvent nous mettre en

garde et, à la fin, il fut au désespoir de la tournure tragique prise par les événements.

Le 2 août, quand je vis Asquith, pour tenter une dernière chance, il était complètement abattu et, quoique parfaitement calme, des larmes coulaient sur ses joues.

La crise serbe.

A la fin de juillet (1914) je me rendis par ordre de Sa Majesté à Kiel, après avoir été, quelques semaines auparavant, nommé docteur honoraire à Oxford, une distinction qu'aucun ambassadeur allemand, depuis M. von Bunsen, n'avait reçue.

C'est à bord du *Météor* que nous apprîmes la nouvelle de la mort de l'archiduc héritier. Sa Majesté déplora que par là tous ses efforts pour gagner cette haute personnalité à ses idées fussent devenus vains. Je ne puis pas savoir si le plan de politique active contre la Serbie avait été déjà arrêté fermement à Konopischt.

N'ayant pas été entretenu des vues et des affaires de Vienne je ne donnai pas à cet événement une autre portée. Je ne pus que constater plus tard que, chez les aristocrates autrichiens, un sentiment de soulagement l'emportait sur tout autre sentiment. A bord du *Météor*, comme invité de Sa Majesté, se trouvait un Autrichien, le comte Félix Thun. Il était resté étendu tout le temps dans sa cabine sous prétexte de mal de mer en dépit d'un temps merveilleux. En apprenant la nouvelle il se trouva guéri. La peur ou la joie l'avaient remis.

A mon arrivée à Berlin, je vis le chancelier impérial et lui dis que je considérais notre situation extérieure comme très satisfaisante car nos relations avec l'Angleterre étaient meilleures qu'elles ne l'avaient jamais été.

De même en France, un ministère pacifiste était au pouvoir.

M. de Bethmann-Hollweg ne sembla pas partager mon optimisme et se plaignit des armements russes. Je cherchai à le rassurer et lui fis valoir, entre autre, que la Russie n'avait aucun intérêt à nous attaquer, qu'une telle attaque ne serait jamais soutenue par la France et l'Angleterre, car ces deux pays voulaient la paix. Là-dessus je me rendis auprès de M. le Dr Zimmermann, qui remplaçait M. von Jagow, et j'appris de lui que la Russie était sur le point d'appeler 900.000 hommes de nouvelles troupes. Chacune de ces paroles trahissait une évidente mauvaise humeur à l'égard de la Russie qui contrecarrait partout nos plans. Il parla aussi de difficultés relatives à la politique commerciale. On ne me dit naturellement pas que le général de Moltke poussait à la guerre. J'appris cependant que M. von Tschirschsky avait reçu des remontrances parce qu'il avait fait part qu'il avait conseillé à Vienne la modération vis-à-vis de la Serbie. A mon retour de Silésie, en route pour Londres, je ne m'arrêtai que quelques heures à Berlin et j'appris que l'Autriche avait l'intention de marcher contre la Serbie pour mettre fin à une situation intenable. Malheureusement je ne saisis pas au moment même toute la portée de cette nouvelle. Je croyais qu'il ne sortirait encore une fois rien de tout cela, pour peu que la Russie menaçât d'intervenir. Aujourd'hui je me repens de n'être pas resté à Berlin et de n'avoir pas aussitôt déclaré que je ne m'associais pas à une telle politique.

Par la suite, j'appris qu'aux décisifs entretiens de Potsdam le 5 juillet la demande, que Vienne nous avait adressée, avait reçu l'approbation absolue de toutes les personnalités influentes et que même on avait ajouté que cela n'avait aucune importance si une guerre avec la Russie

s'ensuivait. C'est du moins ce qui est dit dans le compte-rendu que le comte Mensdorff reçut à Londres. Bientôt après M. von Jagow arrivait à Vienne pour s'entretenir de tout cela avec le comte Berchtold.

Je reçus alors pour instructions de travailler à ce que la presse anglaise adoptât une attitude amicale quand l'Autriche frapperait le « coup de grâce » (1) au mouvement pan-serbe et d'user de mon influence pour empêcher que l'opinion publique ne prît une attitude hostile vis-à-vis de l'Autriche. Le souvenir de l'attitude de l'Angleterre pendant la crise de l'annexion de la Bosnie, où l'opinion publique anglaise s'était montrée favorable aux droits des Serbes sur la Bosnie, de même que les encouragements bienveillants aux mouvements nationaux du temps de Lord Byron et de Garibaldi, d'autres raisons encore permettaient tellement de prévoir que l'expédition de châtiment projetée contre l'assassin de l'archiduc ne serait pas soutenue, que je me vis contraint d'en avertir avec insistance. J'avertis aussi que je considérais ce projet comme aventureux et dangereux et je conseillai de recommander à l'Autriche la modération, car je ne croyais pas que le conflit pût être localisé.

M. de Jagow me répondit que la Russie n'était pas prête, que cela ferait bien un certain tintamarre, mais que plus nous nous tiendrions aux côtés de l'Autriche, plus la Russie reculerait. L'Autriche nous accusait déjà de mollesse et nous n'avions pas le droit de nous dérober. L'opinion en Russie était d'autre part de plus en plus anti-allemande et il fallait courir la chance. En présence de cette attitude qui, comme je l'appris plus tard, était fondée sur les rapports du comte de Pourtalès, que la Russie

(1) Todesstoss.

ne bougerait dans aucune circonstance, rapports qui nous conseillaient d'autre part de pousser le comte Berchtold à agir avec toute l'énergie possible, je mis tout mon espoir dans la médiation anglaise, car je savais que l'influence de Sir Edward Grey à Pétersbourg pouvait être utilisée dans le sens de la paix. J'employai pour cela mes relations amicales avec le ministre, pour le prier confidentiellement de conseiller à la Russie la modération dans le cas où l'Autriche, comme tout le faisait croire, exigerait que la Serbie lui donnât satisfaction.

Tout d'abord l'attitude de la presse anglaise fut calme et amicale vis-à-vis de l'Autriche ; on condamnait le meurtre. Peu à peu cependant des voix s'élevèrent qui soulignaient que, si nécessaire que soit un châtiment du crime, il ne devait pas être exploité par le justicier dans des buts politiques. L'Autriche fut invitée avec insistance à la modération

Lorsque parut l'ultimatum, tous les organes, à l'exception du nécessiteux *Standard*, visiblement à la solde de l'Autriche, furent unanimes dans leur jugement. Le monde entier, à l'exception de Berlin et de Vienne, se rendit compte que cet ultimatum signifiait la guerre et même la guerre mondiale. La flotte britannique, qui par hasard était rassemblée pour une revue navale, ne fut pas démobilisée.

J'insistai d'abord sur la possibilité d'une réponse conciliante de la Serbie, l'attitude du gouvernement russe ne laissant aucun doute sur la gravité de la situation.

La réponse serbe répondait aux efforts de l'Angleterre car effectivement, M. Paschitsch avait tout accepté sauf deux points, sur lesquels il déclarait être prêt à négocier. Si l'Angleterre et la Russie avaient voulu la guerre pour nous surprendre il suffisait d'un signe dans la direction

de Belgrade, et la note inouïe fut restée sans réponse. Sir Edward Grey parcourut avec moi la réponse serbe et montra l'attitude conciliante du gouvernement de Belgrade. Nous discutâmes ensemble sa proposition de médiation qui devait aboutir à une interprétation, acceptable pour les deux parties, des deux points en litige.

Sous sa présidence, nous nous serions réunis, M. Cambon, le marquis Imperiali et moi, et il eut été facile de trouver une formule acceptable pour les points litigieux qui concernaient la participation des fonctionnaires autrichiens à l'enquête qui devait se faire à Belgrade. En une ou deux séances, avec de la bonne volonté, tout pouvait être arrangé et l'acceptation de la proposition anglaise, à elle seule, aurait opéré une détente et nos relations avec l'Angleterre eussent été encore améliorées. J'insistai fortement car, sans cela, c'était la guerre mondiale par laquelle nous avions tout à perdre et rien à gagner. Ce fut en vain. C'était soi-disant contraire à l'honneur de l'Autriche, nous ne voulions pas d'ailleurs nous mêler aux affaires serbes que nous laissions à nos alliés. Je devais travailler à la « localisation du conflit ».

Un seul geste de Berlin aurait suffi pour décider le comte Berchtold à se contenter d'un succès diplomatique et pour être satisfait de la réponse serbe. Mais ce geste ne fut pas fait. On poussa au contraire à la guerre. Et pourtant le succès eut été autrement beau !

Après notre refus, Sir Edward nous demanda de présenter nous-même une proposition. Nous nous en tenions à la guerre. Je ne pus obtenir d'autre réponse que celle-ci : que c'était une « concession » colossale de la part de l'Autriche de ne pas envisager d'accroissement de territoire.

Sir Edward montra là-dessus avec raison que l'on peut,

même sans conquête, réduire un pays à l'état de vassal et que la Russie verrait en cette occurence une humiliation qu'elle ne pouvait pas tolérer.

L'opinion s'affermit de plus en plus que nous voulions la guerre à tout prix. Autrement notre attitude, dans une question qui ne nous regardait tout de même pas du tout directement, était incompréhensible. Les prières instantes et les explications précises de M. Sazonoff, plus tard les télégrammes presque humbles du tsar, les propositions répétées de Sir Edward, les avertissements du marquis di San Giuliano et de M. Bolatti, mes conseils pressants, rien ne servit. A Berlin on maintenait que la Serbie devait être massacrée (*massakriert*) (sic).

Plus j'insistai, moins on voulait céder parce que je ne devais pas obtenir le résultat, avec la collaboration de Sir Edward Grey, de sauver la paix !

Alors, en dernier, on se résolut, le 29, à l'*avertissement* (Warnung) connu. Je répliquai que j'avais toujours prévenu que nous aurions à compter avec l'antagonisme des Anglais, au cas où on en viendrait à une guerre avec la France. Le ministre me répéta : *If war breaks out, it will be the greatest catastrophy the world has ever seen.* (Si la guerre éclate ce sera la plus grande catastrophe que le monde ait jamais vue).

Là-dessus les événements se précipitèrent. Quand finalement le comte Berchtold — qui jusqu'alors, d'après les instructions de Berlin, avait joué à l'homme fort — se décida à se raviser, nous répondîmes à la mobilisation russe, après que la Russie avait négocié et attendu en vain, toute une semaine, par l'ultimatum et la déclaration de guerre.

Sir Edward Grey cherchait toujours de nouveaux arrangements. Le premier août, au matin, Sir W. Tyrell vint

me trouver pour me dire que son chef espérait toujours trouver un arrangement. *Resterions-nous neutres, au cas où la France le resterait ?* J'avais compris que nous devions être prêts à ménager la France, mais il avait voulu dire que nous devions de toutes façons rester neutres, même vis-à-vis de la Russie. Ce fut là le « malentendu » bien connu. Sir Edward m'avait convoqué pour l'après-midi. Comme il avait précisément une réunion du Cabinet il m'appela au téléphone, dès que Sir W. Tyrell se fut rendu en hâte auprès de lui. L'après-midi, il ne parla plus que de la neutralité de la Belgique et de la possibilité que, nous et la France nous nous tenions sous les armes, sans cependant attaquer.

Ce n'était pas une proposition, mais une question sans engagements, car, ainsi que je l'avais fait savoir, nous devions avoir, bientôt après, notre entretien. La nouvelle parvint cependant à Berlin et, sans attendre notre entrevue, servit de base à une action retentissante. C'est alors qu'arriva la lettre de M. Poincaré, celle de Bonar Law, le télégramme du roi Albert. Ceux qui, dans le cabinet, hésitaient, sauf trois membres qui se retirèrent, furent retournés.

J'avais jusqu'au dernier moment espéré que l'Angleterre garderait une attitude d'expectative. Mon collègue français n'avait pas non plus de certitude à cet égard, comme je l'appris de source privée. Le premier août, le roi avait répondu évasivement au président. Dans le télégramme de Berlin qui annonçait la menace du danger de guerre (Kriegsgefahrzustand). L'Angleterre était déjà considérée comme un adversaire.

On envisageait donc, dès ce moment-là, à Berlin la guerre avec l'Angleterre. Avant mon départ Sir Edward Grey me reçut, le 5, dans ses appartements. C'est sur son désir

que je m'y étais rendu. Il était très ému. Il me dit qu'il serait toujours prêt à intervenir : « We dont want to crush Germany » (nous ne voulons pas écraser l'Allemagne). Cet entretien confidentiel a malheureusement été publié. Par là M. von Bethmann-Hollweg a détruit la dernière chance d'obtenir la paix de l'Angleterre.

Notre retour s'effectua avec calme et dignité. Auparavant le roi m'avait envoyé son écuyer, Sir E. Ponsonby, pour m'exprimer ses regrets de mon départ et de ne pouvoir venir me voir lui-même. La princesse Louise m'écrivit que toute la famille regrettait notre départ. M. Asquith et d'autres amis vinrent me dire adieu à l'ambassade. Un train spécial nous conduisit à Harwich. Là je trouvai une garde d'honneur rangée là à mon intention. Je fus traité comme un souverain en voyage. C'est ainsi que se termina ma mission à Londres. Elle échoua non à cause de la perfidie des Anglais mais à cause de la perfidie de notre politique. A la gare de Londres se trouvait le comte Mensdorff et sa suite. Il était content et me donna à entendre qu'il allait peut-être rester, car il disait aux Anglais que l'Autriche n'avait pas voulu la guerre, mais que c'était nous.

Les fautes de la politique allemande.

Quand je me remémore tout cela maintenant après deux ans, je me dis que je découvris trop tard qu'il n'y avait pas de place pour moi dans un système qui ne vivait, depuis des années, que de traditions et de routine et qui ne souffrait que des représentants qui envoyaient des informations conformes à ses désirs. Le manque de préjugés et le jugement indépendant étaient combattus, l'incapacité et le manque de caractère étaient loués et

appréciés, mais le succès créait l'envie et l'inquiétude.

J'avais renoncé à la résistance contre la politique insensée de la Triple-Alliance, car, je voyais que c'était inutile et que mes avertissements étaient traités d'austrophobie et d'idée fixe. Dans la politique qui n'est pas une acrobatie ni un sport, mais les affaires de la Firme (das Geschæft der Firma) il n'y a ni « Plilie » ni « Phobie » mais seulement l'intérêt général de la communauté. Une politique qui s'appuyait seulement sur les Autrichiens, les Magyars et les Turcs devait se trouver en opposition avec la Russie et conduire fatalement à une catastrophe.

En dépit d'erreurs antérieures, en juillet 1914, tout était encore arrangeable. Nous étions arrivés à une entente avec l'Angleterre. Nous aurions dû au moins envoyer à Pétersbourg un représentant qui eut des capacités politiques moyennes et donner à la Russie la certitude que notre but n'était pas de nous rendre maître des Détroits et d'asservir les Serbes. « Lâchez l'Autriche et nous lâcherons les Français (1) » nous disait M. Sazonof. Et M. Cambon disait à M. von Jagow : « Vous n'avez pas besoin de suivre l'Autriche partout » (2).

Nous n'avions besoin ni d'alliances ni de guerre, mais seulement de traités qui nous protégeassent les uns et les autres et nous assurassent un essor économique sans précédent dans l'histoire. Si la Russie était tranquille dans l'ouest, elle pouvait se tourner de nouveau vers l'est et l'antagonisme anglo-russe entrait alors automatiquement en jeu sans notre intervention, et au même titre l'antagonisme russo-japonais.

Nous pouvions dès lors étudier de plus près la question

(1) En français dans le texte.

(2) En français dans le texte.

de la réduction des armements et n'avions plus besoin de nous occuper du chaos autrichien. L'Autriche-Hongrie était alors vassale de l'empire allemand sans alliance et même sans servitude, qui finalement mènent à la guerre, pour la libération de la Pologne et l'anéantissement de la Serbie, même si les intérêts allemands exigent précisément le contraire.

J'avais à soutenir à Londres une politique dont je découvris les doctrines erronées. J'en fus la victime, car c'était un péché contre le Saint-Esprit.

Arrivé à Berlin, je vis tout de suite que je serais fait le bouc émissaire de la catastrophe dont notre Gouvernement — contrairement à mes conseils et à mes avertissements — avait encouru la responsabilité.

On répandit dans les cercles officiels que je m'étais laissé tromper par Sir Edward Grey, car, s'il n'avait pas voulu la guerre, la Russie n'aurait pas mobilisé. Le comte Pourtalès, disait-on, sur la droiture de qui on pouvait compter, devait être épargné, ne serait-ce qu'à cause de sa parenté. Il s'était conduit « admirablement » et fut loué avec enthousiasme et j'en fus d'autant plus durement blâmé.

« Qu'importe aux Russes la Serbie ? » me dit cet homme d'Etat, qui avait fait un stage de huit ans à Pétersbourg ! Toute l'affaire devait être une perfidie britannique que je n'avais pas remarquée. Aux Affaires étrangères on me déclara, qu'en 1916, on en serait venu quand même à la guerre et que la Russie aurait alors été « prête ». En conséquence il valait mieux que cela se fut produit maintenant.

Il ressort de toutes les publications diplomatiques et de ce qui n'a pas été réfuté par notre propre Livre blanc — qui, par son insuffisance et ses lacunes, est une lourde accusation contre nous-mêmes, — que :

1. Nous avons encouragé le comte Berchtold à attaquer la Serbie quoique aucun intérêt allemand ne fût en jeu et que le danger d'une guerre mondiale dût nous être connu, — que nous ayons ou non connu le texte de l'ultimatum est absolument indifférent ;

2. Nous avons dans les journées entre le 23 et le 30 juillet 1914, lorsque M. Sazonof déclarait avec énergie qu'il ne pourrait pas souffrir une attaque contre la Serbie, repoussé la proposition de médiation britannique, quoique la Serbie, sous la pression anglaise et russe, eût accepté presque entièrement l'ultimatum et bien qu'un accord sur les deux points en litige eût été facile à obtenir et que le comte Berchtold était même prêt à se déclarer satisfait de la réponse serbe ;

3. Nous avons, le 30 juillet (1), quand le comte Berchtold voulait se raviser et sans que l'Autriche ait été attaquée, sur la simple mobilisation de la Russie, envoyé à Pétersbourg un ultimatum et, le 31 juillet (1), déclaré la guerre aux Russes malgré que le tsar eût donné sa parole, tant que les négociations seraient en cours, de ne laisser mettre en marche aucune troupe — nous avons ainsi détruit volontairement la possibilité d'une solution pacifique.

Il ne faut pas s'étonner si, en face de ces faits indéniables, hors l'Allemagne, le monde civilisé tout entier nous attribue, à nous seuls, la responsabilité de la guerre mondiale.

N'est-il pas compréhensible que nos ennemis déclarent ne pas vouloir poser les armes avant d'avoir anéanti un système qui constitue une menace constante pour nos voisins ? Ne doivent-ils pas craindre d'être obligés, d'ici quelques années, de reprendre les armes et de voir leurs

(1) Le prince Lichnowsky fait ici une erreur de date d'un jour, sans que cela change quoi que ce soit à son argumentation.

provinces envahies et leurs villes et leurs villages anéantis ? N'ont-ils pas eu raison ceux qui ont dit que l'esprit de Treitschke et de Bernhardi dominait le peuple allemand, esprit qui glorifie la guerre comme un but personnel et ne la déteste pas comme une calamité, qui ont dit que chez nous on voit toujours que ce sont les nobles et les hobereaux des temps féodaux et la caste militaire qui commandent, qu'ils façonnent l'idéal national eux et non les gentilshommes de la bourgeoisie ; que l'amour du combat (*Mensur*) qui anime la jeunesse des Universités se trouve encore chez ceux qui gouvernent la destinée du peuple ? Les événements de Saverne et les discussions parlementaires dont ils furent l'objet n'avaient-ils pas montré à l'étranger, comment le droit civique et les libertés étaient traités chez nous, quand des questions de puissance militaire se trouvaient en jeu ?

En adaptant les paroles d'Euphorion, le défunt ingénieux historien Gramb, un admirateur de l'Allemagne, interprétait ainsi la façon de voir de l'Allemagne :

Traumt Ihr den Krieg ?
Traume, wer Traumen mag.
Krieg ist das Losungswort
Sieg, und so klingt es fort »
(Rêvez-vous de guerre ?
Rêve qui peut rêver,
La guerre est le mot d'ordre !
Victoire, et ainsi continue la chanson.)

Le militarisme, à proprement parler une école du peuple et un instrument de la politique, fait de la politique un instrument du pouvoir militaire lorsque l'absolutisme patriarcal de la royauté militaire rend possible une ligne de conduite qui écarte la démocratie, grâce à l'influence des junkers et des militaires.

Voilà ce que pensent nos ennemis et c'est ce qu'ils doivent penser, quand ils voient, qu'en dépit de l'industrialisation des capitaux et malgré l'organisation démocratique des vivants, ceux-ci, comme le dit Frédéric Nietzsche, sont encore gouvernés par les morts. Le principal but de guerre des ennemis, la démocratisation de l'Allemagne, s'accomplira.

Aujourd'hui, après deux années de guerre, il ne peut plus être mis en doute que nous ne pouvons espérer une victoire sans condition sur les Russes, les Anglais, les Français, les Roumains, les Américains, et que nous ne pouvons compter sur la capitulation de nos ennemis. Nous n'arriverons à un compromis de paix que sur les bases d'une évacuation des territoires occupés, cette occupation étant de plus pour nous un fardeau, une infériorité et un danger de guerre nouvelle. C'est pourquoi nous devrions éviter tout ce qui, vis-à-vis des groupes ennemis que l'on pourrait encore gagner peut-être à l'idée d'un compromis, — c'est-à-dire les radicaux anglais et les révolutionnaires russes — pourrait empêcher un rapprochement. Rien qu'à ce point de vue, le projet polonais est à écarter tout comme tout empiètement sur les droits belges ou l'exécution de citoyens anglais sans parler des projets insensés de sous-marins.

Notre avenir est sur la mer. C'est exact, mais pas en Pologne et en Belgique, en France et en Serbie. C'est le retour au Saint-Empire romain, aux erreurs des Hohenstaufen et des Habsbourg, c'est la politique des Plantagenet et non celle des Drake, des Raleigh, des Nelson, et des Cecil Rhodes.

La politique de la Triple-Alliance est un retour au temps passé, elle s'éloigne de l'avenir de l'impérialisme et de la politique mondiale. L'Europe centrale est une

conception moyenâgeuse. Le Berlin-Bagdad est une impasse et non pas une voie ouverte à des possibilités illimitées et à la mission mondiale de l'Allemagne.

Je ne suis pas un adversaire de l'Autriche ni de la Hongrie, ni de l'Italie ni de la Serbie ni d'aucun autre État, mais seulement un adversaire de la politique de la Triple-Alliance qui nous détourne de notre but et qui nous a amenés à la plaine désolée de la politique continentale. Ce n'était pas la politique allemande mais la politique de la Maison impériale et royale d'Autriche. Les Autrichiens s'étaient habitués à considérer l'Alliance comme une ombrelle sous le couvert de laquelle ils pouvaient, à leur convenance, faire des promenades en Orient.

Et quel résultat devons-nous attendre de la lutte des nations ? Les Etats-Unis d'Afrique seront anglais comme ceux d'Amérique, d'Australie et d'Océanie et les Etats latins de l'Europe, comme je l'ai dit, il y a déjà des années, seront dans la même position vis-à-vis des Royaumes-Unis que les sœurs latines d'Amérique vis-à-vis des Etats-Unis. Ils seront gouvernés par l'Anglo-Saxon. La France, épuisée par la guerre, se rapprochera encore plus de l'Angleterre. A la longue l'Espagne ne résistera plus.

Et en Asie, les Russes et les Japonais s'étendront avec leurs frontières et leurs usages et le Sud restera aux Anglais.

Le monde appartiendra aux Anglo-Saxons, aux Russes et aux Japonais, et l'Allemagne restera seule avec l'Autriche et la Hongrie. Sa puissance sera celle de la pensée et du commerce et non pas celle de la bureaucratie et de la soldatesque.

Elle est apparue trop tard et la dernière possibilité de rattraper ce qui avait été perdu, de fonder un empire colonial, a été anéanti par la guerre mondiale. Car nous ne pourrons pas évincer les fils de Jawes ; le programme

du grand Cecil Rhodes s'accomplira par lequel il voyait dans l'agrandissement de la Grande-Bretagne, dans l'impérialisme britannique, le salut du monde.

Tu regere imperio populos Romano, memento
Hae tibi erunt artes ; pacisque imponere morem,
Parcere subjectis et debellare superbos.

[Tu gouverneras les peuples dans l'empire romain. Ton art sera d'obliger à des mœurs pacifiques, à épargner les faibles, et abattre les orgueilleux.]

LICHNOWSKY.

L'impression en Allemagne.

La personnalité du prince Lichnowsky donne un poids, que nul ne peut contester, à son jugement, si sévère et si limpide à la fois, de la politique allemande et autrichienne Le prince est d'ailleurs beaucoup plus autrichien que prussien. Le siège princier de la famille est à Gratz près de Troppau en Silésie autrichienne. On se souvient d'ailleurs des relations célèbres qu'un ancêtre du prince eut avec Beethoven. La plus grande partie de la carrière diplomatique du prince se passa à Vienne et sa femme est autrichienne. C'est dire que le prince Lichnowsky connaît les Autrichiens et leur politique.

A Londres, le prince Lichnowsky, par l'aménité de ses manières, par l'incontestable bonne foi de son attitude, s'était attiré de très vives sympathies. Pour tout lecteur impartial de son mémoire, l'ancien ambassadeur apparaît comme un homme fort intelligent, de jugement pondéré et droit.

Ses révélations ont provoqué au sein du gouvernement allemand une rage qui n'a même pas pris la peine de se dissimuler.

Quand on voit le service officiel de radiotélégraphie de Nauen user, comme argument contre le prince Lichnowsky, une citation de cet incorrigible fantaisiste et négateur, par amour du paradoxe, qu'est Bernard Shaw, on est fixé sur la valeur des armes allemandes.

Ce texte officiel vaut d'être reproduit :

Des Anglais clairvoyants ont toujours eu sur l'activité du prince Lichnowsky, en tant qu'ambassadeur d'Allemagne à Londres, une opinion que justifie pleinement la publication de son mémoire : c'était une dupe. Georges B. Shaw a exprimé cet avis, en lui donnant une forme classique, dans un article du *New Statesman* du 12 décembre 1914 : « Le dernier bond du vieux lion ». Il y représente l'Angleterre comme un vieux lion qui médite l'anéantissement de l'Allemagne devenue sa rivale. Mais l'Allemagne ne voulant pas de guerre, le lion d'Angleterre devait bercer l'Allemagne pour l'endormir dans la sécurité et feindre pour ce pays une amitié hypocrite. « Une bonne étoile, dit ensuite textuellement Bernard Shaw, celle qui a presque toujours luit pour le lion, amène le prince Lichnowsky à Londres comme ambassadeur de l'Allemagne. Il n'y avait aucun mal à bien agir envers lui, car le prince est un homme charmant et sa femme est très charmante. Alors notre sir Edward Grey était aussi un charmant homme, toujours prêt à parler très ouvertement, aux five o'clock, de la paix, avec toute l'Europe, s'il le fallait. De jour en jour Grey apparaissait, au prince Lichnowsky, diplomate de plus en plus éminent et individu de plus en plus charmant. Il était de plus en plus convaincu que le cœur de ce lion était insensiblement devenu un ami réel et véritable. Et Grey considérait peut-être Lichnowsky comme un sot, ce qui ne l'empêchait pas d'être toujours aussi aimable envers lui.

Faire état d'une opinion de Bernard Shaw est d'un comique que seuls les Allemands ne peuvent pas comprendre. Bernard Shaw s'est toujours plu à prendre le contre-pied de toutes les idées, et son œuvre théâtrale, étincelante d'esprit, est la plus belle collection de paradoxes qui

ait jamais été formulée. L'humour est un don qui manque décidément aux Allemands.

Si le mémoire du prince Lichnowsky était, sous le manteau, connu d'un grand nombre d'Allemands, il fallut la publication du *Politiken* pour obliger le gouvernement à fournir au Reichstag des explications et tenter une explication.

Le 16 mars 1918 (1), devant la commission principale du Reichstag, le vice-chancelier von Payer prit la parole. Il donna tout d'abord lecture d'une lettre que le prince Lichnowsky avait, le 5 mars, adressée au chancelier comte Hertling.

Votre Excellence sait que les considérations purement privées écrites par moi au cours de l'été 1916 ont, par un abus de confiance inouï, gagné des cercles plus étendus.

Il s'agit dans l'espèce de considérations subjectives sur l'ensemble de notre politique extérieure depuis le congrès de Berlin. Je vois dans la rupture avec la Russie, qui s'est produite depuis, et dans le développement de la politique de la Triplice aux questions orientales la véritable racine de la guerre mondiale. J'examinai aussi brièvement notre politique marocaine et notre politique navale en corrélation avec ces faits. Il va de soi que ma mission à Londres devait d'autant plus être prise en considération que je sentais le besoin, en vue de l'avenir et pour ma propre justification, de noter les détails de ce que j'y avais vécu et éprouvé, avant que ma mémoire ne s'effaçât.

Ces considérations qui, en une certaine mesure, n'étaient destinées qu'à mes archives de famille et que j'avais rédigées de mémoire, sans le secours d'aucun document ou notes du temps de mon activité officielle, furent communiquées par moi à quel-

(1) Le compte rendu de cette séance du 16 mars ne parut dans les journaux allemands que le 19 mars, communiqué par l'Agence Wolff. Le *Times*, dans son éditorial du 22 mars, relève le fait de ce singulier délai et se demande si la Wilhelmstrasse n'a pas eu besoin de ces trois jours pour « cuisiner » le compte rendu dans le sens le moins défavorable au gouvernement impérial.

ques amis politiques dans le jugement et la discrétion desquels j'avais une égale confiance, avec la promesse de leur part de n'en rien révéler.

Malheureusement, un de ces amis, à mon insu, communiqua mon memorandum à un officier employé au département politique de l'état-major général. Je ne connaissais pas cet officier, mais il s'intéressait vivement à ces questions. Ne se rendant pas compte de la gravité de son acte, cet officier tira plusieurs exemplaires du memorandum et l'envoya à divers personnages, dont la plupart me sont inconnus. Lorsque j'appris cette indiscrétion, il était malheureusement trop tard pour rappeler tous les exemplaires distribués. Je me mis alors à la disposition de M. Michaelis qui était chancelier impérial, et lui exprimai mon très profond regret de cette pénible affaire. Depuis lors, je fis tout mon possible pour empêcher la circulation de ce document, malheureusement sans succès.

Entre temps le prince avait demandé sa mise en congé qui lui fut accordée. Comme il ne pouvait s'agir d'intention dolosive de sa part mais d'une simple imprudence, l'affaire en resterait là.

Après cette déclaration qui n'était qu'une explication du rôle joué par le prince Lichnowsky dans la publicité donnée à son écrit mais ne touchait point le fond de la question, le vice-chancelier critiqua le mémoire pour le démentir. Il s'attaqua tout d'abord personnellement au prince en le présentant comme un homme vaniteux, dépité de n'avoir pas été apprécié à sa juste valeur et poursuivant de sa haine ceux qui n'avaient pas reconnu ses mérites. Cette argumentation *ad hominem* indiquait dès le début la faiblesse de la défense gouvernementale.

Suivons celle-ci. M. von Payer déclare que le prince Lichnowsky, en avouant lui-même que l'assassinat de l'archiduc-héritier d'Autriche ne lui avait pas paru au moment même devoir avoir des conséquences capitales,

a fait la preuve de son incompétence et de son manque de clairvoyance.

Cette défense est pitoyable. Personne en Europe, à l'exception des gouvernements allemand et autrichien, qui étaient décidés à faire de l'assassinat de l'archiduc le prétexte de la grande entreprise, ne se doutait des plans de l'Etat-Major austro-allemand qui dominait la politique des puissances centrales. A moins d'être dans le secret du complot, il était impossible de prévoir l'étendue de la machination. Ce que M. von Payer semble reprocher au prince Lichnowsky, c'est d'avoir eu des illusions sur son propre gouvernement et de n'avoir point connu le véritable caractère de Guillaume II, du général de Moltke, la faiblesse de Bethmann-Hollweg, et l'absence de scrupule et de conscience des autres. Le prince Lichnowsky aurait du savoir de quoi ils étaient capables. A ce point de vue nous sommes d'accord avec M. von Payer; le prince Lichnowsky estimait à tort ses chefs. Les honnêtes gens sont des déplorables optimistes et soupçonnent difficilement le mal.

M. von Payer continue ainsi :

« Le mémoire dit que, malgré l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche, la paix aurait pu être maintenue par le gouvernement allemand si celui-ci avait agi sur le gouvernement autrichien et si l'on avait suffisamment utilisé l'amour de la paix de l'Angleterre. Si l'on avait fait cela on aurait à peine eu à compter sur une attaque russe. Combien fausse, une telle politique eut été, a été irréfutablement démontré par les révélations du procès Soukhomlinof. »

Le procès Soukhomlinof semble décidément être le remède universel à tous les maux du gouvernement allemand. Or, il faut le répéter, le procès Soukhomlinof a

révélé surtout une mystérieuse et fortement suspecte manœuvre de Guillaume II qui, le 29 juillet, entre 9 et 10 heures du soir, envoya au tsar un télégramme dont le gouvernement allemand n'a jamais voulu révéler le texte, télégramme par lequel, suivant le témoignage concordant des généraux Soukhomlinof et Januschkevitch, Guillaume II engageait sa parole d'honneur que l'Allemagne n'interviendrait pas, si la Russie s'abstenait de décréter la mobilisation générale.

Sur la vue de ce solennel télégramme, Nicolas II donna l'ordre de suspendre les préparatifs en cours qui avaient été motivés par la démarche comminatoire de l'ambassadeur d'Allemagne quelques heures auparavant. Les chefs responsables de l'armée russe ne crurent pas devoir obéir à cet ordre irréfléchi du tsar. Bien leur en prit. Dans la nuit Nicolas II recevait un nouveau télégramme de Guillaume II, télégramme conçu dans des termes tout différents, où l'empereur d'Allemagne, oubliant son engagement précédent, revenait à la menace de guerre sur la base des seuls préparatifs contre l'Autriche-Hongrie. Nicolas II, désormais fixé sur la bonne foi de son impérial cousin, laissait alors à son Etat-Major le soin des mesures indispensables à prendre pour parer à l'imminente attaque allemande. Voilà ce que le prince Soukhomlinof a révélé : une duperie tentée par Guillaume II sur Nicolas II et la clairvoyance des généraux russes. Le gouvernement allemand, en brandissant à toute occasion le procès Soukhomlinof, s'abstient, et pour cause, de définir clairement ce que le dit procès Soukhomlinof a prouvé à la décharge de l'Allemagne. Le procédé est trop commode. En refusant de publier le texte du télégramme envoyé par Guillaume II dans la soirée du 29, télégramme

déjà soigneusement omis du Livre blanc allemand, le gouvernement de Berlin s'accuse lui-même.

Après cette évocation du procès Soukhomlinof qui n'a aucun rapport avec le sujet, M. von Payer poursuit :

« Les soi-disant faits, sur lesquels le prince s'appuie pour justifier sa politique, se trouvent, dans le détail, la plupart du temps en contradiction directe avec la vérité objectivement établie, par exemple, que le comte de Moltke a poussé à la guerre, qu'il y ait eu au Conseil de la Couronne le 5 juillet 1914 à Potsdam, qu'un protocole autrichien au sujet de ce prétendu Conseil de la Couronne ait été envoyé au comte Mensdorff à Londres, protocole, auquel la remarque aurait été ajoutée qu'il n'y aurait aucun mal si la guerre avec la Russie devait en résulter.

« Toutes ces assertions sont fausses et on peut le prouver. Egalement fausse est l'assertion que le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'alors se soit rendu, en juillet 1914 à Vienne, ainsi que celle d'après laquelle le comte de Pourtalès aurait fait connaître qu'en aucun cas la Russie ne bougerait. Combien les plaintes du prince sont mal fondées sur le point que l'on n'ait pas tenté de résoudre la crise serbe, par une conférence est démontré, et les audiences du procès Soukhomlinof ont prouvé combien infondés sont ses reproches que l'Allemagne ait répondu à la mobilisation russe par l'ultimatum et la déclaration de guerre. Il en est de même de l'assertion que le gouvernement allemand ait repoussé toutes les propositions de médiations de l'Angleterre. Berlin a, au contraire, recommandé de façon urgente le dernier projet de médiation Grey, comme il appert des instructions que le chancelier de Bethmann-Hollweg a produites au Reichstag le 9 novembre 1916. Il est malheureux pour le prince qu'il ait rédigé son mémoire trois mois trop tôt. »

Ce paragraphe est extrêmement intéressant, en particulier parce qu'il nie de façon catégorique le Conseil du 5 juillet. M. von Payer inscrit donc le premier son nom parmi ceux qui prennent la responsabilité de ce démenti. Le jour où la démonstration du mensonge sera faite au tribunal de l'Histoire, il devra comparaître comme faux témoin.

Faut-il croire que M. von Payer est, plus simplement, un homme mal renseigné, dont la trop récente ascension au pouvoir n'a point permis la documentation quant aux subtilités de la Wilhelmstrasse. Nous avions déjà eu le météorique Dr Michaelis qui proféra quelques monumentales sottises, faute d'études préalables de la question. M. von Payer, en affirmant qu'il n'y avait pas eu de Conseil à Potsdam le 5 juillet, sans couvrir ce démenti catégorique de la restriction : *commun austro-allemand*, formule jusqu'ici adoptée par la Wilhelmstrasse, est peut-être un brave homme, sans malice, qui ne s'est pas rendu compte du caractère essentiel du petit adjectif : *commun*. Le ministère des Affaires étrangères avait démenti les accusations étrangères, la forme de ce démenti importait peu à M. von Payer.

Fait extrêmement typique, quelques jours plus tard le 23 mars 1918, l'officielle *Gazette de l'Allemagne du Nord*, ayant à publier un nouveau démenti sur cette question du Conseil du 5 juillet 1914, le fait en ces termes :

« Ueber den angeblichen Kriegs — oder Kron-Rat oder Konferenz unter dem Vorsitz des Kaisers und *unter des Beteilung osterreischisch-ungarischer Vertreter* am Sonntag 5 Juli 1914 scheinen schon, vor Kriegsausbruch, Geruchte im Umlauf gewesen zu sein.

Die Geruchte entbehren der Begrundung ; weder am

5 Juli noch an einem anderen Tage in jener Zeit hat ein *solcher* Rat stattgefunden. »

> Au sujet du prétendu Conseil de guerre ou Conseil de la Couronne ou Conférence sous la présidence de l'empereur et avec *la participation des représentants austro-hongrois* le dimanche 5 juillet 1914, il semble que des bruits, déjà avant le commencement de la guerre, avaient circulé. Ces bruits sont sans fondement. Ni le 5 juillet, ni à aucun autre jour de cette époque un *tel* Conseil n'a eu lieu.

C'est nous qui soulignons. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* se garde bien d'être aussi catégorique que M. von Payer. C'est le conseil *mixte austro-allemand* et rien d'autre qu'elle dément. M. von Payer est-il ignorant ou audacieux?

Quant au rôle joué par Moltke, que M. von Payer déclare innocent de tout sentiment belliqueux, qu'on veuille bien relire, dans le cahier 8 des *Etudes de la Guerre* (pages 667 et suivantes) le rapport du dit général de Moltke à la date du 28 juillet et l'on sera édifié.

La question du protocole autrichien sur le Conseil de Potsdam envoyé au comte Mensdorff à Londres avec le *post-scriptum :* « si la guerre avec la Russie s'ensuit, ce ne sera pas un mal » ne nous paraît pas devoir être réglée par un démenti de M. von Payer mais par un démenti du comte Mensdorff, que nous attendons, d'ailleurs en vain. Qu'est-ce que M. von Payer sait de la correspondance échangée entre Vienne et l'ambassade d'Autriche à Londres ?

Dans la collection des démentis nous n'en acceptons qu'un, celui qui a trait au voyage de M. de Jagow à Vienne, dans le courant de juillet 1914. Nous n'en avions jamais entendu parler et le prince Lichnowsky doit évidemment faire une confusion de personne.

Autant son témoignage est fondé quand il s'agit du

memorandum autrichien envoyé au comte Mensdorff, car il est évident qu'il tenait le fait du comte Mensdorff lui-même, son collègue allié de Londres, autant le voyage de M. de Jagow à Vienne est un renseignement de seconde main, d'ailleurs sans importance. M. de Jagow n'avait pas besoin de se rendre à Vienne pour discuter, avec le comte Berchtold, la coopération de l'Allemagne à l'entreprise autrichienne. Cette coopération avait été promise à Potsdam le 5 juillet. Le point qui devenait important était la forme militaire de cette coopération et, à cet effet, l'archiduc Frédéric d'Autriche vint à Berlin le 9 juillet. M. von Payer niera-t-il aussi cela ?

M. von Payer revient sur le procès Soukhomlinof, la tarte à la crème du plaidoyer allemand, pour dire que ce procès démontre combien infondé est le reproche adressé par le prince Lichnowsky au gouvernement allemand de n'avoir pas essayé de dénouer la crise serbe par une conférence. Quel rapport peut bien avoir l'incident de la nuit du 29 juillet avec la mauvaise volonté obstinée de l'Allemagne vis-à-vis de tous les projets de conférence ? Dans la discussion avec les représentants du gouvernement allemand on a constamment l'impression de se trouver en face de gens d'une incroyable pauvreté d'esprit. C'est aussi désarmant qu'une tentative d'explication avec un ivrogne. On pourrait parler pendant cent ans qu'ils vous répondraient toujours et à toutes les questions : « Soukhomlinof !! » sans jamais aller plus loin dans leur démonstration.

C'est évidemment un procédé de défense comme un autre. Les juges d'instruction ont, comme cela, des clients qui cherchent à s'en tirer en faisant l'idiot et en répétant perpétuellement une phrase qui ne veut rien dire.

M. von Payer devrait se mettre d'accord avec M. de

Jagow qui vient d'avouer tout crûment que l'Allemagne ne voulait à aucun prix de conférence internationale parce qu'elle y aurait été en minorité. Nous reviendrons d'ailleurs tout à l'heure sur cet aveu capital, quand nous examinerons le plaidoyer de M. de Jagow.

M. von Payer revient sur l'action que Berlin aurait exercée à Vienne pour faire accepter le dernier projet Grey et il brandit triomphalement les instructions envoyées par le chancelier à M. de Tschirsky et révélées par M. de Bethmann-Hollweg, le 9 novembre 1916.

M. von Payer fait de l'esprit et plaint le prince Lichnowsky d'avoir écrit son mémoire, en août 1916, sans avoir eu connaissance de cette pièce capitale.

Nos lecteurs connaissent suffisamment ce sujet pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir en détail. C'est le secret de la dépêche supprimée du 30 juillet au soir. Le chancelier a peut-être envoyé ces instructions, encore que le fait ne soit nullement prouvé, car les termes en sont singuliers, mais ce qu'il y a de certain c'est que lorsqu'on a su à Berlin que Vienne était disposé à accepter, on s'est hâté, en se gardant bien d'avertir qui que ce soit des tendances autrichiennes, de déclarer la guerre qui ne permettrait plus à Vienne de reculer.

M. von Payer passe ensuite à l'information erronée bien connue que le prince Lichnowsky envoya, par un malentendu, au sujet de l'attitude de l'Angleterre. Le vice-chancelier prétend en tirer argument pour dire que de toute façon la demande que fit l'Allemagne (par la plume de Guillaume II télégraphiant au roi d'Angleterre le 1er août) est la preuve de ses sentiments.

Nous renvoyons sur cette question à l'étude très complète que notre collaborateur M. Pierre Bertrand en

a faite dans le cahier V des *Etudes de la Guerre* (pages 348 à 368).

La prétendue proposition généreuse, loyale et pacifique de Guillaume II était le piège le plus grossier qui se puisse concevoir. Alors que Sir Edward Grey n'avait envisagé qu'une neutralité qui s'appliquerait à une limitation de conflit à la Russie et à l'Autriche, l'empereur d'Allemagne affectait de croire que l'Angleterre empêcherait, même par la force, la France de défendre la Russie et laisserait l'Autriche *et l'Allemagne* attaquer librement la Russie.

Voilà ce qu'était la généreuse suggestion de Guillaume II que M. von Payer propose à l'admiration du monde.

Le vice-chancelier poursuit :

« Quand le mémoire (du prince Lichnowsky) parle d'une Entente avec l'Angleterre, il est bon de souligner, pour éviter les erreurs, qu'il ne s'agissait que du chemin de fer de Bagdad et des colonies portugaises. Un accord général n'était pas intervenu en raison des rapports européens d'alors, en particulier en raison de l'attachement sans réserve de l'Angleterre à la politique de l'Entente, comme les négociations sur l'arrangement naval russo-anglais l'ont prouvé. »

Voilà tout ce que M. von Payer trouve pour expliquer l'extraordinaire attitude du gouvernement allemand, faisant volontairement échouer ces accords d'une énorme importance, comme l'accord sur les colonies portugaises, qui étaient le premier stade essentiel vers une entente plus générale. Comment donc est née l'entente cordiale franco-anglaise sinon par le règlement préalable des litiges particuliers ?

Il y avait en réalité en Allemagne deux partis, l'un hostile à la guerre européenne et espérant l'éviter par des

accords, l'autre qui ne voyait que la guerre comme remède universel. Tandis que Bethmann-Hollweg essayait, mais sans autorité, de la première méthode, il était battu en brèche par des personnalités infiniment plus puissantes dans le conseil de l'empereur. Au fur et à mesure que le prince Lichnowsky faisait un pas en avant, on démolissait derrière lui son œuvre, la trouvant parfaitement inutile et même dangereuse, puisque la guerre devait être la solution suprême de toutes les questions. Il ne fallait pas laisser se créer, en Allemagne, une opinion publique rendant hommage aux bonnes dispositions de l'Angleterre. Il fallait maintenir l'illusion que personne ne voulait s'entendre avec l'Allemagne, jouer au martyr de l'encerclement, de la jalousie, pour tenir bien en main le peuple allemand irrité, le jour où on lui mettrait le fusil sur l'épaule. Le prince Lichnowsky a considéré comme des manœuvres de jalousie personnelle à son endroit ce qui avait un caractère beaucoup plus général. Il ne fallait pas d'entente, avec personne, de façon à avoir des prétextes évidents de guerre de « désencerclement ». Ce machiavélisme était à ce point odieux qu'on comprend que le prince Lichnowsky n'aît pu le concevoir et ait cherché des motifs plus petitement humains aux échecs subis par ses efforts.

M. von Payer se raille à bon compte de cette conception un peu étroite du prince :

« Le but du mémoire dans son ensemble est manifeste. Il doit démontrer au lecteur combien meilleure et plus judicieuse eut été la politique de l'auteur et comme il eut assuré le règne de la paix si l'on avait suivi ses conseils. Personne ne reprochera au prince d'avoir une telle confiance en lui-même. Il était libre de juger les événements et de noter sa position à leur égard. Mais il aurait eu le strict devoir de prendre les mesures nécessaires pour

empêcher que ce jugement ne devînt public et, si petit qu'ait été le cercle de lecteurs qu'il eût envisagé, il aurait eu le devoir de ne rien avancer qui fut contraire aux faits connus de lui et de vérifier ce qui lui avait été raconté.

« Dans l'état actuel des choses, le mémoire, qui n'avait cependant d'autre objet que de prouver que le cours de l'histoire du monde ne s'était engagé sur une fausse voie que parce qu'une jalousie avait contrecarré les efforts du prince, fera suffisamment de mal parmi les mauvais esprits et les esprits superficiels. Le mémoire n'a pas la moindre valeur historique. Il n'a d'ailleurs pas pour objet de servir la vérité objective, mais seulement les buts subjectifs d'un particulier. »

Voilà tout ce que M. von Payer, d'après le compte rendu officiel de l'agence Wolff, a trouvé à dire sur le mémoire du prince Lichnowsky. Il s'est ensuite attaqué à la lettre du Dr Muehlon en bornant ses explications à une critique personnelle de l'auteur qu'il traite de névropathe. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet, ne nous occupant actuellement que du prince Lichnowsky.

Après M. von Payer, divers députés ont pris la parole. Tous, suivant l'agence Wolff, se sont bornés à tourner en ridicule la vanité du prince. Notons, pour l'histoire et le réquisitoire final du peuple allemand, leurs noms et leurs propos :

Le député Groeber dit que tout le monde a l'impression que le prince est malade d'orgueil et voit et juge tout sous cet angle.

« Le député socialiste Scheidemann déclare que le parti social démocrate estime que les responsabilités de la guerre incombent à l'ensemble de la politique mondiale contemporaine, que toutes les puissances ont pratiquée. La brochure du prince Lichnowsky ne peut faire d'impres-

sion que sur ceux dont le pacifisme est la seule idée. Une telle brochure est une courte honte pour un diplomate. Scheidemann donne quelques exemples extraits de la brochure qui démontrent les inexactitudes et la vanité du prince. D'après Lichnowsky, tous les diplomates étrangers sont des gens remarquables alors, que les diplomates allemands, à l'exception naturellement de Lichnowsky, sont des idiots ou de mauvaises gens qui n'apprécient pas le « grand succès » du prince à Londres.

L'orateur ajoute qu'il y a des dates fausses dans la brochure, par exemple, ce n'est pas le 31 juillet mais le 1er août que la guerre a été déclarée à la Russie. De nombreux cas prouvent malheureusement que notre représentation diplomatique à l'étranger est mauvaise. Elle doit être réformée de fond en comble. »

Tel est le résumé que l'agence Wolff nous donne de l'intervention de Scheidemann. La servilité de Scheidemann à l'égard du gouvernement impérialiste est trop connue pour qu'il soit nécessaire de s'étonner de l'attitude de ce dirigeant socialiste majoritaire vis-à-vis d'une révélation de l'importance de celle du prince Lichnowsky. Il chicane une erreur de date qui, au fond, n'en est pas une, car c'est le 31 juillet que le gouvernement allemand a ordonné à M. de Pourtalès de présenter l'ultimatum de démobilisation qui, impossible à satisfaire, devait avoir la guerre pour conséquence. Quelle importance a cette petite erreur, insignifiante dans l'exposé du prince, à côté des accusations terribles portées contre le gouvernement impérial ? Scheidemann ne trouve rien à dire, car, s'il avait dit quelque chose, l'agence Wolff ne nous aurait pas privé de ce plaidoyer. Scheidemann passe l'éponge en étalant la tache des responsabilités sur l'ensemble de l'Europe,

théorie fort agréable au gouvernement allemand. Et c'est tout.

Le docteur Muller-Meiningen succède à Scheideman. Il vient dire qu'il faut se féliciter de cette publication dont l'explosion aurait pu, si elle avait été retardée, faire beaucoup de mal. On avait les deux documents (1) à l'étranger et on attendait le moment psychologique pour créer une surprise avec ces écrits.

Malgré Muehlon et Lichnowsky, il était convaincu dur comme roc (felsenfest) que l'écrasante ma orité du ministère des Affaires étrangères et, avant tout, l'empereur d'Allemagne avaient toujours voulu la paix et étaient opposés à une guerre contre l'Angleterre. Bethmann-Hollweg avait fait à Vienne ce qu'il avait pu pour empêcher la guerre. Le Livre bleu anglais en fournit la meilleure preuve. Le gouvernement anglais et le gouvernement français avaient tout promis à Pétersbourg. L'orateur signale les fautes de la diplomatie allemande à Pétersbourg et à Rome et demande une réforme complète du système diplomatique allemand.

Le député Streseman, qui parle ensuite, ne s'occupe pas de la question des origines de la guerre. Il demande une édition augmentée du Livre blanc allemand. Il estime que Groeber et Scheidemann ont dit l'essentiel de ce qu'il y avait à dire de la brochure Lichnowsky. On ne peut pas prendre l'ancien ambassadeur au sérieux. Ce qu'il y a de plus fou dans sa brochure c'est la péroraison où il dépeint l'avenir de l'Allemagne et où il voit le salut du monde plus ou moins dans l'impérialisme anglais. Lichnowsky a surestimé l'accord colonial avec l'Angleterre. Dans toute la brochure apparaît le désir d'absoudre l'An-

(1) Le mémoire Lichnowsky et la lettre Muehlon.

gleterre et de faire retomber la culpabilité sur l'Allemagne. Les représentants des partis ont, dans l'ensemble, souscrit aux critiques du vice-chancelier.

Dans le cas Muehlon, l'orateur estime que ce que l'ancien directeur de Krupp a dit ne saurait donner prétexte à émotion.

Le député von Graefe note combien il est satisfaisant de voir tous les partis unanimes à condamner la déplorable affaire. Il ne reviendra pas sur la brochure Lichnowsky, on en a assez parlé. Mais il s'attaque à certains milieux démocrates qui ont contribué à répandre cette brochure. Il demande en terminant, lui aussi, une réforme du corps diplomatique allemand.

Le Freiherr von Gamp prend la parole pour réclamer lui aussi cette réforme.

Haldane, dit-il, a été très aimablement reçu à Berlin et a pu voir bien des choses qui n'étaient confiées à personne. Mais à son retour en Angleterre on l'a traité de traître à sa patrie. Un ami de Haldane, l'écrivain anglais Begbie a dans sa brochure (sic) (1) parue en 1916 : *Vindication of Great Britain* défendu Haldane et reconnu que notre empereur avait voulu une entente avec l'Angleterre. Lichnowsky aurait dû savoir cela et y trouver la preuve que l'Allemagne ne voulait pas la guerre avec l'Angleterre.

M. von Payer, vice-chancelier prend alors à nouveau la parole pour déclarer, sur la question de la culpabilité du prince Lichnowsky que le ministère de la justice a été consulté et qu'il en est résulté qu'il était impossible de poursuivre le prince pour trahison diplomatique en vertu du § 92 de la Constitution ni même en vertu du

(1) C'est un grand in-octavo de près de 300 pages!

§ 353 *a*, connu sous le nom de paragraphe Arnim. Il ne fallait pas davantage songer à une peine disciplinaire, le prince ayant démissionné. Le Ministère des Affaires étrangères avait interdit au prince de publier des articles dans la presse. Mais il reste à savoir quelle valeur peut avoir cette interdiction depuis que le prince a quitté la carrière.

Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. von Stumm, répond à la question posée de savoir qui est responsable du choix du prince Lichnowsky pour l'ambassade de Londres, quelles raisons ont motivé ce choix, pourquoi il n'a pas été rappelé.

« La nomination du prince Lichnowsky a été faite par l'empereur d'accord avec le chancelier, responsable de cette nomination. Le prince avait occupé une succession de postes à l'étranger et en dernier lieu comme conseiller d'ambassade à Vienne. Pendant assez longtemps il avait été à la Wilhelmstrasse comme conseiller rapporteur. Dans toutes ces situations il avait fait ses preuves, de telle sorte qu'il n'y avait point de raison de ne point le nommer ambassadeur. A Londres il s'était voué avec ardeur et dévouement à sa tâche. Ses jugements, il est vrai, avaient été souvent en désaccord avec les idées du Ministère des Affaires étrangères. Cela s'appliquait en particulier à son extrême optimisme sur l'état des relations anglo-allemandes.

Après que ses espérances sur la réalisation d'une entente anglo-allemande eussent été anéanties par la guerre, le prince était rentré en Allemagne dans un état de grande irritation et n'avait pu, déjà à ce moment-là, s'empêcher de critiquer la politique allemande. Son irritation fut accrue par la violente attaque dont il fut l'objet dans la presse allemande qui avait eu l'attention attirée sur lui par ses manifestations oratoires en Angleterre. Il fallait

prendre en considération ces circonstances si on voulait juger le mémoire et l'on n'était point justifié à tirer de ce mémoire des conclusions sur l'activité de l'ambassadeur à Londres, en faire supporter le poids au gouvernement et en tirer des reproches à l'égard du gouvernement.

Au sujet du Livre blanc, dit en terminant M. von Stumm, je dois admettre qu'il n'est pas très étendu. Il a été très rapidement réuni pour donner au Reichstag, au moment où il se réunissait, une image claire (ein klares Bild) de la question de la culpabilité.

Le recueil des autres pays sont plus étendus, mais le Livre blanc se distingue d'eux avantageusement en ce sens qu'il ne contient pas de falsification (Falschungen). D'ailleurs une édition d'un nouveau Livre blanc est en préparation. »

Ici se termine le compte rendu, donné par l'agence Wolff, de la séance du 16 mars 1918. Il ne paraît vraiment pas nécessaire d'examiner en détail le maigre résumé des inexistants discours des différents orateurs. Tous font dévier la question ou estiment superflu de l'aborder. Nous ne connaissons pas le Freiherr von Gamp, mais la preuve de l'amitié éternelle de l'Allemagne pour l'Angleterre, prouvée par les propos tenus en 1912 par l'empereur à M. Haldane est d'un puissant effet comique. Si M. von Gamp veut bien lire les télégrammes de Guillaume II à Nicolas II au sujet de l'Angleterre il verra dans ces documents quelle valeur on pouvait attacher aux fantaisies diplomatiques de son empereur, passant de la haine à l'amour avec une inconcevable versatilité. Au sujet de Lord Haldane nous renvoyons également aux *Etudes de la Guerre* (Cahier 5, pages 375, 376 et suivantes). Le parti de la guerre à Berlin arrêta net les velléités de l'empereur en 1912. Or tout le problème de la guerre repose sur l'in-

fluence absolue de la camarilla militaire sur Guillaume II qui, sentant lui-même sa perpétuelle indécision et le peu de cas que l'on faisait de ses changeantes idées personnelles, crut devoir donner une preuve décisive de son autorité... en faisant précisément ce qu'on voulait lui faire faire.

Le seul discours tant soit peu intéressant est celui de M. de Stumm, celui-là même que le prince Lichnowsky désigne assez clairement comme ayant désiré le poste qu'il occupait à Londres et comme ayant représenté à la Wilhelmstrasse une politique opposée à la sienne. M. de Stumm, qui est un galant homme, n'accable pas, sous une ironie facile, son adversaire livré sans défense à un Reichstag servile. Il reconnaît les mérites de sa carrière et s'abstient de le traiter d'idiot vaniteux comme le vice-chancelier. Cette grandeur d'âme est à vrai dire facile car le prince Lichnowsky succombe déjà sous tant de hurlements que le coup de pied de l'âne est superflu. M. de Stumm plaide généreusement les circonstances atténuantes. C'est un rôle qui le dispense de dire quoi que ce soit du contenu du mémoire du prince Lichnowsky, terrain dangereux où sa qualité de sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères lui conseille vivement de ne pas s'aventurer. Il a préféré laisser cette tâche à von Payer, le politicien radical, qui ne connaît rien à ce problème et dont l'incompétence pourra être plus tard invoquée, si la preuve de la culpabilité devient trop évidente. Comme Hertling, comme Kuhlmann, dont la place était pourtant, en qualité de ministre des Affaires étrangères, normalement à la tribune, se sont prudemment abstenus, von Stumm imite ses chefs et s'abstient de discuter. N'est-ce point significatif ?

Nous attendons avec curiosité la nouvelle édition du Livre blanc allemand annoncée par M. von Stumm. Con-

tiendra-t-elle le télégramme envoyé par M. de Tschirsky, le 30 juillet au soir ? Contiendra-t-elle les télégrammes envoyés par Guillaume II au tsar le 29 juillet vers 9 h. du soir et le 30 juillet dans la matinée ou l'après-midi ? Contiendra-t-elle les télégrammes envoyés par le cabinet du général de Moltke au major Eggeling, attaché militaire à Pétrograd, lui indiquant dans quel sens il devait rédiger ses dépêches ? Contientra-t-elle les dépêches que la Wilhelmstrasse ne confiait pas au télégraphe mais faisait porter à M. de Schoen par des courriers spéciaux ? Contiendra-t-elle les si intéressants télégrammes du comte de Pourtalès ou bien ne trouverons-nous, dans ce recueil, que tous les documents déjà connus que, depuis trois ans, le gouvernement allemand sort un à un de ses archives en prenant bien soin de les corriger, à l'occasion, pour les besoins de la cause.

Gageons que dans ce recueil on avait, comme par hasard oublié la deuxième partie du télégramme envoyé à M. de Schoen dans l'après-midi du 31 juillet pour lui enjoindre de réclamer à la France Toul et Verdun comme gage de sa neutralité. M. Pichon a révélé ce paragraphe juste à temps pour éviter à la Wilhelmstrasse la dépense d'une mise au pilori ou d'une refonte, à la dernière minute, de l'édition qu'elle prépare, suivant M. de Stumm.

Si le nouveau Livre blanc allemand n'est pas cette fois complet, le gouvernement allemand n'aura plus d'excuses. Cette nouvelle édition se fait d'ailleurs bien attendre. La Wilhelmstrasse, qui prétend que c'est la mobilisation russe, connue à Berlin le 31 juillet à midi et demi, qui a, d'un seul coup, brutalement, déchiré toutes les espérances de paix, jusque là rayonnantes, a été en mesure de donner à la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, organe officiel, le texte du Livre blanc, dans son exposé général prélimi-

naire, dès le 31 juillet au soir. C'est un record de rapidité de rédaction qui n'a d'égal que le tour de force accompli par le gouvernement austro-hongrois qui avait déjà, le 29 juin 1914, réuni les éléments de l'ultimatum qu'il ne devait présenter que le 23 juillet à la Serbie. Dans les empires centraux on sait travailler vite. Le Livre blanc allemand a été remis au Reichstag le 4 août. Il a donc été rédigé, composé, tiré, broché en quatre jours. La main-d'œuvre est-elle donc si rare en Allemagne aujourd'hui qu'il faille tant de temps pour une nouvelle édition ? Si la conscience du gouvernement allemand est pure, le choix des documents ne doit pas être difficile. Mais c'est précisément parce que la conscience de l'Allemagne n'est pas pure que le choix des dépêches est si pénible et si lent. Il faut les examiner une à une, craindre les aveux qu'elles contiennent et qui n'apparaissent peut-être pas tout de suite, se torturer la mémoire pour se souvenir de toutes les déclarations faites depuis et qu'elles risquent de contredire. Le travail d'examen doit aboutir à les faire écarter les unes après les autres comme dangereuses. Parions que le nouveau Livre blanc ne contiendra aucun des documents que nous avons réclamé plus haut, mais seulement les pièces éparses déjà connues.

Le vrai Livre blanc allemand, ce ne sera pas la Wilhelmstrasse qui le publiera.

M. von Stumm accuse les livres diplomatiques étrangers de falsification. Nous connaissons déjà cette thèse. Elle a été lancée par M. Helfferich sur la base que, dans le Livre jaune français, un rapport daté 1913, parle de M de Kinderlen-Waechter, qui était mort. Cette accusation fut reproduite par l'agence Wolff le 4 janvier 1915. Il s'agit de la pièce nº 5 du Livre jaune français qui porte le titre suivant : *Note à M. Stephen Pichon, ministre des*

Affaires étrangères (sur l'opinion publique en Allemagne *d'après les rapports* des agents diplomatiques et consulaires). Ce titre seul indique que la Direction politique du ministère des Affaires étrangères, ayant à rédiger une note d'ensemble pour le ministre, a pris, dans ses dossiers, tous les documents ayant trait à l'évolution de l'opinion publique en Allemagne, documents, les uns tout à faits récents et les autres plus anciens. Parmi ceux-là se trouvait un rapport intéressant sur M. de Kinderlen-Waechter.

Ce rapport dit :

En juillet 1911 le coup d'Agadir pose vraiment pour la première fois la question marocaine comme une question nationale, important à la vie et à l'expansion de l'empire. Les révélations et procès de presse qui suivirent ont suffisamment démontré comment la campagne avait été organisée, quelles convoitises pangermaniques elle avait allumées et quelles rancunes elle a laissées. Si l'empereur est discuté, le chancelier impopulaire, M. de Kinderlen fut l'homme le plus haï de l'Allemagne l'hiver dernier. Cependant il commence à n'être plus que déconsidéré, car il laisse entendre qu'il prendra sa revanche.

Ce sont les mots : *l'hiver dernier* qui ont fait pousser le cri accusateur : « La note à M. Pichon est datée du 30 juillet 1913 ! L'hiver dernier, donc l'hiver 1912-1913, M. de Kinderlen était mort ! Les Français sont des faussaires ».

Il faut ce mélange de bêtise et de mauvaise foi qui caractérise l'argumentation du gouvernement allemand pour oser tirer argument de ce qui n'est qu'une mauvaise rédaction. Le fonctionnaire, chargé de réunir les documents de la note, les a recopiés dans l'ordre chronologique sans se soucier de tout rapporter à la date précise à laquelle il écrivait. Dans le rapport original qu'il recopiait,

et qui était de 1912, il y avait : « M. de Kinderlen fut l'homme le plus haï de l'Allemagne l'hiver dernier ». Il laissa ce texte sans y rien changer. Le contexte suffisait à situer l'époque.

Il est singulier que M. de Stumm, pour lequel on avait coutume de professer un certain respect, se soit abaissé à cette misérable et fausse accusation. La contagion de l'épidémie du mensonge qui règne à la Wilhelmstrasse ne l'aurait-elle pas épargné ?

Quant à la « vision claire » de la question de culpabilité fournie par le Livre blanc allemand pour l'édification du Reichstag, il est certain que les affirmations catégoriques de cet ouvrage sont claires, mais de là à conclure qu'elles sont véridiques, il y a un abîme. Le Livre blanc a été fabriqué avec soin pour donner aux députés allemands l'*impression* de l'innocence du gouvernement allemand, mais, depuis trois ans, on a épluché cet ouvrage, on a démontré que les pièces essentielles en avaient été supprimées. Les plaidoiries des grands avocats, pour leur client coupable, tendent toujours à donner une « vision claire » de son innocence. C'est une question d'art oratoire et non de vérité historique. Rendons hommage à l'habileté du rédacteur du Livre blanc, mais bornons à cela nos éloges. Le Livre blanc allemand ne contient pas de documents faux, mais il en contient si peu ! si peu ! Alors que les autres livres diplomatiques laissent la parole aux dépêches, sans commentaires explicatifs ou justificatifs, le Livre blanc allemand, craignant cette méthode, est un long plaidoyer avec, *en annexes*, quelques rares documents. Cette différence de méthode est, à elle seule, accusatrice. Les députés allemands sont-ils donc si peu intelligents qu'on ne peut leur laisser le soin de juger simplement sur les textes des télégrammes échangés ? La diplomatie

allemande est-elle donc si compliquée qu'il faille longuement l'expliquer ? La vérité est que le gouvernement allemand eut été dans l'impossibilité de publier le recueil de sa correspondance diplomatique. Il ne le pourra pas davantage demain, car cette correspondance est sa condamnation.

Une lettre de M. de Jagow.

La séance du Reischtag que nous venons d'analyser, si terne par rapport au sujet, dut paraître, même au gouvernement allemand, insuffisante pour calmer l'opinion. On crut devoir faire appel à l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. de Jagow. L'Allemagne ne tirera ultérieurement pas gloire de ce fonctionnaire dont la médiocrité est, depuis longtemps, apparue. Son attitude gênée, ses dérobades, ses contradictions, au cours de la dernière semaine de juillet 1914, *ont déjà été signalées. Son nouveau mémoire ne modifie pas cette impression. Il n'en est que plus intéressant par les aveux qu'il contient.*

L'ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères M. de Jagow a pris position vis-à-vis du mémoire du prince Lichnowsky dans le rapport ci-dessous publié par la presse allemande, et en particulier la Gazette de Voss, *du* 24 *mars* 1918.

Munich, 20 mars 1918.

Sur les points qui touchent la politique antérieure à ma direction des Affaires étrangères, je m'abstiendrais de m'étendre autant qu'il me sera possible. Sur certains points du mémoire je voudrais faire remarquer ce qui suit :

Lorsque, en janvier 1913, je fus nommé secrétaire d'Etat, je considérai un rapprochement anglo-allemand comme souhaitable et un arrangement, sur les points où

nos intérêts se touchaient et se croisaient, comme possible. Je voulais en tous les cas essayer de travailler dans ce sens. Un point, capital pour nous, était la question de Mésopotamie et d'Asie-Mineure — ce que l'on appelle « la politique du Bagdad » — qui était devenue pour nous une question de prestige. Si l'Angleterre voulait nous expulser de là, un conflit me paraissait, en ce cas, difficile à éviter. J'ai à Berlin, dès que cela m'a été possible, pris en main l'arrangement au sujet de la ligne de Bagdad. Nous trouvâmes de la bonne volonté auprès du gouvernement anglais et le résultat fut, qu'au moment du déclanchement de la guerre mondiale, l'arrangement était presque terminé. En même temps avaient lieu les négociations sur les colonies portugaises, qui, engagées par le comte Metternich, poursuivies par le baron Marschall, avait été reprises par le prince Lichnowsky. Je songeai à entamer ultérieurement d'autres arrangements sur d'autres questions, en particulier d'Extrême-Orient, quand la question, à mon avis la plus importante, celle de la ligne de Bagdad, serait réglée, et qu'une ambiance plus confiante aurait été, de ce fait, créée. J'ai également laissé de côté la question de la flotte, car un accord à ce sujet, d'après les expériences déjà faites, semblait de toute façon difficile. Je laisse de côté le développement de la question albanaise, car elle s'est passée avant mon entrée en fonctions. Je voudrais cependant faire remarquer qu'un désintéressement aussi large dans les questions balkaniques que celui préconisé par le prince Lichnowsky, ne me paraît pas possible. Cela eut été contraire à l'essence même de l'Alliance, si nous avions complètement ignoré des intérêts vraiment vitaux de notre alliée. Nous avions, à Algésiras, demandé à l'Autriche les services d'un second, et l'attitude de l'Italie avait, alors, provoqué chez nous

une mauvaise humeur assez sérieuse. La Russie, bien qu'elle n'eût aucun intérêt au Maroc, s'était cependant placée aux côtés de la France. Enfin, il était de notre devoir, comme troisième dans l'Alliance, de soutenir les mesures qui facilitaient un compromis pour les intérêts divergents de nos alliés et pouvaient empêcher un conflit entre eux. Il me parut, de plus, impossible, dans des domaines où les intérêts des puissances alliées se touchaient, de ne pas mener une politique triplicienne. L'Italie eut été jetée, dans la question orientale, entièrement dans le sillage de l'Entente, l'Autriche eut été livrée à la Russie et la Triplice en fut devenue pratiquement caduque, et nous-mêmes, nous n'aurions pas pu, sans appui, défendre nos intérêts en Orient. Que nous ayons eu là de grands intérêts économiques, le prince Lichnowsky lui-même ne le dément pas, mais aujourd'hui les intérêts économiques ne peuvent plus être séparés des intérêts politiques. Qu'à Pétrograd, on désirait « l'indépendance du sultan » est une assertion dont la preuve reste à faire par le prince Lichnowsky ; elle est en effet contraire à toutes les traditions de la politique russe. Si, d'autre part, nous n'avions pas disposé de l'influence que le baron Marschall avait acquise à Constantinople, il nous eut été à peine possible de défendre nos intérêts économiques en Turquie dans le sens désiré par nous. Quand le prince Lichnowsky prétend d'autre part que nous avons poussé « notre ami naturel et notre meilleur voisin » la Russie, « par notre politique orientale et balkanique dans les bras de la France et de l'Angleterre », il contredit, ce disant, les faits historiques. C'est seulement lorsque le prince Gortschakoff a orienté la politique russe vers la France « revancharde » que le prince de Bismarck a été amené à conclure l'Alliance avec l'Autriche-Hongrie et,

par l'Alliance avec la Roumanie, à mettre un verrou à l'avance de la Russie vers le sud. Le prince Lichnowsky condamne les fondements de la politique bismarckienne. Nos tentatives de rapprochement avec la Russie échouèrent — Bjorkoe en est la preuve — où demeurèrent ineffectives comme l'accord dit de Potsdam. La Russie ne fut pas toujours notre « meilleur voisin ». Sous l'impératrice Elisabeth, comme aujourd'hui, elle a tendu vers la possession de la Prusse Orientale pour développer ses côtes baltiques et pour s'assurer la maîtrise de la Baltique. La « fenêtre » de Pétersbourg s'est peu à peu élargie sur l'Esthonie, la Livonie, la Courlande et la Finlande et a mis la main sur les îles d'Aland. La Pologne fut organisée en glacis d'attaque contre nous. Le panslavisme, qui dominait toujours davantage la politique russe, avait des tendances directement anti-allemandes. Nous n'avons pas empêché la Russie de faire une politique d'expansion asiatique mais seulement cherché à nous défendre contre ses empiètements dans la politique européenne et à protéger notre alliée austro-hongroise contre son étreinte.

Pas plus que sir Edward Grey nous n'avons voulu qu'on en vînt à la guerre à cause de l'Albanie. C'est pourquoi nous avions, malgré des expériences fâcheuses à Algésiras, accepté une conférence. On ne peut refuser à Sir Edward Grey le mérite d'une « attitude médiatrice » dans la conférence, mais dire « qu'il ne s'est en aucune façon placé du côté de l'Entente » va cependant un peu trop loin. Il s'est certainement, plus d'une fois, tourné vers Pétersbourg (comme nous, vers Vienne) pour conseiller de céder et il a trouvé des « formules d'accord », mais, malgré lui, il représentait l'Entente, car il ne pouvait, aussi peu que nous, laisser en plan ses associés ; il ne le pouvait ni ne le voulait. Que, d'autre part, nous ayons « sans excep-

tion représenté le point de vue qui nous était dicté de Vienne » est absolument inexact. Nous avons, comme l'Angleterre, joué un rôle conciliateur et nous avons conseillé à Vienne beaucoup plus de conciliation et de modération que le prince Lichnowsky ne paraît le savoir ou ne veut bien le dire. Vienne a fait, à différentes reprises, à ce moment-là, des concessions importantes (Dibra, Djakowa). Si le prince Lichnowsky, qui voulait toujours être plus malin que le ministère des Affaires étrangères, et qui se laissait manifestement influencer par les représentants de l'Entente, n'a pas su cela, il ne saurait aujourd'hui avancer des assertions fausses. Evidemment, lorsque Vienne eut atteint le point culminant des concessions possibles, nous devions, cela est naturel, représenter à la Conférence le point de vue autrichien. L'ambassadeur Szogyeni n'appartenait même pas aux extrémistes ; à Vienne on était loin d'être toujours content de lui. Que l'ambassadeur, avec lequel j'étais en rapports presque quotidiens, eût toujours à la bouche le refrain du *casus foederis* m'est complètement inconnu. Il est certainement exact que le prince Lichnowsky n'était pas, depuis longtemps, considéré à Vienne comme un ami de l'Autriche, mais je dois dire que les plaintes à son sujet me sont plutôt venues du marquis San Giuliano que du comte Berchtold.

La prise de possession de Scutari par le roi Nicolas de Monténégro était une insulte à l'ensemble de la Conférence et une sorte de coup de force à l'égard de toutes les puissances qui s'y trouvaient réunies.

La Russie n'a dû, en aucune façon, se retirer partout devant nous, elle a, au contraire à plusieurs reprises, travaillé en faveur « du succès des vœux serbes » et quelques villes et territoires qui étaient complètement albanais ou en majorité tels, ont été attribués à la Serbie. Le prince

Lichnowsky dit que « la manière dont la Conférence s'est passée fut une nouvelle humiliation pour la fierté russe » et que, de ce fait, une « mauvaise humeur » avait régné en Russie. Ce n'était pas la tâche de notre politique de faire aboutir toutes les exigences illégitimes de la fierté exaspérée d'une puissance, qui était loin d'être notre amie, et cela aux dépens des intérêts de notre alliée. La Russie n'avait pas d'intérêts vitaux dans l'Adriatique, alors que nos alliés en avaient. Si nous avions, comme le prince Lichnowsky paraît le vouloir, pris position pour le point de vue russe, il en fut résulté une humiliation pour l'Autriche-Hongrie et un affaiblissement de notre groupe. Le prince Lichnowsky paraît toujours uniquement préoccupé de ne pas humilier la Russie, mais une humiliation de l'Autriche lui est, semble-t-il, indifférente. Lorsque le prince Lichnowsky dit que notre austrophilie n'était pas faite pour développer les intérêts asiatiques de la Russie je ne comprends pas bien ce qu'il veut dire. Après une diversion malheureuse en Extrême-Orient — dans la guerre japonaise nous avions favorisé la Russie sans en recueillir aucune reconnaissance — la Russie a précicément repris avec une force nouvelle (alliance balkanique, Buchlau, Iswolski, etc.) sa politique dans l'Orient européen (Balkans et Constantinople).

L'astucieux crétois avec le « Grand cordon de l'Aigle Rouge », Venizelos, a su jeter un peu de poudre dans les yeux de notre ambassadeur. Il a toujours été ami de l'Entente en opposition au roi Constantin et à Théotokis. Son attitude actuelle a montré clairement ses tendances. Quant à M. Daneff il était entièrement orienté vers Pétersbourg. Que le comte Berchtold ait eu des tendances favorables à la Bulgarie, également lorsqu'elle se trouva en différend avec la Roumanie, est exact. Que nous l'ayons

fait « naturellement avec lui » est cependant complètement faux. C'est avec notre appui que le roi Carol eut la satisfaction de la paix de Bucarest. Que, en ce qui concerne la paix de Bucarest, en favorisant les vœux et les intérêts de la Roumanie qui était notre alliée, notre politique se soit séparée quelque peu de celle de Vienne, il est cependant certain que le cabinet austro-hongrois n'a pas cru — comme le prince Lichnowsky le prétend — qu' « il pouvait compter sur notre appui pour une revision du traité ». Que le marquis di San Giuliano nous ait mis en garde, déjà au cours de l'été 1913, contre le danger « d'être impliqué dans une guerre européenne » parce que alors l'Autriche avait « la pensée d'une expédition militaire contre la Serbie », m'est complètement inconnu. J'ai tout aussi peu connaissance que M. de Tschirsky, qui, par nature, avait une tendance au pessimisme, ait exposé au printemps 1914 que la guerre était proche. Au sujet des « événements importants » que le prince Lichnowsky soupçonne à ce moment-là je me suis trouvé dans la même ignorance que lui-même. Des événements comme la visite anglaise à Paris — la première de Sir Edward Grey sur le continent — ont dû être cependant connus de l'ambassadeur et nous lui avons communiqué l'arrangement naval secret russo-anglais — il est vrai qu'il n'y voulait pas croire.

Dans le cas Liman von Sanders nous avons fait à la Russie une concession importante en exceptant le commandement de la ville de Constantinople des attributions du général. J'admets que ce point de l'accord sur la mission militaire n'était pas opportun au point de vue politique.

Quand le prince Lichnowsky se vante d'avoir réussi à donner au traité colonial une forme répondant à nos

vœux, il ne faut point lui retirer ce mérite, mais il est bon de rappeler qu'il fallut, à plusieurs reprises, faire fortement pression sur lui, pour l'actionner à représenter avec plus d'insistance nos vœux.

Lorsque le prince Lichnowsky dit qu'il a obtenu l'autorisation pour la conclusion définitive du traité après avoir au préalable affirmé que « le traité était ainsi tombé » il y a là une contradiction dont il faut laisser l'explication au prince, mais, lorsque Lichnowsky prétend que nous avons fait traîner en longueur la publication du traité, parce que ce traité était un évident succès pour lui, il fait là une insinuation inouïe, qui ne peut s'expliquer que par sa conception toute personnelle des choses où tout tourne autour de lui. Le traité aurait manqué son effet pratique et moral — l'un de ses buts principaux était de créer une bonne atmosphère entre l'Angleterre et nous—si sa publication avait été saluée, dans notre presse anglophobe et dans notre parlement, par de violentes attaques contre la « perfide Albion ». Si l'on avait fait connaître en même temps l'accord dit de Windsor il n'est pas douteux, étant donné notre situation intérieure, que cela en eut fourni l'occasion. Les clameurs sur l'astuce de l'Angleterre qu'eût provoquée la contradiction entre les termes de l'accord de Windsor et ceux de notre traité n'auraient fait qu'augmenter, dans notre opinion publique, les doutes sur la bonne foi anglaise. C'est pourquoi, avec une prudence calculée, nous décidâmes de ne procéder à la publication qu'à un moment choisi, où la crainte d'une critique déplaisante ne serait pas aussi aiguë et, si possible en même temps que nous ferions connaître l'accord sur le chemin de fer de Bagdad qui était également sur le point d'être conclu. Le fait qu'entre l'Angleterre et nous, *deux* grands accords étaient survenus en eut certainement faci-

lité l'accueil et eut aidé à faire accepter la médiocrité de l'accord portugais. Ce fut la prudence sur l'effet de l'accord, dont nous espérions une amélioration de nos relations avec l'Angleterre et non point de nouveaux nuages, qui décida de notre action. Il est exact que — mais en seconde ligne — c'est également la considération des intérêts économiques que nous poursuivions dans les colonies portugaises et que nous étions sur le point d'atteindre, qui nous fit penser que faire connaître le traité rendrait leur obtention plus difficile.

Il est possible que le prince Lichnowsky n'ait pas été à même de se rendre compte, de Londres, de ces exigences ; il aurait dû cependant s'en rapporter à nous et nous laisser décider, au lieu de faire preuve de manque de compréhension en mettant en avant des suspicions et des questions de mobiles personnels. Pour nos arguments il aurait certainement trouvé compréhension auprès des hommes d'Etat anglais.

Les discours de l'ambassadeur provoquèrent chez nous, en Allemagne, beaucoup de scandale. Il était nécessaire, pour la création d'une meilleure atmosphère, dans laquelle le rapprochement cherché pouvait seul être atteint qu'il se développât, dans notre opinion publique, une confiance dans notre politique anglaise et dans notre représentant à Londres.

Le prince Lichnowsky, si accessible aux impressions de l'opinion publique, n'a pas assez tenu compte de cet élément, car il ne voyait tout qu'à travers ses lunettes londoniennes. Les plaintes contre l'attitude du ministère sont si inconsistantes qu'il n'y a pas à s'y arrêter. Je voudrais seulement établir que le prince Lichnowsky n'a pas été laissé dans l'ignorance des faits importants, autant qu'ils concernaient sa mission. J'ai au contraire,

en général, orienté beaucoup plus minutieusement l'ambassadeur qu'il n'était, auparavant, coutume. Mes propres expériences, comme ambassadeur, m'y avaient amené. Mais il y avait, chez Lichnowsky, la tendance de s'en rapporter davantage à ses impressions et à ses jugements personnels qu'aux communications et aux avis du département. Je n'avais pas évidemment toujours l'occasion ou le droit de lui communiquer les sources de nos nouvelles. Il y a là des précautions tout à fait précises à prendre, en particulier le souci de ne pas compromettre nos sources d'information. Le mémoire du prince est la meilleure justification de la prudence observée dans ce sens.

Il n'est pas exact qu'au ministère les rapports d'après lesquels l'Angleterre soutiendrait la France, en toutes circonstances, n'aient pas trouvé créance.

A Konopitsch (visite de S. M. l'empereur chez l'archiduc héritier) il n'a pas été établi de plan d'une politique active contre la Serbie. L'archiduc François-Ferdinand n'était pas du tout le représentant d'une politique conduisant à la guerre, bien qu'on l'ait souvent représenté comme tel. Pendant la conférence de Londres, il a prêché la modération et conseillé d'éviter la guerre. L' « optimisme » du prince Lichnowsky était peu justifié, comme il a dû s'en persuader lui-même depuis, par les révélations du procès Soukhomlinof. De même le traité naval secret russo-anglais (dont, comme je l'ai dit, connaissance lui avait été donnée) aurait dû le rendre plus sceptique. La défiance du chancelier et du sous-secrétaire d'Etat était malheureusement fondée. Comment peut-on concilier l'assurance que nous, nous appuyant sur le rapport du comte Pourtalès, « que la Russie ne bougerait en aucun cas », ayons pensé à la possibilité d'une guerre.

D'ailleurs à mon souvenir, le comte Pourtalès ne nous a jamais fait pareil rapport. Que l'Autriche-Hongrie ait voulu arrêter les provocations constantes, soutenues par la Russie (M. de Hartwig), qui ont atteint leur point culminant avec l'attentat de Serajevo, nous devons le reconnaître comme justifié. Malgré tous les accords et tous les efforts pour éloigner le conflit menaçant, la Russie n'a pas abandonné sa politique, qui tendait à écarter complètement l'influence autrichienne (et naturellement aussi la nôtre) dans les Balkans. Les agents russes, inspirés par Pétersbourg, conspiraient plus avant. Il s'agissait d'une question de prestige et d'existence pour la monarchie danubienne. Ou bien il lui fallait rentrer les voiles devant les agissements russo-serbes ou bien offrir un *quos ego*, même au risque d'une guerre. Nous ne pouvions pas laisser nos alliés en plan. Si l'on voulait excepter l'*ultima ratio* de la guerre, il n'était pas nécessaire de conclure l'alliance. Il était d'autre part évident que les armements russes (par exemple la construction des chemins de fer et des forteresses en Pologne) pour lesquels la France revancharde avait prêté l'argent et qui, dans quelques années devaient être terminés, étaient principalement dirigés contre nous. Mais malgré tout, malgré les tendances agressives, de jour en jour plus claires, de la politique russe, la pensée d'une guerre préventive est restée loin de nous. Nous nous sommes décidés à la déclaration de guerre à la Russie uniquement en raison de la mobilisation russe et pour nous défendre d'une invasion russe. Je n'ai pas sous la main ma correspondance épistolaire avec le prince — il s'agit de lettres privées — Lichnowsky plaidait pour l'abandon de l'Autriche. Je répondis, autant que je m'en souviens, que nous ne pouvions — en dehors même des obligations de l'Alliance —

sacrifier nos alliés pour l'incertaine amitié de l'Angleterre. Si nous avions abandonné les seuls alliés sur lesquels nous pouvions compter, nous nous serions plus tard trouvés entièrement isolés en face de l'Entente. Que « la Russie était devenue toujours plus hostile à l'Allemagne » et qu'en conséquence « nous devions risquer la guerre », cela j'ai sans doute pu l'écrire. Il est, d'autre part, possible que, pour raffermir un peu les nerfs de Lichnowsky, et pour l'empêcher d'exposer à Londres ses idées, je lui ai écrit que cela ferait quelque « tintamarre » (1) et que « plus nous tiendrions fermement aux côtés de l'Autriche plus facilement la Russie céderait ». J'ai déjà dit que notre politique ne reposait pas sur de prétendus rapports qui excluaient la guerre. Je croyais alors la guerre encore évitable, mais j'étais, comme nous tous, parfaitement conscient du grave danger.

Nous ne pouvions pas accepter le projet anglais d'une conférence d'ambassadeurs car elle aurait, sans aucun doute, conduit à une sévère défaite diplomatique. l'Italie en effet était également serbophile et, en raison de ses intérêts balkaniques, était plutôt contre l'Autriche. L' « intimité des relations russo-italiennes » est admise par le prince Lichnowsky lui-même. La meilleure et la seule solution était une localisation du conflit et un arrangement entre Vienne et Pétersbourg. Nous avons travaillé à cela avec toute notre énergie. Que nous ayons voulu la guerre est une affirmation inouïe, qui est démentie par les télégrammes de S. M. au tsar et au roi George, publiés dans le Libre Blanc, ainsi que dans les instructions envoyées par nous à Vienne — mais le prince Lichnowsky ne nous parle que « des télégrammes presque humbles du tsar ! ». La

(1) *Gepolter.*

caricature la plus étonnante des faits est fournie par la phrase suivante : « Lorsqu'enfin le comte Berchtold se décida à céder, nous répondîmes à la mobilisation russe, après que la Russie eut en vain négocié et attendu toute une semaine, par l'ultimatum et la déclaration de guerre.

Devions-nous donc attendre jusqu'à ce que l'armée russe, mobilisée, eût envahi nos frontières ? La lecture du compte-rendu du procès Soukhomlinof aura probablement donné au prince Lichnowsky lui-même le sentiment : *Oh si tacuisses* (1). Le 5 juillet j'étais absent de Berlin, La prétention que peu après, je me rendis à Vienne, pour causer de tout cela avec le comte Berchtold, est fausse. Je revins le 6 juillet à Berlin de mon voyage de noces et je n'en ai pas bougé jusqu'au 15 août, c'est-à-dire jusqu'au départ du Grand Quartier Général. Comme secrétaire d'Etat, je ne me suis rendu, avant la guerre, à Vienne qu'une seule fois, au printemps 1913.

Au sujet de la dépêche embrouillée que le prince Lichnowsky envoya le 1er août, — je n'en ai pas le texte sous les yeux — il glisse en la qualifiant de « malentendu » et semble nous faire un reproche que la nouvelle ait servi à Berlin, sans avoir attendu la conversation (2) de base à une action à conséquence étendue. Le sort de la guerre avec l'Angleterre dépendait de minutes. Dès que la dépêche fut arrivée, la décision fut prise que, à la onzième heure, encore une démarche serait tentée pour empêcher la guerre avec la France et l'Angleterre. S. M. envoya le télégramme connu au roi George ; le contenu de la dépêche de Lichnowsky ne pouvait être autrement interprété que nous le fîmes.

En fait, l'exposé du prince Lichnowsky présente une

(1) « Oh, si je m'étais tu ! »

(2) Qu'il devait avoir avec Sir Edward Grey.

telle collection d'erreurs et de faussetés qu'il n'est pas étonnant si ces conclusions sont complètement erronées. Il est complètement grotesque de nous reprocher d'avoir, le 30 juillet, sur la seule mobilisation de la Russie, envoyé un ultimatum à Pétersbourg et, le 31 juillet, d'avoir déclaré la guerre aux Russes bien que le tsar ait donné le gage de sa parole d'honneur, qu'aussi longtemps que l'on négocierait, il ne laisserait aucun homme marcher de l'avant et que nous ayons ainsi ruiné de propos délibéré toute possibilité de paix.

En conclusion il semble presque s'identifier avec le point de vue de nos ennemis. Quand l'ambassadeur nous accuse d'avoir identifié notre politique avec « celle des Turcs et des Austro-Magyars » et d'avoir « épousé les points de vue de Vienne et de Buda-Pest » on peut lui répondre facilement qu'il n'a vu les choses qu'à travers ses lunettes londoniennes et uniquement sous l'angle du rapprochement avec l'Angleterre à tout prix qui était son but. Il semble avoir également complètement oublié que l'Entente fut beaucoup plus conclue contre nous que contre l'Autriche. J'ai, moi aussi, poursuivi une politique qui tendait à un accord avec l'Angleterre, car j'avais dans l'idée que c'était là le seul moyen de sortir de la situation défavorable qu'apportait la distribution inégale des forces et la faiblesse de la Triplice. Mais la Russie et lá France poussaient à la guerre. Notre traité avec l'Autriche nous imposait des devoirs et nous étions également menacés, dans notre position de grande puissance, — *hic rhodus, hic salta.* Mais l'Angleterre, qui n'était pas liée de la même façon avec la Russie, qui avait obtenu de nous des assurances étendues sur le ménagement de la France et de la Belgique, mit la main à l'épée.

Je ne veux en aucune façon faire mienne l'opinion, tant

répandue aujourd'hui chez nous, que l'Angleterre a posé les mines pour faire éclater la guerre. Au contraire je crois à l'amour de la paix de Sir Edward Grey et à son vœu sérieux d'arriver à un arrangement avec nous, mais il s'était trop profondément laissé prendre aux filets de la politique franco-russe. Il ne trouva pas le moyen d'en sortir et il n'a pas — ce qu'il aurait pu — empêché la guerre européenne. La guerre n'était pas populaire non plus dans le peuple anglais ; la Belgique a dû servir de champ de bataille. Des mariages politiques à la vie et à la mort sont, comme le dit le prince Lichnowsky, impossibles dans les liens internationaux ; mais l'isolement, dans la situation actuelle des choses en Europe, l'est également. L'histoire européenne consiste en coalitions qui ont conduit, les unes à empêcher des guerres d'éclater, et les autres à des chocs puissants. Abandonner et terminer de vieilles relations, qui ne répondent plus à toutes les nécessités, n'est à conseiller que lorsque de nouvelles constellations sont à portée. C'est à cela que tendait la politique de rapprochement avec l'Angleterre. Aussi longtemps qu'elle n'offrait pas de garanties de tout repos, nous ne pouvions pas abandonner les vieilles assurances — avec leurs devoirs.

La politique marocaine avait conduit à une défaite politique. Dans la crise bosniaque cela avait été heureusement évité, de même qu'à la Conférence de Londres. Une nouvelle diminution de notre prestige n'était pas supportable pour notre position européenne et mondiale. Le crédit des Etats, leurs succès politique et économique reposent sur le prestige dont ils jouissent dans le monde.

Les attaques personnelles du mémoire du prince — les soupçons et les outrages inouïs contre certains — se jugent d'eux-mêmes. Le soupçon toujours renouvelé que tout cela n'est survenu que parce qu'on refusait de re-

connaître ses succès à lui, Lichnowsky, montre l'amour-propre déçu, les espérances trompées de succès personnels, et fait une impression pénible.

Pour terminer que l'on se souvienne de ce mémoire du prince de Bismarck en 1879, qui est cité par Hermann Oncken dans son livre *La vieille et la nouvelle Europe Centrale,* mémoire de Bismarck dont se dégage cette pensée que l'Empire d'Allemagne ne devait jamais laisser les choses conduire à ce point que sur le continent européen, entre la Russie et la France, elle se trouvât isolée, près d'une Autriche-Hongrie abattue et laissée en plan par l'Allemagne.

JAGOW.

Un article du Temps (29 mars 1918). Jagow contre Lichnowsky.

Le gouvernement allemand semble décidément gêné par les révélations du prince Lichnowsky. Le 16 mars, le vice-chancelier de l'empire a prononcé un discours pour les réfuter, et le sous-secrétaire d'Etat von Stumm y a ajouté des explications. Il faut croire que ces deux réponses n'ont pas semblé suffisantes, car M. von Jagow, ex-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a été chargé d'en rédiger une troisième. Tant de plaidoyers n'indiquent pas une conscience bien tranquille. Quel gouvernement fut jamais réduit, en pleine guerre, en pleine offensive, à instituer une pareille polémique contre un de ses propres ambassadeurs ?

La réponse de M. von Jagow, « communiquée semi-officieusement » aux journaux, a paru dimanche dernier à Berlin. Tant qu'elle ne fait que contredire le mémoire Lichnowsky, elle est peu convaincante. M. von Jagow

estime sans doute, conformément aux principes de l'art militaire, que la meilleure manière de se défendre consiste à attaquer. Il crible de sarcasmes le prince Lichnowsky « qui voulait toujours être plus malin que le ministère des Affaires étrangères ». Cette querelle personnelle est d'un médiocre intérêt, au milieu de si grands événements, et les arguments de M. von Jagow ne gagnent rien à être présentés avec tant d'aigreur. De deux choses l'une, d'ailleurs : ou bien l'ambassadeur d'Allemagne à Londres était vraiment « plus malin que le ministère » — et M. von Jagow, qui dirigeait alors le ministère, n'est pas qualifié pour en remontrer à l'ancien ambassadeur ; ou bien le prince Lichnowsky était vraiment à Londres le diplomate maladroit que décrit M. von Jagow — et, en ce cas, M. von Jagow est inexcusable d'avoir laissé un tel poste entre les mains d'un tel homme.

Mais l'ancien secrétaire d'Etat n'a pas pu rester, jusqu'au bout de sa réponse, dans le domaine purement négatif des critiques et des contradictions. Inconsciemment peut-être, il a apporté à son tour quelques appréciations nouvelles. Là, il devient fort intéressant.

Un détail, d'abord. M. von Jagow soutient que le gouvernement allemand possédait, sur les affaires d'Angleterre, des renseignements plus sûrs que ceux de son ambassadeur à Londres. D'où lui venaient ces renseignements ? On ne le disait pas à l'ambassadeur : « A la vérité, écrit M. von Jagow, je n'avais pas toujours l'occasion ni le droit d'indiquer les sources de nos nouvelles. Il y avait pour cela des raisons tout à fait précises, et en particulier le souci de ne pas compromettre nos sources ». Il existait donc en Angleterre, avant la guerre, un service allemand d'informations qui correspondait directement avec la Wilhelmstrasse sans passer par l'ambassadeur

d'Allemagne, et sans même que ce représentant officiel de l'empire en connût l'organisation. Ne serait-ce pas M. de Kuhlmann, alors conseiller d'ambassade à Londres, qui était le chef, ou tout au moins le confident des informateurs secrets ? La question n'a pas seulement une importance rétrospective. On aimerait à savoir si le personnage qui signe en ce moment des traités au nom de l'Allemagne a vraiment fait sa carrière en tenant une officine d'espionnage.

Le prince Lichnowsky reproche au gouvernement allemand d'avoir refusé, à la fin de juillet 1914, la conférence d'ambassadeurs que proposait sir Edward Grey. On se rappelle l'explication que le Livre blanc allemand a donnée de ce refus : « Nous ne pouvions citer l'Autriche, dans son différend avec la Serbie, devant un tribunal européen ». Ce serait donc pour respecter la dignité de l'Autriche — motif altruiste — que l'Allemagne aurait repoussé le projet salutaire de sir Edward Grey. Mais M. von Jagow, oubliant qu'il était secrétaire d'Etat quand le Livre blanc a paru, vient de démentir sans façons cette légende. Il expose la vraie raison du refus allemand : « Nous ne pouvions pas accepter le projet anglais d'une conférence d'ambassadeurs, car elle nous aurait conduits sans aucun doute à une sérieuse défaite diplomatique. En effet, l'Italie aussi était favorable aux Serbes, et avec ses intérêts balkaniques elle était plutôt contre l'Autriche ». L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont donc fait la guerre, de l'aveu même de M. von Jagow, pour obtenir ce que la diplomatie ne pouvait pas leur donner, pour atteindre des buts que leur propre alliée, l'Italie, ne pouvait pas admettre. Et le gouvernement allemand, dont M. von Jagow était un des principaux membres, a osé prétendre qu'il faisait une guerre défensive !

L'assassinat de Serajevo a été le premier prétexte du conflit. A propos de ce sujet toujours mystérieux, M. von Jagow ajoute quelques paroles étranges à celles qu'on a déjà lues dans le mémoire Lichnowsky.

On se rappelle le récit du prince Lichnowsky. Il était allé rejoindre Guillaume II à bord du yacht impérial *Meteor*, et c'est alors que survint la nouvelle de l'attentat :

« Sa Majesté déplora que ses efforts pour gagner le haut personnage (l'archiduc héritier) à ses idées fussent ainsi devenus vains. Je ne puis savoir si le programme, d'une politique active contre la Serbie avait déjà été arrêté à Konopischt.

« Comme je n'étais pas renseigné sur les intentions et les incidents de Vienne, je n'attachai pas à l'événement une importance très étendue. Je ne pus que constater, plus tard, que chez des aristocrates autrichiens, une sensation de soulagement l'emporta sur tous les autres sentiments. »

Ce « soulagement » causé par l'assassinat de l'archiduc est une chose singulière. Que s'était-il donc passé à Konopischt, pendant la dernière entrevue de Guillaume II et de François-Ferdinand ? M. von Jagow soulève un coin du voile :

A Konopischt — visite de S. M. l'empereur chez l'archiduc héritier — on n'a arrêté aucun plan d'une politique active contre la Serbie. D'ailleurs l'archiduc François-Ferdinand n'était pas, comme on l'a dit souvent, le partisan d'une politique conduisant à la guerre.

Mais alors, quelles étaient ces idées auxquelles Guillaume II s'efforçait de gagner l'archiduc ? Si François-Ferdinand ne voulait pas la guerre, que voulait donc l'empereur allemand ?

Le prince Lichnowsky, dans son mémoire, explique que l'Allemagne aurait eu intérêt à ne pas rester liée à l'Au-

triche. M. von Jagow, chose remarquable, ne dit point le contraire. Il trouve seulement que l'heure n'était pas venue de renoncer à l'alliance nouée par Bismarck : « Il n'est recommandable de relâcher ou de rompre d'anciens liens, qui ne répondent plus à toutes les conditions, qu'au moment où de nouveaux groupements peuvent être réalisés. C'est ce but que visait la politique de rapprochement avec l'Angleterre. Tant qu'elle ne nous fournissait pas des garanties sûres, nous ne pouvions abandonner les anciennes sauvegardes, ni les engagements qu'elles comportaient ». Ainsi, au moment où la guerre a éclaté, le gouvernement de Berlin envisageait la possibilité d'abandonner l'Autriche, dès qu'il se croirait sûr de l'Angleterre. Alors, quel scrupule pouvait-il avoir à jeter l'Autriche contre la Russie, comme un brûlot sacrifié d'avance ? Et si l'archiduc-héritier refusait de jouer ce rôle, par quelle troublante coïncidence a-t-il disparu quelques semaines avant le conflit ? Et si des « aristocrates autrichiens » s'enthousiasmaient à l'idée d'attaquer la Russie pour le compte de l'Allemagne, dans quelle conspiration mystérieuse trempaient-ils, pour que l'assassinat de l'archiduc leur apparût comme un soulagement ?

Notes complémentaires.

A l'article du *Temps* qui pose de si graves questions au gouvernement allemand et à M. de Jagow, nous ajouterons quelques remarques touchant d'autres points du mémoire justificatif de l'ancien ministre des Affaires étrangères.

Notons tout d'abord l'explication embarrassée qu'il tente de donner de la non-signature de l'accord anglo-allemand sur les colonies portugaises. D'après lui la presse

allemande anglophobe aurait attaqué la « perfide Albion » si l'on avait publié en même temps l'accord de Windsor, par lequel le Portugal et l'Angleterre se garantissaient mutuellement leurs possessions, et l'accord anglo-allemand par lequel l'Angleterre reconnaissait à l'Allemagne des zones exclusives d'influence dans la moitié des colonies portugaises. Quelle contradiction y avait-il donc entre ces deux actes diplomatiques qui pût provoquer les clameurs de l'opinion publique allemande ?

Le gouvernement allemand avait donc peur d'une presse, dont la servilité a été démontrée de lamentable façon ? A qui fera-t-on croire cela ? M. de Jagow ose écrire que le traité sur les colonies portugaises était médiocre. L'Allemagne aurait sans doute voulu la totalité des colonies portugaises, non pas seulement comme zone économique à elle réservée, mais en toute possession. C'est en cela que l'accord de Windsor aurait déplu à la chatouilleuse presse allemande.

Quelle pitoyable explication que celle de la « prudence calculée » attendant l'heure « où la crainte d'une critique déplaisante serait moins aiguë ». Nous avons dit plus haut ce qu'il fallait penser de la tactique allemande, évitant les accords pour entretenir dans le peuple, qu'on allait conduire à la guerre, « fraîche et joyeuse », l'illusion de l'encerclement et de la menace extérieure. Nous trouvons cette même conclusion sous la plume de M. Jacques Bainville, observateur averti de la politique européenne, dans l'*Action Française* du 6 avril 1918 :

C'était une opération malaisée que d'introduire dans la guerre une Europe aussi pacifique que celle d'alors. L'Allemagne s'y est appliquée avec une volonté et une astuce infernale. L'Europe, depuis six années, avait tout accepté plutôt que de courir le risque de l'immense conflit. Elle avait reconnu

l'annexion de la Bosnie, elle avait accordé la démonstration navale contre le Monténégro. Elle avait montré de toutes les manières (témoin la conférence de Londres), son désir de résoudre à l'amiable les difficultés balkaniques. L'envoi de la mission Liman de Sanders à Constantinople était une provocation : l'affaire, grâce à la bonne volonté de l'Entente, avait été arrangée. Il y a mieux : en 1914, on causait avec l'Allemagne, on causait de tout, de l'Afrique, de l'Asie. On croyait ainsi la satisfaire. Nullement : on l'exaspérait. Ce qu'elle cherchait, c'était une querelle, et chaque fois qu'un motif de querelle lui était enlevé, on accroissait son dépit.

Lorsque l'assassinat de Serajevo eut fourni le prétexte nécessaire, la guerre fut montée comme une entreprise de forbans.

M. de Jagow feint de ne pas comprendre le récit du prince Lichnowsky, qui dit que Berlin lui refusa l'autorisation de signer le traité sur les colonies portugaises et lui accorda ensuite cette autorisation. « Il y a là une contradiction dont il faut laisser l'explication au prince » dit-il, sur un ton de raillerie satisfaite. Or qu'on veuille bien relire le récit du prince. Depuis 1912 il travaille à ce traité, il aboutit et, au moment de signer, Berlin refuse, ne voulant pas accepter la publicité demandée par sir Edward Grey, sous prétexte que les clameurs de l'opinion publique allemande seraient désagréables aux Anglais et nuiraient aux bons rapports que l'on désirait établir et aussi — mais en seconde ligne, comme dit M. de Jagow — parce que l'Allemagne poursuivait en même temps des négociations secrètes avec le Portugal directement, pour tâcher d'en obtenir d'autres avantages supplémentaires. Ici nous saisissons sur le vif la duplicité de la politique allemande, avouée par M. de Jagow lui-même.

Ainsi donc, pendant que l'Angleterre négociait loyalement avec l'Allemagne, pour un partage en zones économiques des colonies portugaises, l'Allemagne cherchait

à obtenir du Portugal des concessions supplémentaires. Ces concessions supplémentaires ne pouvaient viser que la zone réservée à l'Angleterre. L'Allemagne tenait à faire traîner les choses jusqu'au moment où elle aurait en poche ces concessions. Alors, le traité une fois signé, l'Angleterre se serait trouvée dans cette situation d'avoir cédé la moitié à l'Allemagne tandis que sa propre moitié se trouverait grevée des hypothèques prises en secret par les Allemands. On n'est pas plus honnête ! L'Allemagne avait évidemment compté sans la parfaite loyauté portugaise qui, liée à l'Angleterre par une amitié dont les siècles avaient fait la preuve, dut avertir Londres de ce qui se tramait.

Le prince Lichnowsky raconte comment M. de Bethmann-Hollweg, dans la dernière entrevue qu'il eut avec lui, à la fin de juillet 1914, (le prince était à Kiel à bord du *Météor* le 28 juin, jour de l'assassinat de l'archiduc, il rentra immédiatement à Berlin *et vit le chancelier le* 29 juin. Le lendemain il partait pour son château de Silésie, y resta quelques jours, repassa par Berlin le 5 et arriva à Londres le 6 juillet 1914), l'autorisa verbalement à reprendre et à terminer la négociation sur les colonies portugaises avec l'Angleterre. Il s'agissait d'une simple signature, les protocoles étant paraphés depuis près d'un an. Le prince Lichnowsky, qui ne se doutait pas de ce qui se tramait, crut à la bonne foi de cette autorisation, et, dès son retour à Londres, rappelant au chancelier son autorisation, lui demanda l'envoi des pouvoirs officiels pour signer. Ces pouvoirs n'arrivèrent, malgré son insistance et celle du Dr Solf, ministre des Colonies allemandes, dont le prince avait sollicité l'intervention, que dans les derniers jours de juillet, alors que la guerre n'était plus qu'une question d'heures.

Nous n'imiterons point M. de Jagow dans la façon cavalière dont il traite ce sujet. Le récit du prince Lichnowsky nous fait entrevoir la manœuvre assez canaille de la Wilhelmstrasse. M. de Bethmann-Hollweg, qui connaît les dispositions de son seigneur et maître, et voit venir, dès le 29 juin, le conflit mondial, songe qu'il serait peut-être opportun d'endormir la méfiance de l'Angleterre. Faire dire par le prince Lichnowsky à Londres que l'Allemagne est maintenant prête à signer l'accord colonial avec sa clause de publicité de l'accord, quelle meilleure preuve des sentiments pacifiques et amicaux de l'Allemagne ? Berlin ne songe pas à la guerre puisqu'on s'y préoccupe d'arrangements amiables.

Et pourtant on n'envoie pas les pouvoirs. Pourquoi ? Parce que révéler au peuple allemand qu'un accord vient d'être signé avec l'Angleterre, ce serait détourner son attention de cette hantise d'encerclement et d'hostilité extérieure générale qui est le levier dont on compte se servir. Les pouvoirs n'arrivèrent que dans les derniers jours au moment de la manœuvre suprême pour chloroformer l'Angleterre.

Voilà les subtilités de la diplomatie allemande.

M. de Jagow ne ment pas quand il dit que le prince Lichnowsky se trompe en attribuant à une jalousie de ses succès, l'échec de ses tentatives d'accord avec l'Angleterre. Le jeu de Berlin dépassait de beaucoup la personne du prince. Il était le gracieux paravent derrière lequel on préparait le drame. On l'avait choisi pour Londres à bon escient, certain que son affabilité et sa droiture, autant que son amitié sincère pour l'Angleterre laisseraient croire aux Anglais que la politique allemande était réellement celle de son représentant officiel. C'est pour cela qu'on l'a envoyé et maintenu à Londres.

Nous ne nous attarderons pas à discuter les théories de M. de Jagow quant à l'ensemble du problème européen. C'est un sujet illimité. Nous resterons dans le domaine des faits.

M. DE JAGOW N'OSE PAS, SOUS SA SIGNATURE, DÉMENTIR LE CONSEIL DE POSTDAM DU 5 JUILLET 1914. Il se borne à dire : Le 5 juillet, j'étais absent de Berlin ! Cette défaite est capitale. Toutes les dissertations sur la politique panslaviste de la grande Catherine et la « fenêtre de Pétrograd sur la Baltique » sont des phrases de manuel de Realschule, de la littérature pour M. Rohrbach et la *Gazette des Ardennes*. Le procès des origines de la guerre doit rester sur le terrain de faits précis. L'Autriche a-t-elle ou n'a-t-elle pas reçu, le 5 juillet, le plein consentement de l'empereur d'Allemagne à sa politique agressive contre la Serbie ?

Le prince Lichnowsky a parlé et M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères de l'époque, se tait. Il se contente de décliner toute responsabilité personnelle en invoquant l'alibi de son voyage de noces. Si quelqu'un avait encore des doutes, la dérobade de M. de Jagow est concluante.

Le *Temps* a déjà relevé l'aveu de l'ancien ministre des Affaires étrangères quant aux raisons qui firent repousser par l'Allemagne le projet de conférence de sir Edward Grey : « Nous ne pouvions accepter une conférence parce que nous y aurions été battus ». Cette franchise contraste singulièrement avec le prétexte donné, à l'époque, par le même M. de Jagow et par son chef, le chancelier.

Le 27 juillet, M. de Jagow déclarait à sir Edward Goschen, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, que le projet de conférence équivaudrait à une cour d'arbitrage qui ne saurait être convoquée qu'à la requête de l'Autriche et de la Russie (Livre bleu anglais nº 43).

A M. Jules Cambon il tenait le même langage, le même jour (Livre jaune nº 74).

Sir Edward Grey répond à sir Edward Goschen, immédiatement, que l'interprétation donnée par M. de Jagow au projet de conférence est complètement erronée. Il n'est pas question d'arbitrage, mais d'un examen privé et non protocolaire, afin de découvrir une base d'arrangement (Livre bleu anglais nº 67).

Sir Edward Grey ajoute, dans le télégramme suivant, qu'il laisse l'Allemagne entièrement libre de proposer elle-même le *modus operandi* (Livre bleu, nº 68).

M. de Schoen, le 28, dit à M. Bienvenu-Martin, que c'est l'Autriche qui refuse une médiation qui affecterait la forme d'un arbitrage ou d'une conférence (Livre jaune nº 78).

Or, le même jour, le comte Szogyeny, ambassadeur d'Autriche à Berlin télégraphie au comte Berchtold : « La proposition de médiation faite par l'Angleterre d'après laquelle l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et la France se réuniraient dans une conférence à Londres, a été rejetée *par l'Allemagne*, qui allègue qu'il lui est impossible de citer son alliée devant un tribunal européen dans son différend avec la Serbie » (Livre rouge austro-hongrois nº 35).

C'est la thèse du préambule du Livre blanc allemand : « Nous ne pouvions citer l'Autriche, dans son différend avec la Serbie, devant un tribunal européen ».

Aujourd'hui M. de Jagow abandonne ce prétexte de la dignité autrichienne, dont le gouvernement allemand a joué pendant toute la crise ; il avoue que, sachant d'avance qu'une conférence condamnerait la politique austro-allemande, il n'en a voulu à aucun prix. La conférence aurait exigé la paix. L'Allemagne voulait le triomphe de sa politique ou la guerre.

On s'en doutait bien, mais on est heureux d'en trouver la confirmation sous la signature de M. de Jagow. Toute la fameuse théorie de la susceptibilité autrichienne, qui interdisait à l'Allemagne d'agir sur Vienne, s'effondre.

M. de Jagow fait un autre aveu. Il écrit : « Je ne veux en aucune façon faire mienne l'opinion tant répandue aujourd'hui chez nous que l'Angleterre a posé les mines pour faire éclater la guerre. Au contraire je crois à l'amour de la paix de sir Edward Grey... »

M. de Jagow va-t-il à son tour, comme le prince Lichnowsky, être poursuivi pour haute trahison ? Sait-il bien qui il condamne quand il accuse ceux qui ont répandu cette opinion en Allemagne ?

C'est M. de Bethmann-Hollweg qui, le 2 décembre 1914, a déclaré : « La responsabilité profonde de la guerre retombe sur le gouvernement britannique ».

C'est M. de Bethmann-Hollweg qui, le 24 décembre 1914, envoyait, du Grand Quartier Général allemand, aux représentants diplomatiques d'Allemagne à l'étranger une circulaire où il disait :

« Quelle fut l'attitude de l'Angleterre ? Dans les entretiens diplomatiques elle fit semblant jusqu'à la dernière heure de participer au travail de médiation, mais en réalité ses actions avaient en vue une humiliation des deux nations tripliciennes. L'Angleterre fut la première des puissances à prendre des mesures militaires de grand style. »

C'est son successeur le chancelier Michaelis qui a déclaré, le 4 septembre 1917 : « l'Allemagne a été obligée d'entrer dans la plus dure des luttes... parce que le royaume insulaire de l'autre côté de la Manche estimait qu'il s'agissait de combattre pour l'hégémonie de l'Europe. Ainsi que sir Edward Grey l'a exprimé (?) l'Angle-

terre ne voulait pas que cette hégémonie, qu'elle croyait compromise, lui fut disputée ».

Et depuis quatre ans, sous la direction de la Wilhelmstrasse, la presse allemande n'a pas cessé de développer ce thème que M. de Jagow déclare aujourd'hui mensonger.

Le peuple allemand peut être fier de ses dirigeants.

Un article de Th. Wolff.

M. Theodor Wolff, rédacteur en chef du Berliner Tageblatt *consacre, dans le n° du* 25 *mars* 1918 *de ce journal, un article, que nous reproduisons ci-dessous* in-extenso, *aux révélations du prince Lichnowsky. Dans l'état actuel de l'Allemagne, où toute opinion libre est dans l'impossibilité de s'exprimer, l'article de M. Th. Wolff est, pour qui sait lire entre les lignes, d'un très vif intérêt. Il dit le maximum de ce que l'on peut dire si l'on ne tient essentiellement à aller en prison.*

Laissant de côté plusieurs autres études, le prince Lichnowsky rédigea, dans le courant de l'été, en 1916, un mémoire qu'il intitula : « Ma mission à Londres ». Benedetti, dont Ollivier et Grammont avaient voulu faire le bouc émissaire de leurs propres fautes, appelait son mémoire : « Ma mission en Prusse » sa justification.

Le prince Lichnowsky ne songeait pas à livrer son mémoire à la publicité ; tout au contraire il le destinait uniquement à quelques personnes qu'il connaissait individuellement. Il en fit faire cinq ou six exemplaires à la machine à écrire, en envoya un à Ballin, un autre à M. de Gwinner, un autre encore à moi-même. Chacune des personnes susnommées a conservé ce dangereux présent tout au fond de son secrétaire. Mais un quatrième exemplaire a glissé hors du droit chemin, est tombé entre des

mains auxquelles il n'avait pas été destiné, pour passer de ces mains en d'autres mains encore.

En créant ainsi, malgré lui, pour les notes qu'il avait prises, une possibilité de publicité, le prince Lichnowsky a-t-il commis un acte repréhensible ? Il est indubitablement coupable d'une imprudence très blâmable, mais les propos qui ont circulé çà et là, au sujet de l'application du paragraphe du Code, connu sous le nom de paragraphe Arnim, sont tout simplement ridicules. Prétend-on affirmer que des assertions, analogues à celles qui se trouvent dans le Mémoire, n'ont pas été prononcées verbalement par d'autres diplomates et par des personnes haut placées au milieu de cinq ou six amis ? Qu'il s'agisse d'assertions orales ou écrites, la différence n'est pas énorme. D'ailleurs, la voie par laquelle le manuscrit égaré du Mémoire s'est fait jour jusqu'à la publicité, constitue à elle seule tout un roman. Des romans analogues ou des êtres qui se croient obligés de soulager leur conscience et s'imaginent avoir, en dehors d'une mission à Londres, une mission tout autre encore, se déroulent actuellement chez tous les belligérants. Quelques années avant la guerre j'avais fait la connaissance de l'officier auquel le mémoire de Lichnowsky avait été remis « à titre de prêt » et qui en a communiqué la copie à des fonctionnaires de l'Etat et à des politiciens. Il appartient à une famille d'ancienne noblesse, a été dirigé et patronné par le chef d'état-major général de Moltke, et s'est occupé avec enthousiasme de doctrines théosophiques et de philosophie religieuse ; c'était une de ces figures chez qui une virilité foncière n'exclue pas un certain mysticisme rêveur et qui fait penser à celle d'Egidy, dont l'esprit plus clair avait su toutefois atteindre à une contemplation plus calme.

A la suite de pénibles expériences de guerre il fut pris

du désir de se dévouer entièrement à l'idée de paix, et s'abandonna à un pacifisme qui est, une fois pour toutes entièrement incompatible avec le port de l'uniforme.

Il vint me voir un soir, à une heure tardive, et, avec une grande agitation, me raconta qu'il avait fait reproduire le mémoire du prince Lichnowsky qu'on lui avait prêté — et qu'il l'avait envoyé, sans l'autorisation de l'auteur, aux « dirigeants ». Par aucun argument de raison et de logique il n'y eut moyen de lui faire entendre que son acte était insensé, illégal et pernicieux. — C'était un marquis de Posa, ou mieux encore un Horatius Coclès, qui, par amour de Rome ou de l'Humanité, se précipitait à l'abîme.

L'Humanité pouvait-elle être sauvée, même pour une fraction infime, pouvait-elle être préservée de nouvelles horreurs, du fait que l'on répandait jusque dans la rue, que l'on jetait à la foule le document rédigé par le prince Lichnowsky pour ses archives familiales et pour quelques témoins ? — L'opinion d'après laquelle il suffirait d'allumer partout les flambeaux de la vérité pour que descende heureusement sur nous la Paix bienfaisante, n'est qu'une illusion de rêveur, et, — ne fût-ce que par sa forme et sa rédaction — le mémoire de Lichnowsky n'était nullement fait pour orienter vers des chemins nouveaux une opinion publique attachée à des idées nettement arrêtées.

Il est indiscutable que, dans son désir de se défendre et d'expliquer le rôle qu'il a joué, l'ex-ambassadeur s'attarde avec trop de complaisance au souvenir des honneurs qu'il a récoltés à Londres et à Oxford. Il eût mieux fait de ne pas tomber dans le travers de certaines vieilles dames, qui étalent aux yeux de leurs enfants et petits-enfants tous les atours de leur jeunesse, afin de montrer quelles ont été jadis belles et désirées. En outre, comme il ne songeait pas à les publier, il n'a pas contrôlé avec

assez de soin maintes communications qui lui avaient été faites en passant et qu'il a utilisées. Par exemple, il lui eut été facile d'établir que le secrétaire d'Etat von Jagow, alors en voyage de noces, n'était pas à Vienne durant l'élaboration de l'ultimatum autrichien. Dans son attitude de défensive et la brûlante ardeur qu'il apporte à la défense de sa thèse il omet souvent de peser ses paroles avec toute la circonspection nécessaire. Il veut montrer qu'une politique faussement orientée a, selon lui, rendu la guerre inévitable, et il fait naître cette impression erronée de vouloir accuser les dirigeants officiels de l'Empire allemand d'avoir souhaité et provoqué à dessein la guerre mondiale.

Il est convaincu que la direction officielle de l'Empire a donné à l'alliance avec l'Autriche-Hongrie un sens incompatible avec le strict intérêt allemand, qu'elle a oublié toutes les prescriptions de Bismarck, et qu'elle s'est mise trop complaisamment au service des aspirations et des requêtes de Vienne. Mais là aussi il dépasse souvent son but par ses expressions et ses déductions trop tranchantes.

Sans se laisser influencer par le tam-tam pangermaniste ou de vaines et creuses formules, on peut croire avec lui que Grey et Asquith se sont loyalement efforcés de maintenir la paix aussi longtemps que l'équilibre européen n'a pas paru compromis en faveur de l'Allemagne et que celle-ci ne se trouvait pas encore en guerre avec la France et la Russie.

Immédiatement avant la guerre, le comte Reventlow lui-même, dans son livre *La politique de l'Allemagne* avait exprimé la même opinion ; ce n'est que dans la seconde édition, qui dès le début de la guerre remplaça la

première rapidement enlevée, qu'il la retira avec une courageuse sincérité.

Mais il échappe au coup d'œil du prince Lichnowsky que durant les années qui ont précédé la guerre, Grey n'a rien ou à peu près rien fait pour mettre au pas le nationalisme français qui avait de nouveau relevé la tête après cette malencontreuse affaire du Maroc : nationalisme qui, conformément à l'éternel principe d'action et de réaction, a servi de nouveau stimulant au mouvement pangermaniste. Par cette politique du laisser-faire, et en péchant ainsi par omission, Grey, lui aussi s'est rendu coupable.

Ainsi, le mémoire de Lichnowsky, qui d'ailleurs ne cite et ne connaît qu'une partie seulement des événements, ne constitue pas un document capable de les apprécier impartialement et ayant l'autorité nécessaire pour séparer magistralement l'ombre d'avec la lumière. Il contient trop d'éléments qui, envisagés sous leur aspect individuel, laissaient le champ libre à l'esprit malicieux des foudres de guerre de la plume ; trop également qui invitaient à la riposte une critique habile.

Cependant il n'est sans doute pas urgent de s'associer de toute la force de ses poumons au tolle général et par trop dépourvu d'objectivité, qui, toute une semaine, s'est élevé contre le prince Lichnowsky. Je ne vois pas qu'il y ait lieu de prendre part à cette danse autour de l'échafaud.

S'il se trouve dans ce mémoire bien des passages qu'il eût mieux valu ne pas écrire, il en est aussi maint autre qui ne se laissent pas supprimer uniquement par des bons mots ou des injures.

Que ce document, de caractère éminemment personnel, eût du rester loin de la place publique surtout au cours de la guerre, n'empêche pas qu'il puisse donner lieu en maint endroit, pour les critiques sérieux en manière poli-

tique, — si tant est qu'il en existe, — à quelques réflexions et à quelques examens silencieux.

Les orateurs du Reichstag — peut-être parce qu'ils y voyaient une nécessité politique — dans la critique qu'ils ont faite du mémoire, s'en sont tenus, si je puis dire, aux généralités et ont attaché de l'importance le plus possible aux mots un peu gros.

Il n'eut été en rien nuisible qu'ils se trouvassent sur place avec le même esprit de décision et la même rapidité lorsque, en juillet 1914, le ciel devenait chaque jour plus noir et menaçant à l'horizon. Il restera à tout jamais regrettable, qu'à cette époque le Reichstag ne se soit pas senti le besoin de se réunir et de contrôler de près les événements. Aussi maintenant lui faut-il à tout propos s'occuper de quelque vétille relative à ce moment-là : tantôt de la dépêche concernant Toul et Verdun, tantôt des révélations de Lichnowsky ; et dans ses jugements, il manque chaque fois d'information personnelle.

Si le prince Lichnowsky n'avait pas pour l'Angleterre cette prédilection, qui chez lui domine tout, beaucoup de ses vues seraient sans doute faites pour plaire précisément aux conservateurs.

Il ne croit pas que la politique navale de von Tirpitz eût fait obstable à une entente, et, contrairement aux accusateurs étrangers, ne parle ni de militarisme ni de parti de la guerre. C'est en M. de Bethmann-Hollweg et dans les gens du ministère des Affaires étrangères qu'il voit les seuls auteurs d'une politique erronée.

Facilement gagnée, par les prévenances d'un chancelier, en matière de politique intérieure, la gauche se sent le devoir de se placer en une barrière protectrice soit devant, soit derrière la politique étrangère dont M. de Bethmann a porté la responsabilité jusqu'au déclanchement de la

guerre. C'est ainsi que sous le règne Caprivi elle a couvert de ses ailes angéliques la dénonciation du contrat de contre-assurance russo-allemand. Tout cela est certainement très louable. Seulement il n'est pas nécessaire d'envoyer immédiatement au bûcher tous ceux qui ont une opinion différente ; on pourrait s'en tenir au supplice de la roue, comme il est dit dans les « Brigands ».

— Mais voici que l'ancien secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, M. de Jagow, vient de publier une réponse au mémoire de Lichnowsky. Puisqu'il en est ainsi, de tels débats n'ont, pour le moins, rien de nuisible ; et il faut même espérer, que cette joute des esprits épurera l'atmosphère en fin de compte. Toutefois, en passant, je me permettrai d'attirer l'attention de M. de Jagow, sur une erreur, ou sur une expression entachée d'erreur, qui reparaît à deux fois, dans sa réponse.

M. de Jagow écrit : « Nous lui (à M. de Lichnowsky) avons donné communication de l'accord naval secret anglo-russe » — et plus loin « L'accord naval secret anglo-russe, lui aussi, aurait dû le rendre plus sceptique ».

La veille encore, le samedi, on lisait dans un article de la *Nordeutsche Allgemeine Zeitung* également dirigé contre Lichnowsky : « Des négociations avec la Russie relativement à un accord naval étaient en suspens : et il est caractéristique que le prince les passe sous silence ».

Apparemment il n'y a pas eu, en fait, d'accord anglo-russe, bien que des historiens pressés parlent de traité sans plus ample informé ; il n'y a eu qu'une proposition russe et tout au plus peut-on dire qu'il y a eu des négociations en suspens. M. de Jagow fait ressortir, lui aussi, qu'il croit que Sir E. Grey était animé d'un véritable amour de la paix et du profond désir d'arriver à un accord avec nous ; il dit seulement que Sir E. Grey s'est trop embarrassé

dans les rêts de la politique franco-russe. Mais lorsqu'il fait remarquer qu'il n'est « pas exact qu'au ministère les rapports indiquant que l'Angleterre protégerait la France dans n'importe quelle circonstance ne trouvaient aucune créance » il est en contradiction avec les rapports bien connus de l'ambassadeur anglais d'alors, Goschen, lesquels décrivent la surprise et l'effarement de M. de Bethmann-Hollweg et de M. de Jagow en apprenant la déclaration de guerre de l'Angleterre.

Néanmoins tout ceci constitue une série de documents de valeur qu'il faut réserver pour des temps futurs et plus paisibles. Dans quelle mesure l'heure présente est peu propre à éclaircir l'histoire des préliminaires c'est ce que vient de nous montrer une fois de plus la publication du mémoire de Lichnowsky : mémoire auquel seul le mysticisme d'un rêveur pouvait attribuer des vertus miraculeuses. Le comte de Hohenstauffen que le jeune Heinrich von Offerdingen, de Novalis, découvre, vivant en ermite dans une caverne, lui dit : que « seuls les hommes pieux devraient pouvoir écrire l'Histoire. Le récit n'en sera pas sombre et gris ; un rayon tombant de la voûte y montrera au contraire les événements sous le jour le plus vrai et le plus beau et le Saint-Esprit planera sur ces flots qu'anime un étrange mouvement ».

Mais maintenant ce sont les événements du présent qui doivent fixer notre attention ; c'est aussi la question de savoir si, par de nouvelles fautes politiques, il ne nous est pas, à nous et aux générations futures, préparé un avenir très incertain et hérissé de dangers. En attendant nous laissons volontiers aux gens pieux et vieux qui s'entendent à montrer toute chose « sous le jour le plus vrai et le plus beau » le soin d'écrire l'Histoire.

Quelques notes en marge du mémoire du prince Lichnowsky et de la lettre du Dr Muehlon.

La matière fournie tant par le mémoire du prince Lichnowsky que par la lettre du Dr Muehlon (1) est si riche qu'on pourrait démesurément poursuivre cette étude des deux documents. La nécessité de faire connaître, sans plus tarder, le texte complet nous oblige à abréger les commentaires. Nous ne pouvons pas cependant ne pas attirer, dès maintenant, l'attention sur certains points.

Sur la question du Conseil de Potsdam du 5 juillet 1914 nous ferons remarquer que dans le fascicule nº 9 des *Etudes de la Guerre*, nous avions traité ce sujet, sans connaître à ce moment-là ni le mémoire du prince Lichnowsky, ni la lettre du Dr Muehlon. Combien plus écrasante devient aujourd'hui la démonstration. Des témoins qui s'ignorèrent les uns les autres apportent tous la même précision et le gouvernement allemand voudrait nous faire croire qu'ils sont tous fous ou doués d'une imagination excessive !

L'ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople rapporte la conversation qu'il a eue avec M. de Wangenheim, ambassadeur d'Allemagne. Celui-ci lui a révélé qu'au conseil de Potsdam on avait mandé les grands dirigeants de l'industrie et de la finance allemandes pour leur permettre de prendre leurs dispositions en vue de l'éventualité de la guerre.

Le Dr Muehlon nous apporte aujourd'hui la confirmation que le Dr Helfferich, directeur de la *Deutsche Bank* et M. Krupp von Bohlen, directeur-propriétaire des usines Krupp furent du nombre de ces confidents. Le rapprochement des deux témoignages n'est-il pas frappant ?

(1) Publiée in-extenso dans le cahier 10 des *Etudes de la Guerre.*

Dans le mémoire du prince Lichnowsky il est dit que celui-ci, passant à Berlin avant de retourner à Londres, y apprit que l'Autriche avait l'intention de marcher contre la Serbie. Or le prince passe par Berlin le 5 JUILLET et arrive à Londres le 6. Ce n'est évidemment pas dans la rue, mais au ministère des Affaires Étrangères que le prince Lichnowsky apprit la chose. A la Wilhelmstrasse on savait ce qui se passait en ce moment-là à Potsdam, sans en connaître encore peut-être la solution définitive.

Dans la version du Dr Muehlon, d'après son souvenir des confidences d'Helfferich, des Autrichiens (sans autres précisions) seraient venus chez Guillaume II. Comme Guillaume II est parti le 6 pour la Norvège et n'est revenu que le 26, cette visite d'Autrichiens n'a pu avoir lieu que dans les cinq premiers jours de juillet. On remarque que le Dr Helfferich ne parle pas de la présence de ces Autrichiens à un Conseil de Potsdam. On sait d'autre part avec quel acharnement le gouvernement allemand fait, depuis un an, démentir le prétendu conseil *austro-allemand* de Potsdam, sans jamais démentir un conseil *purement allemand*.

Notre hypothèse était jusqu'ici que la démarche autrichienne, demandant l'appui de l'Allemagne dans la campagne que l'Autriche se proposait de faire contre la Serbie, avait été faite par écrit ou par le canal des ambassadeurs (Tschirschky à Vienne ou Sozgeny à Berlin) ; d'après la version d'Helfferich, l'Autriche aurait envoyé spécialement un ou deux délégués. Cela modifie la façon dont l'empereur fut pratiquement saisi de la question, mais cela ne change rien au fond du débat. Guillaume II fut, dans les premiers de juillet, officiellement averti, d'une façon ou d'une autre, peu importe en fait, du plan autrichien et, le 5 juillet, en plein accord avec son Etat-Major, il y donna son consentement.

Les deux conversations du Dr Muehlon avec Helfferich et M. Krupp von Bohlen nous donnent une indication de la plus haute importance sur l'état d'esprit de Guillaume II. Dès le 5 juillet l'empereur, comme pour s'affirmer à lui-même une force de caractère dont il se savait dépourvu, avait pris des résolutions martiales. Il s'était fixé une ligne de conduite dont il dut faire étalage devant ses auditeurs : le conflit austro-serbe n'intéressait que la Serbie et l'Autriche ; il ne permettait à personne de s'en mêler, et si la Russie avait l'audace, malgré cette interdiction de Guillaume II, de mobiliser pour intimider l'Autriche, alors l'Allemagne mobiliserait. Cette mobilisation-là ne serait pas diplomatique, elle aurait pour conséquence la guerre immédiate.

Et Guillaume II avait ajouté : et je ne changerai pas de décision !

Il faillit pourtant changer de décision quand son Etat-Major le mit au pied du mur, le 29 juillet au soir. Il eut peur, il hésita. Moltke et ses complices, auditeurs des paroles martiales du 5 juillet, eurent beau jeu pour ranimer cette flamme belliqueuse vacillante. Ils tenaient l'empereur par l'amour-propre et par son incommensurable vanité. Ils durent lui dépeindre une reculade possible sous les couleurs les plus déshonorantes, en lui affirmant d'autre part que la victoire militaire, mathématiquement certaine, serait le couronnement de son règne.

Le Dr Muehlon fournit quelques lumières sur un point jusqu'ici fort controversé, celui de la collaboration de l'Allemagne à la rédaction de l'ultimatum autrichien. Pour qui connaît les procédés de discussion et de raisonnement de la Wilhelmstrasse que nous caractérisions dans un de nos précédents numéros (Cahier 10, Le Mensonge de la lettre Edouard Pépin), il était évident que le

gouvernement allemand ne mentait pas *dans les mots* en déclarant qu'il n'avait pas connu le *texte* de l'ultimatum autrichien avant sa remise à Belgrade. Il disait la vérité à la manière de ceux dont Pascal a étudié la mentalité dans *Les Provinciales*. L'Autriche avait fait part à l'empereur du contenu probable de l'ultimatum. L'empereur avait donné connaissance à ceux qu'il convoqua à Potsdam le 5 juillet, de ce schéma. On l'avait approuvé en bloc, en laissant au gouvernement autrichien le soin de le mettre en œuvre. Puis on avait laissé aller les choses. Le gouvernement allemand n'avait pas demandé à participer à la rédaction du document. A quoi bon ? L'Autriche avait carte blanche et le rôle de l'Allemagne était d'être le garde du corps de l'Autriche, avec toutes les conséquences, quelles qu'elles fussent, de ce rôle.

M. de Jagow avoua sans ambages au Dr Muehlon que d'ailleurs cette indifférence, aussi extraordinaire que coupable, avait ses avantages. Elle permettrait de plaider, ce dont l'Allemagne ne s'est pas fait faute — vis-à-vis des puissances de l'Entente que, la main sur la Bible, le gouvernement allemand n'avait pas connu le *texte* de l'ultimatum. Il omettait de dire qu'il en connaissait, depuis près d'un mois l'esprit et la teneur approximative. Personne ne pouvait croire que le gouvernement allemand avait été insensé et criminel au point de promettre son appui illimité à l'Autriche (voir la « Note pour le ministre » Livre jaune, n° 57, 26 juillet 1914 : M. Berthelot s'adresse à M. de Schoen : Devant l'affirmation répétée que l'Allemagne ignorait le contenu de la note autrichienne, il n'était plus permis d'élever des doutes sur ce point ; était-il vraisemblable, cependant que l'Allemagne se fut rangée, les yeux fermés, à côté de l'Autriche, dans une pareille aventure ? — voir également la dépêche de M.

Jules Cambon rendant compte de sa conversation avec M. de Jagow auquel il avait demandé s'il s'était « engagé à suivre l'Autriche partout, les yeux bandés » Livre jaune nº 74, 27 juillet 1914).

On n'arrivait pas à comprendre ce qui paraissait évidemment invraisemblable : on comprend aujourd'hui. Guillaume II avait donné, le 5 juillet, carte blanche à l'Autriche ; mais en sachant, par surcroît, ce qu'elle entendait faire.

Dans le mémoire du prince Lichnowsky il y a une révélation du plus grand intérêt. On sait que le Livre blanc allemand avait reproduit (Annexes 24-25) les deux télégrammes envoyés, l'un au comte Pourtalès, l'autre au baron de Schoen, le 31 juillet 1914, pour leur annoncer la proclamation du *Kriegsgefahrzustand* et les charger de demander, l'un la démobilisation immédiate de l'armée russe, l'autre une déclaration catégorique, dans les dix-huit heures, du gouvernement français sur son attitude. Les révélations de M. Stephen Pichon, le 1er mars 1918, à la Sorbonne, ont démontré que le gouvernement allemand avait supprimé de son Livre blanc la seconde partie de ce télégramme qui avait trait à l'occupation de Toul et Verdun par les troupes allemandes.

Dans quel sens le chancelier avait-il télégraphié à son ambassadeur à Londres ? Le Livre blanc ne le disait pas. Le prince Lichnowsky révèle que, dans le télégramme qu'il reçut, le 31 juillet, le gouvernement allemand CONSIDÉRAIT DÉJA L'ANGLETERRE COMME PAYS ENNEMI.

Qu'on veuille bien relire, à la lumière de cette révélation, la conversation de M. de Jagow avec sir Edward Goschen dans l'après-midi de ce même 31 juillet (Livre bleu, nº 121). M. de Jagow, dont la mauvaise foi avait déjà été prouvée, parle en termes *très sympathiques* de la propo-

sition de Sir Edward Grey, disant : « qu'il appréciait les efforts continus du ministre anglais pour la paix, etc ». Et quelques instants auparavant il avait télégraphié au prince Lichnowsky de considérer l'Angleterre comme un pays ennemi !

On peut vraiment arrêter, sur cette constatation de l'effrayante duplicité du gouvernement impérial allemand, ce premier examen hâtif des documents Lichnowsky et Muehlon.

L'impression et la leçon qui se dégagent de tout cela ne sauraient être mieux résumées que par la seconde lettre que le docteur Muehlon écrivit le 7 mai 1917 à Bethmann-Hollweg qui était encore chancelier.

La lettre de M. Muehlon au chancelier Bethmann-Hollweg.

Les dirigeants de l'empire allemand, atteints par le trouble coup de massue des mémoires du prince Lichnowsky et du docteur Muehlon n'ont reculé devant aucune imposture pour essayer de discréditer les deux témoins des intrigues qui ont mené à la guerre. Le vice-chancelier von Payer, à la tribune du Reichstag, a osé déclarer que le docteur Muehlon était dans un « état pathologique » qui ôtait toute autorité à ses paroles. La presse, docile, a fait chorus à cette vérité officielle. Or, tous ceux qui ont pu voir l'ancien sous-directeur des usines Krupp en Suisse, où il s'est retiré depuis 1915, par un sentiment de révolte contre une politique qu'il ne voulait pas servir, sont d'accord pour constater que M. Muehlon est parfaitement sain d'esprit et en pleine possession de lui-même. Ces jours derniers, le correspondant de l'*Humanité* qui signe Homo a rendu visite au réfugié allemand et a constaté, au cours

d'un long entretien, la force de jugement de celui qui est devenu, par sa manifestation de conscience, un accusateur redoutable.

Le docteur Muehlon s'est décidé, pour sa défense, à rendre publique, par l'intermédiaire de l'*Humanité*, la lettre qu'il a adressée à M. de Bethmann-Hollweg. Voici ce document qui donne à son auteur non point la physionomie d'un dément, mais au contraire celle d'un homme d'une haute intelligence politique.

Berne, 7 mai 1917,

A son Excellence Monsieur le Chancelier d'Empire von Bethmann-Hollweg, Berlin.

Excellence,

Quels que soient, depuis le début de la guerre, le nombre et la lourdeur des erreurs et des fautes accumulées du côté allemand, j'ai bien longtemps persisté à croire, malgré tout, quand même, qu'une prévoyance tardive finirait par se faire jour dans la mentalité de nos dirigeants. C'est dans cet espoir que je m'étais mis, dans une certaine mesure, à votre disposition pour collaborer avec vous en Roumanie (1), et que je vous indiquais que j'étais disposé à vous aider dans le pays où je séjourne actuellement, en Suisse, si le but de nos efforts devait être le rapprochement des partis ennemis. Que j'aie été et que je reste hostile à toute activité autre que la réconciliation et la restauration, je l'ai prouvé peu après l'ouverture des hostilités, en donnant irréductiblement ma démission du conseil de direction des usines Krupp.

(1) Le docteur Muehlon a conclu, au nom de l'Allemagne, avec le ministère Bratiano, avant l'entrée en guerre de la Roumanie, les traités concernant la livraison de blé, mission d'une importance telle qu'il paraît ingulier de l'avoir confiée à un malade mental !

Mais depuis les premiers jours de 1917, j'ai renoncé à tout espoir en ce qui concerne les dirigeants actuels de l'Allemagne. L'offre de paix, sans indication des buts de guerre, la guerre sous-marine renforcée, les déportations de Belges, les destructions systématiques en France, le torpillage de navires-hôpitaux anglais ont tellement déconsidéré les gouvernants de l'empire que l'ai la conviction profonde qu'ils sont disqualifiés à jamais pour élaborer et conclure une entente juste et sincère. Ils peuvent se modifier personnellement, mais ils ne peuvent plus rester les représentants de la cause allemande. Le peuple allemand ne pourra réparer les lourds péchés commis contre son propre présent et son avenir, contre celui de l'Europe et de l'humanité tout entière, que lorsqu'il sera représenté par des hommes autres et d'une mentalité autre. A vrai dire, il n'est que juste que sa réputation dans le monde entier soit aussi mauvaise. Le triomphe de sa méthode, celle d'après laquelle il a mené jusqu'ici militairement et politiquement la guerre, constituerait une défaite des idées et des espoirs suprêmes de l'humanité. On n'a qu'à supposer qu'un peuple épuisé, démoralisé ou détestant la violence, consente à la paix avec un gouvernement qui a mené une telle guerre, pour se rendre compte et reconnaître combien le niveau et les chances de la vie des peuples resteraient trompeurs et sombres.

Comme homme et comme Allemand, qui ne veut que le bien du peuple allemand, trompé et torturé, je me détourne définitivement des représentants actuels du régime allemand. Et je ne forme qu'un vœu, c'est que tous les hommes indépendants fassent de même, c'est que beaucoup d'Allemands comprennent et agissent.

Etant donné qu'actuellement toute manifestation devant l'opinion publique allemande m'est impossible, j'ai

considéré comme de mon devoir strict d'informer Votre Excellence de mon point de vue.

Docteur W. MUEHLON.

Pour qu'un Allemand, d'un rang social aussi élevé et d'une compétence aussi particulière que le prince Lichnowsky, pour qu'un officier éminent comme le major von Beerfeld qui serait, si nos renseignements sont exacts, breveté, ancien capitaine adjudant major à l'adjudantur de la 1re division de la Garde, pris par de Moltke à l'Etat-Major Général, hier commandant le 5e régiment des grenadiers de la Garde (régiment de la reine Sophie de Dresde) et aujourd'hui sous les verrous, pour que des hommes comme le conseiller Witting et son gendre, le capitaine Paasche, fils du vice-président du Reichstag, comme le docteur Muehlon, comme d'autres que nous ne connaissons pas encore et que nous ne connaîtrons peut-être que le jour où un gouvernement impérialiste aux abois les jettera en prison, pour les y faire mourir comme Kurt Eisner, ancien rédacteur en chef du *Vorwaerts*, qui, l'un des tous premiers, révéla l'odieuse machination d'où est sortie la guerre, pour que tous ces hommes se rencontrent dans un même sentiment de révolte contre une politique indigne de notre civilisation, il faut que la vérité soit en marche en Allemagne.

Gœthe a dit, dans le second Faust : « Au commencement était le mensonge ».

A la fin sera la vérité.

RENÉ PUAUX.

Addenda

Au moment où ce numéro est sous presse nous recevons un exemplaire du Mémoire du prince Lichnowsky, en traduction anglaise faite sur l'original, *ce qui n'avait pas été le cas pour notre propre traduction* (1). *Nous avons vérifié, ligne par ligne et mot par mot, notre texte et le texte anglais et nous nous sommes aperçus de certaines omissions et de certains contre-sens de notre part, dont nous nous excusons. Nous rétablissons ici les passages qui manquaient dans les documents allemands, suédois et anglais sur lesquels nous avions travaillé.*

Sir A. Nicholson (2).

Sir A. Nicholson et Sir W. Tyrrell étaient les deux hommes les plus influents au ministère des Affaires étrangères, après le ministre. Le premier n'était pas notre ami, mais son attitude à mon égard était absolument correcte et courtoise. Nos relations personnelles étaient excellentes. Lui non plus ne désirait pas la guerre ; mais lorsque nous nous avançâmes contre la France, il agit sans aucun doute en faveur d'une intervention immédiate. Il était le confident de l'ambassadeur de France, avec lequel il était en rapport constant. Son vœu était de succéder à Lord Bertie à Paris.

(1) Avec une préface de M. Gilbert Murray, Cassel et Cie, éditeurs.

(2) Ce passage et le suivant sur Sir W. Tyrrell ont leur place page 943, après le portrait de M. Asquith.

Sir Arthur, qui avait été ambassadeur à Pétrograde, avait conclu le traité de 1907 qui avait permis à la Russie de tourner son attention vers l'Occident et le proche Orient.

Sir W. Tyrrell.

Sir W. Tyrrell, le secrétaire privé de Sir Edward Grey, avait une influence beaucoup plus grande que le sous-secrétaire permanent. Cet homme, d'une haute intelligence, avait été à l'école en Allemagne, s'était tourné vers la diplomatie, mais n'avait été que peu de temps à l'étranger. Au début il avait été partisan de la politique antiallemande qui était alors à la mode parmi les jeunes diplomates anglais, mais plus tard il était devenu l'avocat convaincu d'un rapprochement. Il influençait Sir E. Grey, avec lequel il était très intime, dans cette direction. Depuis le début de la guerre il a quitté les Affaires étrangères pour passer au Ministère de l'Intérieur, probablement en raison des critiques que ses tendances germanophiles lui avaient values.

Bismarck [1].

Bismarck, comme Napoléon, aimait les conflits pour eux-mêmes. En tant qu'homme d'Etat, il évitait de nouvelles guerres dont il reconnaissait la folie. Il lui suffisait de batailles sans morts d'hommes. Après avoir, en une rapide succession, vaincu Christian, François-Joseph et Napoléon, ce fut le tour d'Arnim, de Pie et d'Augusta. Cela ne lui suffit pas. Gortschakow, qui se croyait le plus grand, l'avait à plusieurs reprises ennuyé.

(1) Ce passage a sa place page 955, ligne 7, avant : « Aujourd'hui, après deux années... »

Le conflit fut poussé presque jusqu'à la guerre — cela alla jusqu'à le priver de son wagon-salon. Cela donna naissance à la malheureuse Triple-Alliance. A la fin vint le conflit avec Guillaume (II), conflit dans lequel le tout puissant fut vaincu, comme Napoléon fut vaincu par Alexandre. Des unions politiques à la vie et à la mort ne peuvent prospérer que si elles sont fondées sur une base constitutionnelle et non sur une base internationale.

Elles sont d'autant plus sujettes à caution que le partenaire est plus faible. Bismarck n'a jamais pensé que l'alliance pourrait prendre cette forme.

Il a toujours traité les Anglais avec patience ; il savait que cela était plus sage. Il marqua toujours le plus grand respect pour la vieille reine Victoria, malgré sa haine de sa fille et sa haine de l'anglomanie politique. Il fit sa cour au savant Beaconsfield et au sage Salisbury et, même l'étrange Gladstone, qu'il n'aimait pas, n'eut réellement jamais à s'en plaindre.

L'ultimatum à la Serbie fut le point culminant de la politique du Congrès de Berlin, de la crise bosniaque et de la Conférence de Londres ; mais il était encore temps de faire demi-tour.

Nous réussîmes à provoquer ce qui aurait dû par dessus tout être évité : la rupture avec la Russie et l'Angleterre.

---

*Ces trois paragraphes sont les seuls qui nous manquaient. Les autres omissions portent sur des fragments de phrases ou sur des mots. Avant de faire ce travail d'*errata *signalons que le passage qui commence au bas de la page* 936 : « *La fureur de certains personnages... jusqu'au début du chapitre suivant :* LA COUR ET LA SOCIÉTÉ ANGLAISE » *doit être reporté page* 943, *avant :* LA CRISE SERBE.

Dans ce passage même il y a quelques omissions. Ainsi, après avoir raconté comment ce ne fut que dans les derniers jours de juillet 1914 qu'il apprit par hasard les négociations secrètes anglo-françaises sur la collaboration des deux flottes en cas de guerre, le prince Lichnowky ajoute : « On ne me fit pas connaître d'autres faits importants que le ministère connaissait depuis longtemps, comme par exemple la correspondance entre Grey et Cambon. » Plus loin, après avoir mentionné « les négociations secrètes déjà citées et que la chancellerie connut » le prince conclut : « Je faisais toujours remarquer qu'en cas de guerre entre les puissances européennes, l'Angleterre, en tant qu'Etat commercial, souffrirait énormément et ferait en conséquence tout ce qu'elle pourrait pour éviter le conflit ; mais que, d'autre part, elle ne tolèrerait jamais un affaiblissement ou une destruction de la France et cela à cause de la nécessité de maintenir l'équilibre des forces européennes et empêcher la supériorité de la force allemande. Lord Haldane me l'avait exprimé peu de temps après mon arrivée et toutes les personnalités influentes me parlèrent dans le même sens. »

Errata

Page 912, *ligne* 2, ajouter : car, en ces jours, une telle activité était impossible si l'on n'était pas prêt à aider un chef à demi-dément à rédiger ses ordres capricieux avec leurs instructions irréalisables.

Page 914, *ligne* 8, lire : qu'une entente était intervenue avec la France à Berlin.

Page 915, *ligne* 23, lire : *The writing on the wall* (titre d'un ouvrage, au lieu de Mane, Thecel, Pharès).

Page 917, *ligne* 11 *à* 13, lire : si on laissait aux Serbes et aux Monténégrins Scutari et le Nord.

Page 918, *ligne* 21, lire : *même* après la guerre.

Page 918, *ligne* 23, lire : que notre alliance sombrerait en cas de guerre *était évident d'avance.*

Page 919, *ligne* 24, lire : et non pas une politique antigermanique.

Page 919, *ligne* 32, lire : Par une fédération avec l'Autriche, qui ressemble à une grande Belgique, sa population, même sans la Galicie et la Dalmatie, étant seulement pour la moitié environ allemande, nos intérêts souffriraient autant que si nous subordonnions notre politique aux points de vues de Vienne et de Budapest, épousant ainsi les querelles de l'Autriche.

Page 920, *ligne* 22, lire : clairement *décidée.*

Page 921, *dernière ligne*, lire : j'avais hérité de *sa faiblesse héréditaire.*

Page 922, *ligne* 19, lire : En fait nous étions encore une fois heureusement sortis d'une de ces épreuves de force qui caractérise notre politique.

Page 922, *ligne* 27, lire : comme en 1878 et en 1908, nous nous étions opposés au programme russe, *bien qu'aucun intérêt allemand ne fut en jeu.* Bismarck fut assez adroit pour atténuer la faute du Congrès par un traité secret et par son attitude dans la question de Battenberg ; mais nous continuâmes à suivre, à Londres, la voie dangereuse sur laquelle nous nous étions engagés une fois de plus dans la question bosniaque et nous ne sûmes pas la quitter au moment d'arriver au précipice.

Page 923, *ligne* 16, lire : il cherchait toujours à éviter de prendre *une attitude brusque* et était soutenu *en cela* par l'Angleterre et la France.

Page 923, *ligne* 23, lire : notre austrophilie *à outrance n'avait...*

Page 924, *ligne* 8, lire : et ce fut probablement uniquement sous l'influence de ses amis de Vienne et de Budapest, dont les hommages le faisaient souvent rire, qu'il commit la folie d'engager la seconde guerre balkanique et de refuser l'arbitrage russe.

Page 928, *ligne* 32 : il faut comprendre que Sir Edward Grey renvoyait à l'ambassade d'Allemagne les négociants anglais, en leur signalant que leurs entreprises projetées appartenaient à la zone allemande.

Page 932, *ligne* 14, lire : *Deutsche Bank* au lieu de Banque ottomane.

Page 937, *ligne* 27, lire : le roi, *bien que n'étant pas un génie.*

Page 938, *ligne* 5, lire : La société, qui est en majorité unioniste, a toujours eu un grand intérêt dans la politique, habitude qui est partagée par les dames.

Page 938, *ligne* 25, lire : terrain neutre, *comme celui d'une ambassade.*

Page 939, *ligne* 33, lire : Du fait de la tendance générale qui pousse à essayer d'être considéré comme un gentleman, dont le prototype sans rival reste toujours le grand aristocrate, la valeur du verdict de la société et son attitude ne doivent pas être sous-estimées.

Page 941, *ligne* 23, lire : il donnait à manger aux écureuils qui venaient aux fenêtres et faisait l'élevage de différentes espèces d'oiseaux aquatiques. Il se plaisait particulièrement à aller dans le Norfolk, à l'époque de la ponte, pour y étudier une espèce rare de hérons qui ne font leur nid que là.

Page 941, *ligne* 27, ajouter : « Tout le reste de l'année je ne pense qu'à cela », disait-il. Il a publié un ouvrage sur la pêche. Un jour, comme nous passions la fin de la

semaine à la résidence de Lord Glenconner, près de Salisbury, il fit 30 milles...

Page 942, *ligne* 2, lire : qu'*elle* conduisait *elle-même.*

Page 944, *ligne* 25, lire : *même si* la Russie menaçait d'intervenir.

Page 948, *ligne* 14, lire : Plus j'insistai, moins on voulait céder *ne serait-ce que* par ce que je ne devais...

Page 948, *ligne* 17, lire : Alors, en dernier lieu, *Sir Edward Grey* se résolut...

Page 950, *ligne* 6, lire : d'obtenir la paix *par l'entremise de* l'Angleterre.

Page 951, *ligne* 22, lire : ni de *guerres* (au lieu de guerre).

Page 952, *ligne* 2, lire : ...nous occuper des *complications* autrichiennes. L'Autriche serait alors devenue la vassale de l'empire d'Allemagne, sans aucune alliance — et sans que nous ayons spécialement besoin de rechercher ses bonnes grâces, façon d'agir qui conduisait finalement à la guerre pour la libération de la Pologne et la destruction de la Serbie, bien que les intérêts allemands demandassent exactement le contraire.

Page 954, *ligne* 20 : L'original porte bien « Traumt Ihr *den Krieg* » mais le texte de Gramb dit : « Traumt *Ihr den Frieden ?* » (rêvez-vous *de la paix ?*)

Page 954, *ligne* 28 *et suivantes,* lire : Le militarisme, qui est une éducation pour le peuple et un instrument de politique, fait, de la politique, l'instrument du pouvoir militaire, quand l'absolutisme patriarcal de la royauté militaire rend possible une attitude qu'une démocratie, libre de toute influence militaire des Junkers, n'aurait jamais permise.

Malgré ces nombreux errata, *dont encore une fois nous nous excusons, mais dont l'éventualité était fatale, tant que*

le texte original faisait défaut, le mémoire du prince Lichnowsky, tel que nous l'avons publié plus haut, est, dans son ensemble, exactement reproduit et ne prête pas à des erreurs sur des points essentiels.

Une lettre du major von Beerfeld.

Nous profitons de ce supplément de quelques pages, nécessité par la correction, pour reproduire, d'après le *Vorwaerts*, ce fragment d'une lettre du major von Beerfeld, l'officier de l'état-major du général de Moltke qui répandit le mémoire du prince Lichnowsky et qui vient d'être arrêté.

Cette lettre confidentielle, adressée au maréchal de Hindenburg, est d'une telle noblesse morale, qu'elle peut être considérée comme le jugement suprême du conflit mondial.

« Le sort de l'Allemagne, après la guerre, dépend essentiellement du fait de savoir si vraiment nous représentons une cause juste ou non. Sinon, même en étant, selon toute apparence, victorieux, nous serions mûrs pour la décadence et nous ne pourrions jamais remplir notre vraie mission dans le monde. C'est la vérité seule qui, en fin de compte, nous permettra de résister aux ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, dont le plus dangereux est toujours le mensonge infâme. »

Imp. Centrale (C. Brélaz), 20, Rue Cadet, Paris.


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 12 25 07 08 002 3